

LE CONTENTIEUX MINIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Samedi 11 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Robert POMMIER

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse . . .	M. Achille MESTRE.
Suffragants }	MM. SCELLE. SIBERT.

IMPRIMERIE HENRI JEHAN

GAILLON (EURE)

6, RUE DE LA GARE

1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CONTENTIEUX MINIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Samedi 11 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Robert POMMIER

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse . .	M. Achille MESTRE.
Suffragants	{ MM. SCELLE. SIBERT.

IMPRIMERIE HENRI JEHAN

GAILLON (EURE)

6, RUE DE LA GARE

1939



INTRODUCTION

L'importance économique des mines ne fait que grandir d'année en année, et, si les mines sont à la base de l'essor de l'industrie, celle-ci, par contre, a multiplié la valeur des mines. Par là s'explique l'utilité d'une législation sur les mines dans tous les pays.

En France, deux lois fondamentales régissent les mines ; elles sont simultanément en vigueur et se juxtaposent : *la loi du 21 avril 1810*, loi Napoléonienne au premier chef, où la mine est la propriété privée et perpétuelle du concessionnaire — propriété privée d'un genre particulier, puisque l'Administration la contrôle — et *la loi du 9 septembre 1919*, que l'on appelle encore « loi sur la houille noire », par opposition à la « loi sur la houille blanche » du 16 octobre 1919, relative aux concessions de forces hydrauliques.

Avec la loi du 9 septembre 1919, la concession des mines devient temporaire ; elle est soumise à un cahier des charges et à la participation de l'Etat aux bénéfices ; en outre, le concessionnaire n'a plus un droit de propriété, mais un droit réel immobilier et susceptible d'être hypothéqué.

Cependant le législateur n'a pu prévoir toutes les questions : à côté de celles dont il a indiqué la solution générale, il en existe une multitude d'autres qui restent en suspens, et c'est aux tribunaux qu'incombe la tâche, soit d'interpréter les textes lorsque ceux-ci prêtent à confusion, soit de rendre des décisions qui fixeront le droit à l'occasion des litiges en présence.

L'Etude du « Contentieux Minier » ne peut se comprendre que si elle repose en grande partie sur la jurisprudence, et notamment sur les arrêts du Conseil d'Etat ou du Tribunal des Conflits. En effet, si l'autorité judiciaire est appelée à résoudre toutes les contestations relatives à la propriété de la mine ou à ses démembrements, aux

transmissions ou aux autres actes de disposition entre particuliers dont cette propriété est l'objet, aux indemnités pécuniaires destinées à réparer le préjudice provenant de faits de l'exploitation qui portent atteinte aux droits des tiers, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de régler préventivement tout ce qui touche au mode d'exploitation des mines, ainsi qu'aux travaux concernant la conservation de la mine et la sécurité publique. Par ailleurs, selon l'article 46 de la loi de 1810, dont nous aurons à voir ultérieurement les différentes applications (1), toutes les questions d'indemnités dues par un concessionnaire à raison de recherches ou de travaux antérieurs à l'acte de concession seront tranchées par le Conseil de Préfecture. Enfin, comme la mine n'est instituée que par un acte administratif, les tribunaux judiciaires ne pourront statuer que si cet acte est suffisamment clair et précis ; sinon, la juridiction administrative pourra seule l'interpréter.

Aussi pouvons-nous concevoir l'importance et le nombre des décisions rendues dans le droit des mines par la juridiction administrative, décisions auxquelles nous ne manquerons pas de nous reporter au cours de cette étude.

Si de nombreux ouvrages et thèses ont été écrits sur les Mines, force nous est de constater que presque rien n'a été fait lorsqu'il s'agit du droit des mines résultant de la jurisprudence du Conseil d'Etat ou du Tribunal des Conflits. C'est cette lacune que nous nous proposons de combler, et ainsi apparaît l'utilité de notre sujet « Le Contentieux Minier ».

Dès maintenant, une question préalable se pose. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1810 :

« Les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface sont classées, relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières ».

Quelles sont les substances comprises dans les mines,

(1) Voir *infra*, pages 59 et 60, 73, 76 à 82.

minières, carrières ? Ici, nous touchons au problème de la classification légale des substances.

La répartition des diverses substances dans ces trois classes légales résulte des articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 avril 1810, dont nous citons le texte :

ARTICLE 2 (tel qu'il a été modifié par la loi du 16 décembre 1922). — « Seront considérées comme mines celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, du pétrole ou des gaz combustibles, de l'alun et des sulfates à base métallique. Les concessions d'hydrocarbures existantes ne s'étendent au pétrole et aux gaz combustibles que si ces produits sont nommément désignés dans l'acte de concession. »

ARTICLE 3. — « Les Minières comprennent les minerais de fer dits d'alluvions, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes. »

ARTICLE 4. — « Les carrières renfermant les ardoises, les grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, les pouzzolanes, les trass, les basaltes, les laves, les marnes, craies, sables, pierres à fusil, argiles, kaolin, terres à foulon, terres à poterie, les substances terreuses et les cailloux de toute nature, les terres pyriteuses regardées comme engrais, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines. »

Ces textes comportent une répartition tripartite ; mais, en réalité, elle se ramène à une répartition bipartite : *les substances concessibles et les substances inconcessibles*. En effet, une loi du 9 mai 1866 a supprimé la différence essentielle qui existait entre les minières et les carrières. Avant cette loi, le propriétaire d'une carrière avait une liberté complète d'exploitation et d'usage ; par contre,

celui d'une minière était grevé d'une servitude en faveur des maîtres de forges du voisinage : ainsi, les propriétaires d'usines à fer avaient le droit, sous la surveillance de l'administration, de s'approvisionner moyennant indemnité dans les exploitations de minerais de fer du voisinage. C'est cette servitude qui disparaît avec la loi du 9 mai 1866. Toutefois, ces deux catégories, minières et carrières, qui sont assimilées au point de vue juridique, diffèrent sans raison au point de vue de la police, de la surveillance des exploitations et de la compétence en matière correctionnelle.

A la suite de la loi de 1810, nombre de questions se posaient qui sont aujourd'hui résolues, notamment par la loi du 16 décembre 1922 sur les pétroles.

Il s'agissait de savoir si les listes des articles 2, 3 et 4 devaient être considérées comme énonciatives ou comme limitatives, et si des substances non prévues à l'article 2 ne pouvaient être exploitées qu'au moyen d'une concession.

En ce qui concerne le bitume, AGUILLON (2) cite *deux ordonnances de concession* : « mines de bitume d'Armentières et d'Echalassière » en date du 10 octobre 1839, et un décret au Contentieux, « Galland » (Lebon, 22 août 1853, page 855).

Dans les premières, il est dit : « Bien qu'un gisement de bitume soit exploité à ciel ouvert, bien que tout autre mode d'exploitation y paraisse impraticable, il doit nécessairement être soumis au régime des concessions en vertu de la loi de 1810 ». Et dans le second : « La concessibilité des mines résulte de la nature des substances dénommées dans l'article 2 de la loi de 1810, et non de leur gisement et de leur mode d'exploitation ».

Ainsi la classification légale dépend de la nature des substances et non de leur mode d'exploitation. La loi de 1810 n'a apporté que deux exceptions à ce principe : le minerai de fer (art. 69) et les terres pyriteuses ou alumineuses (art. 57 et 71) sont considérés comme entrant tantôt

(2) Tome I, n° 67.

dans la catégorie des mines, tantôt dans celle des minières, suivant leur mode d'extraction.

Une autre question se posait aussi avant 1922. On se demandait si, parmi les substances bitumineuses, devait ou non figurer le pétrole. D'une manière générale, on admettait la concession de mines de pétrole et schistes bitumeux, en invoquant deux arguments :

1° Dans les travaux préparatoires de la loi de 1810, le chimiste FOURCROY range expressément les pétroles parmi les bitumes.

2° L'énonciation de l'article 2 n'est pas limitative, elle est simplement énonciative, car elle vise « toutes autres matières métalliques ».

Un arrêt célèbre de la Cour de Cassation « *Affaire Parmentier* » (Chambre criminelle, 8 septembre 1832, S., 1832-1-643) avait d'ailleurs statué en ce sens au sujet d'une mine de sel gemme, substance non prévue par l'article 2. Cet arrêt déclare que : « Les dispositions de l'article 2 sont purement énonciatrices ».

En conséquence, toute classification nouvelle de substances ne peut s'opérer que dans les mines ou les carrières, mais, par contre, l'énumération est limitative pour les minières.

Un doute subsistait néanmoins sur la portée de l'article 2 de la loi de 1810 : il était à craindre qu'en l'absence d'un texte législatif réservant à l'autorité administrative l'examen des difficultés concernant la classification des substances minérales, les diverses autorités judiciaires ou administratives susceptibles d'intervenir en matière de concessions n'eussent des interprétations différentes sur la concessibilité de telle ou telle substance.

S'il n'y avait aucune difficulté pour les sources salées, la loi de 1840 les déclarant concessibles, il y en avait encore pour le pétrole. Ces incertitudes ont disparu depuis la loi du 16 décembre 1922, qui a ajouté dans l'article 2, parmi les substances concessibles, « le pétrole et les gaz combustibles ». En vertu de la disposition finale de cet article 2, une distinction doit être faite, selon qu'il s'agit de conces-

sions postérieures ou antérieures à 1922. Pour les concessions postérieures à 1922, toute concession donnée pour un corps bitumineux quelconque s'applique aux autres corps, par suite de la connexité existant entre le gaz, le pétrole et le bitume ; au contraire, pour les concessions antérieures à 1922, s'il y a eu une concession du seul bitume, le concessionnaire ne peut pas prétendre à exploiter du pétrole. *Et le Conseil d'Etat, dans son arrêt : « Sieurs Bridoux et Neuberger »* (Lebon, 2 juillet 1924, page 633) a jugé que « les bitumes figurent dans l'énumération que donne l'article 2 de la loi du 21 avril 1810 des substances dont les masses seront considérées comme mines. Or, les pétroles ont toujours été compris dans le terme générique des bitumes, et la loi ne fait pas de distinction suivant que ceux-ci se présentent à l'état solide ou liquide ».

D'autre part, une loi du 26 janvier 1928 sur les mines de sel de sodium et de potasse déclare dans son article 1^{er} :

« Le premier alinéa de l'article 2 de la loi du 21 avril 1810 est complété par l'addition à la liste des substances concessibles, des sels de sodium et de potassium à l'état liquide ou en dissolution. »

En ce qui concerne l'or, il faut une concession, même lorsqu'il s'agit des pépites des cours d'eau. Quant aux nitrates d'Algérie, il semble qu'on doive les ranger dans les carrières, de même que l'amiante et l'ocre exploité comme matière colorante.

Un arrêt du Conseil d'Etat : « Compagnie des Phosphates de Constantine » (Lebon, 19 décembre 1924, p. 1031) range implicitement les phosphates de chaux dans la classe des carrières, en rejetant une demande de concession qui lui était soumise.

Ainsi, la classification tripartite des substances faite par les articles 2, 3 et 4 de la loi de 1810 se ramène à une répartition bipartite : *les substances concessibles et les substances inconcessibles*.

Qu'il s'agisse d'une mine concessible ou d'une carrière non concessible, le mineur ou le propriétaire de la carrière

accomplit un grand nombre d'actes par le fait même qu'il exerce ses droits. Aussi, pour avoir une vue d'ensemble sur la vie juridique de la mine ou de la carrière, envisageons-nous successivement les rapports du mineur ou de l'exploitant de la carrière, soit avec l'administration, soit avec les propriétaires de la surface, soit avec d'autres mineurs ou des exploitants de carrières voisines.

Les substances inconcessibles étant de beaucoup les moins importantes, puisque la concession n'est pas possible pour elles, nous nous en occuperons tout d'abord.

Notre étude du « Contentieux Minier » sera donc divisé en deux parties :

Première partie : *Le Contentieux des substances inconcessibles* ;

Deuxième partie : *Le Contentieux des substances concessibles*.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTENTIEUX DES SUBSTANCES INCONCESSIBLES

Avant d'aborder l'examen de cette première partie, il nous semble utile d'indiquer le plan que nous entendons suivre :

CHAPITRE PREMIER. — *Le Contentieux des carrières.*

Section I. — Les rapports de l'exploitant de carrières avec l'Administration.

Section II. — Les rapports de l'exploitant de carrières avec les propriétaires superficiaires voisins et les exploitants de carrières voisines.

CHAPITRE II. — *Le Contentieux des Minières.*

Section I. — De la distinction entre les minerais de fer concessibles et inconcessibles.

Section II. — Les rapports de l'exploitant d'une mine avec l'Administration.

Section III. — Règles particulières relatives aux terres pyriteuses et alumineuses et aux tourbières.

CHAPITRE PREMIER

LE CONTENTIEUX DES CARRIERES

Ainsi qu'il vient d'être dit, nous étudierons dans deux sections :

1° Les rapports de l'exploitant de carrières — que ce soit le propriétaire du sol lui-même ou un cessionnaire — avec l'Administration ;

2° ses rapports avec les propriétaires superficiaires voisins et les exploitants de carrières voisines.

SECTION I

Les rapports de l'exploitant de carrières avec l'Administration

La police de l'exploitation des carrières, soumise au contrôle des tribunaux judiciaires et faisant l'objet de règlements administratifs locaux, découle des articles 81 et 82 de la loi du 21 avril 1810 (1).

L'article 81 a été modifié d'abord par la loi du 27 juillet 1880, puis, tout récemment, par le *décret-loi du 24 mai 1938* pris en exécution de la loi du 13 avril 1938. En voici le texte nouveau :

« L'exploitation des carrières à ciel ouvert a lieu en vertu d'une simple déclaration faite au maire de la commune et transmise au préfet. Elle est soumise à la surveillance de l'administration et à l'observation des lois et règlements.

Des décrets détermineront en outre les mesures de tout ordre, réel ou personnel, destinées à garantir la sécurité publique au voisinage des carrières, à sauvegarder ou améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel occupé dans leurs travaux. »

(1) Voir « Rossigneux » *Le régime juridique des carrières*. Thèse, Paris, 1928.

Aux termes de l'article 82, modifié par la loi du 27 juillet 1880 :

« Quand l'exploitation a lieu par galeries souterraines, elle est soumise à la surveillance de l'Administration des mines, dans les conditions prévues par les articles 47, 48 et 50.

Dans l'intérieur de Paris, l'exploitation des carrières souterraines de toute nature est interdite. »

De plus, chaque département est pourvu d'un règlement général s'appliquant aux carrières de tout le département. Ces règlements départementaux sont à peu de chose près les mêmes et sont rendus, comme les règlements d'administration publique, sous forme de décrets en Conseil d'Etat.

Les articles 81 et 82 distinguent, ainsi que le font les règlements locaux, les carrières à ciel ouvert et les carrières souterraines ; mais, tandis que la loi soumet l'exploitation des carrières à ciel ouvert à la surveillance des administrations locales — cette surveillance rentrant dans le cadre de la police municipale au même titre que les objets énumérés dans l'article 97 de la loi municipale du 5 avril 1884 — et remet le contrôle de l'exploitation des carrières par galeries souterraines au préfet, qui exerce ses pouvoirs avec l'intervention obligatoire des ingénieurs des mines, comme pour les exploitations de mines, au contraire, le règlement-type, dans ses articles 19 et 20, étend l'action des maires et des autres officiers de police municipale aux unes comme aux autres, ce qui atténue sensiblement la distinction si nette de la loi de 1810.

Ajoutons que l'exploitation des carrières en forêts est soumise à des règles spéciales, et qu'elle ne peut avoir lieu sans une autorisation préalable.

Les carrières sont qualifiées d'exploitations à ciel ouvert, quel que soit le genre des travaux à effectuer, puits ou galeries, lorsque « les travaux d'abatage aux chantiers se font à découvert, à la lumière du jour, sans l'emploi de lampes » (2). Mais, alors que l'exploitation

(2) Aguillon, tome II, n° 748.

à ciel ouvert d'une minière sur un gîte de minerai de fer concessible en profondeur est incompatible, d'après l'article 69 de la loi de 1810, avec l'établissement de puits, galeries et travaux d'art, rien de pareil n'existe pour les carrières, qui sont dénommées à ciel ouvert tant qu'elles peuvent être exploitées de la sorte.

Les bases de la police des carrières étant ainsi établies, nous envisagerons en six paragraphes que nous étudierons successivement, les rapports de l'exploitant de carrières avec l'administration.

§ 1

Qu'il s'agisse de carrières à ciel ouvert ou souterraines, l'exploitant n'a pas besoin d'obtenir une concession, ni même une autorisation administrative ; seule, est obligatoire pour lui une déclaration dont le but est de permettre à l'administration d'exercer le droit de surveillance qui lui appartient. Les carrières sont donc soumises au régime de la simple déclaration. Ajoutons qu'au point de vue de l'impôt, elles sont assujetties à la patente depuis la loi du 15 juillet 1880.

§ 2

Les carrières sont à la disposition du propriétaire de la surface, celui-ci pouvant disposer librement de toutes les substances minérales situées dans son tréfonds, et les exploiter en se conformant aux lois et règlements de police sur la matière.

C'est de la loi de 1810 que l'administration tient en général ses pouvoirs d'intervention et de contrôle dans l'industrie minière. En 1907, le législateur a ajouté l'hygiène des ouvriers mineurs parmi les objets qui justifient l'intervention administrative. Le décret-loi du 24 mai 1938 apporte également des compléments à l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 : c'est ainsi que la sécurité du personnel y est mentionnée comme justifiant la promulgation de règlements généraux ; et, en ce qui concerne l'exploitation des carrières, ce décret-loi augmente les pouvoirs de police de l'administration, qui devra garantir

la sécurité publique au voisinage des carrières, et les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel (art. 81).

a) L'exécution des règlements départementaux est assurée par le préfet, qui prend ou des arrêtés réglementaires ou des arrêtés individuels ou des arrêtés ordonnant l'exécution de mesures d'hygiène ou de sécurité tant de la surface que du personnel occupé aux travaux. Le préfet peut interdire aussi comme dangereuse, à raison du voisinage d'un puisard, l'exploitation d'une carrière, sans agir en dehors de sa compétence. *C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat dans son ordonnance au contentieux « Sieur Cissac » (Lebon, 24 décembre 1844, page 678).* Il peut prescrire à un exploitant de carrières l'exécution de travaux de remblayage ou de consolidation des fouilles pratiquées sous des chemins publics ou auprès de ces chemins, dans leur zone de protection ; son arrêté rentre dans les limites de sa compétence, bien que, au point de vue de l'exploitation prise au regard du droit civil, l'exploitant ait été autorisé à ouvrir des galeries sous ces chemins. C'est ce qui résulte de *l'arrêt du Conseil d'Etat « Sébillotte » (Lebon, 28 décembre 1906, page 973).*

Et, d'après l'arrêt du Conseil d'Etat « Compagnie des Sablières de la Seine » (Lebon, 16 novembre 1917, page 721). « le préfet de la Seine ne fait qu'user des pouvoirs à lui conférés par le décret du 12 février 1892 portant règlement des carrières du département de la Seine, en prescrivant à l'exploitant d'une carrière le rétablissement d'une banquette de 10 mètres de largeur le long de deux chemins ruraux. Par ailleurs, la circonstance que l'arrêté de classement de l'un des chemins était postérieur à l'ouverture de la carrière ne peut faire obstacle à l'exercice du droit que, dans l'intérêt de la sécurité publique, le préfet tient du décret de 1892 ».

Ces arrêtés préfectoraux concernant les carrières sont des actes administratifs ou de police, qui peuvent être déférés au ministre par le recours hiérarchique, et qui ne peuvent être attaqués par voie contentieuse que pour excès de pouvoir.

En conséquence, « les arrêtés préfectoraux qui refusent d'autoriser l'ouverture des carrières dans le cas où l'autorisation est nécessaire, ou qui ne l'accordent que sous certaines conditions d'exploitation imposées dans l'intérêt des propriétés voisines et de la sûreté publique, sont des actes administratifs non attaquables par la voie contentieuse ; il en est de même des décisions ministérielles confirmant lesdits arrêtés » : *c'est ce qui résulte de l'ordonnance au contentieux du Conseil d'Etat* « *Leclaire et Brochet* » (Lebon, 11 mars 1843, page 128). Le Conseil d'Etat l'a confirmé par deux autres décisions rendues dans *l'affaire Permiseux et Heriché* (Lebon, 4 janvier 1851, page 8), où le préfet avait ordonné le comblement d'une carrière, et dans une autre affaire « *Permiseux et Heriché* » (Lebon, 19 janvier 1854, page 34), où le ministre des Travaux Publics avait refusé l'exploitation d'une carrière ; et ce dernier arrêt ajoute que « le refus du Ministre ne peut pas non plus donner lieu à une action en indemnité contre l'Etat de la part du propriétaire de la carrière ».

D'autre part, *il ressort de l'arrêt du Conseil d'Etat* « *Phosphates de Tebessa et Sieur Barboutié* » (Lebon, 6 août 1897, page 601) que, « lorsqu'un contrat intervenu entre une commune et un particulier pour exploiter les carrières de phosphate de chaux situées dans les terrains communaux indiqués au plan a été approuvé, il est définitif. Aussi le préfet commet-il un excès de pouvoir s'il rapporte, par un second arrêté, les approbations antérieures du contrat dont la validité ne peut plus être contestée que devant l'autorité judiciaire ».

Si, en principe, le préfet ne peut aller jusqu'à arrêter l'exploitation d'une carrière par voie administrative, aucun texte des lois sur les mines ne lui donnant ce droit, il pourra néanmoins le faire pour des nécessités urgentes de voirie ou de sécurité publique. Mais, par contre, le préfet peut prescrire au propriétaire de la carrière l'exécution de travaux sans avoir à rechercher par la faute de qui ils sont devenus nécessaires, sauf le recours dudit propriétaire contre qui de droit.

Ainsi, dans l'arrêt du Conseil d'Etat « *Ministre des Travaux Publics C/ Taupin* » (Lebon, 20 juillet 1894, p. 486), il est spécifié que « les frais d'opérations de sauvetage faites par l'administration à raison d'un éboulement dans les galeries souterraines d'une carrière doivent être recouvrés sur l'exploitant, alors même que celui-ci aurait interdit à ses ouvriers l'accès des galeries dangereuses et qu'aucune faute ne lui serait imputable. Cette circonstance peut motiver de sa part un recours contre les ayants droit des victimes ».

Et un autre arrêt du Conseil d'Etat se rapportant à une carrière abandonnée, « Sieur et Dame Barrier » (Lebon, 9 mars 1906, p. 205) précise que « le préfet a pu valablement prescrire au sieur et à la dame BARRIER, dans l'intérêt de la sécurité publique et conformément à l'article 27 du décret du 27 avril 1892, l'exécution des travaux nécessaires pour faire cesser le danger résultant pour la voie ferrée des éboulements qui se produisaient dans leur carrière abandonnée, sauf à eux à exercer tel recours que de droit contre la Compagnie P. L. M. ». La charge des travaux sera supportée par cette dernière, s'il est établi que les éboulements sont la conséquence de la création et de l'usage de la voie ferrée.

Le préfet doit aussi constater les contraventions et les réprimer. Quant aux pénalités applicables à ces contraventions, la jurisprudence de la Cour de Cassation admet l'application du Titre X de la loi du 21 avril 1810 intitulé : « De la police et de la juridiction relatives aux mines », et la compétence des tribunaux correctionnels pour les carrières souterraines seulement ; au contraire, elle attribue les contraventions au tribunal de simple police pour les carrières à ciel ouvert, et n'admet comme pénalités que celles édictées par l'article 471 § 15 du Code Pénal.

Les exploitants de carrières souterraines, qui, en principe, ne sont pas tenus, comme les exploitants de mines, d'avoir et de tenir à jour un plan de leurs travaux, peuvent être obligés à dresser des plans, et, en cas de refus, le préfet, sur le rapport des ingénieurs des

mines, fera confectionner ces plans aux frais des exploitants, après sommation préalable. Le recouvrement des frais s'opère alors comme en matière de contributions directes : *c'est ce qu'à décidé l'arrêt du Conseil d'Etat « Ministre des Travaux Publics c/ Despagne, Bloy et autres » (Lebon, 7 décembre 1877, page 970).*

Mais si le préfet intervient dans l'exploitation des carrières, il n'a pas à se préoccuper de la conservation ni de la continuité de l'exploitation ; et c'est là une grande différence avec le régime des mines, différence qui s'explique parfaitement, puisque nous sommes ici dans le domaine de la propriété ordinaire laissée à la libre disposition du propriétaire.

b) A côté du préfet, le maire prend aussi des arrêtés pour prescrire les mesures que réclament la sécurité et la salubrité publiques. Il a un pouvoir réglementaire propre, qu'il tient de l'article 97 de la loi municipale du 5 avril 1884. *Le Conseil d'Etat, dans l'affaire « Ogier » (Lebon, 11 janvier 1866, p. 7) a jugé que, « lorsque le tribunal de simple police dont le jugement a été confirmé par le tribunal correctionnel, décide qu'un propriétaire a commis une contravention au règlement fait par le préfet en ouvrant une carrière joignant immédiatement un chemin vicinal qui rend dangereuse la circulation sur ce chemin, le maire n'excède pas ses pouvoirs en mettant en demeure le propriétaire de remblayer la carrière, et, sur son refus d'obtempérer à cette injonction, en faisant procéder à ce travail d'office et aux frais du propriétaire ».*

De même, *selon la décision du Conseil d'Etat « Molinier » (Lebon, 27 mai 1863, p. 444) « si le maire d'une commune, se fondant sur ce que des particuliers étendaient l'exploitation de leurs carrières sur des terrains appartenant à la commune et à l'Etat, leur a interdit par arrêté de continuer cette exploitation et a procédé personnellement à la saisie des blocs, ce maire, en prononçant cette interdiction et en opérant cette saisie, et le préfet, en approuvant les actes du maire, ont apprécié une question*

de propriété dont seule l'autorité judiciaire devait connaître et ont excédé leurs pouvoirs ».

Ajoutons que l'autorité municipale ne peut imposer à un propriétaire de carrières un moyen obligatoire de faire disparaître un état de choses existant, lorsqu'il en existe d'autres moins onéreux pour lui et tout aussi efficaces.

§ 3

Les règlements départementaux des carrières ont créé, sous l'appellation de « *carrières abandonnées* », une véritable classe de carrières en leur étendant le régime des carrières en exploitation. L'article 15 du règlement de 1892 sur les carrières impose aux exploitants de carrières souterraines l'obligation, en cas d'abandon, de faire déclaration au préfet par l'intermédiaire du maire. Le préfet pourra, sur le rapport des ingénieurs des mines, imposer les mesures qu'il juge convenables dans l'intérêt de la sécurité publique. C'est ce qui résulte de l'*arrêt du Conseil d'Etat « Brincard »* (Lebon, 1^{er} juillet 1898, p. 514) où il est dit que « le préfet peut, sans excès de pouvoir, au cas d'éboulement d'un mur séparant une carrière abandonnée, prescrire au propriétaire de la carrière de reconstruire la partie éboulée ou de remblayer l'excavation, et les travaux ordonnés sont à la charge du propriétaire de la carrière sauf son recours contre qui de droit ». La même jurisprudence ressort de l'*arrêt précité « Sieur et Dame Barrier »* (Lebon, 9 mars 1906, p. 205) où le Conseil d'Etat a reconnu explicitement le recours du propriétaire de la carrière abandonnée contre la Compagnie des chemins de fer P. L. M., pour la protection de laquelle des mesures avaient été imposées, ainsi que de l'*arrêt « Dame Barrier »* (Lebon, 28 février 1913, p. 279) où le Conseil d'Etat refuse d'allouer une indemnité à la Dame Barrier. En effet, « l'expertise a établi que ni l'établissement ni l'usage de la voie ferrée n'exercent d'influence sur la stabilité de la carrière, les dispositions de la carrière suffisant pour expliquer les éboulements qui se sont déjà produits. Par ailleurs, il n'est pas établi que les travaux imposés par le

préfet au propriétaire de la carrière abandonnée aient une importance plus considérable que celle qu'il eût été nécessaire de leur donner pour assurer la sécurité sur toute propriété riveraine autre qu'une voie ferrée ».

En fin d'exploitation, le propriétaire d'une carrière abandonnée peut se voir imposer par l'administration certaines mesures de précaution. Le Conseil d'Etat a admis dans deux arrêts, en vertu d'un règlement départemental, la responsabilité actuelle du propriétaire d'une carrière abandonnée, au lieu de celle de l'exploitant. Suivant le premier arrêt « *Chevallier et Cie* » (Lebon, 27 fév. 1903, p. 183) « un arrêté du préfet ne pouvait prescrire l'exécution de travaux de clôture d'une carrière — une palissade en l'espèce — à une société qui a cessé l'exploitation depuis plusieurs années et qui, avant la notification de l'arrêté, avait dénoncé aux propriétaires des terrains les conventions passées avec eux pour l'exploitation du tréfonds ».

De même, dans le second arrêt « *Sieur Thibaud* » (Lebon, 20 décembre 1912, p. 1225) il est jugé que l'amodiateur d'une carrière, ayant cessé l'exploitation depuis huit ans, et l'exploitation n'ayant pas été reprise, la carrière doit être considérée comme abandonnée, et, dès lors, c'est avec raison que les travaux de sécurité qu'elle exige peuvent être mis par le préfet à la charge du propriétaire du fonds dans lequel se trouve la carrière ».

§ 4

Les restrictions apportées à l'exploitation des carrières par le règlement au profit des propriétés voisines constituent de véritables servitudes, qui sont supportées par l'exploitant sans indemnité (3). Mais, toutes les fois qu'un préjudice résultant de l'exécution de travaux plus importants que ceux qu'il est d'usage de faire pour la protection des propriétés riveraines a été causé à l'exploitant, la jurisprudence administrative admet le principe de l'indemnité. Le Conseil d'Etat a statué dans le même

(3) Voir *infra*, p. 28.

sens pour les demandes d'indemnités formulées par des propriétaires de carrières ou par des concessionnaires de mines contre les Compagnies de chemin de fer, à raison de l'interdiction qui leur avait été faite de continuer l'exploitation des carrières ou des mines, afin de garantir la sécurité des lignes ferrées situées à proximité. Pour les uns comme pour les autres, cette interdiction d'exploiter retire de la valeur à la carrière ou à la mine. Aussi le Conseil d'Etat a-t-il décidé qu'il y avait, dans ce cas, non pas une dépossession, mais un dommage donnant droit à une indemnité, et cette indemnité est fixée par les tribunaux administratifs.

Nous examinerons plus loin cette jurisprudence pour les concessionnaires de mines (4) ; mais en ce qui concerne les carrières, nous nous référerons dès à présent à quatre arrêts du Conseil d'Etat.

Premier arrêt : « Chemin de fer d'Orléans » (Lebon, 24 février 1870, p. 179). « Le Conseil de préfecture est compétent pour se prononcer sur la réclamation d'un propriétaire de carrière tendant à obtenir une indemnité à raison du préjudice que lui fait éprouver l'interdiction par arrêté préfectoral d'exploiter à la mine une carrière à moins de 30 mètres de la voie ferrée. La carrière étant en pleine exploitation au moment de la construction de la ligne de chemin de fer, une indemnité sera due pour le préjudice résultant de l'interdiction d'exploiter ». Les parties sont renvoyées devant le Conseil de préfecture, qui établira l'existence du dommage et fixera le montant de l'indemnité.

Deuxième arrêt : « Compagnie des chemins de fer P. L. M. contre Commune de Modane » (Lebon, 16 février 1878, p. 186). « Le Conseil de préfecture est compétent pour apprécier l'indemnité réclamée par une commune, pour le préjudice causé par l'interdiction d'exploiter une carrière de sable et de cailloux lui appartenant, et située sur le flanc d'une montagne au-dessous de l'entrée d'un tunnel de chemin de fer ».

(4) Voir *infra* p. 128-135.

Dans le troisième arrêt : « *Ministre des Travaux Publics contre Perravex et Bozzino* » (Lebon, 18 mars 1881, p. 309) le conseil d'Etat a jugé que l'interdiction, même définitive, d'exploiter une carrière dans l'intérêt de la conservation d'un chemin de fer constitue, non une dépossession entraînant la compétence judiciaire, mais un dommage permanent dont il appartient au Conseil de Préfecture de connaître.

Quatrième arrêt : « *Compagnie du chemin de fer du Nord contre Perreitmère* » (Lebon, 3 juin 1881, p. 619). « L'interdiction par le préfet de poursuivre, dans la zone de protection d'un chemin de fer et des voies publiques déplacées par suite de sa construction, l'exploitation d'une carrière qui était en pleine activité lors de l'ouverture de la ligne, peut donner droit à une indemnité qui sera fixée par le Conseil de Préfecture, alors même que l'exploitation n'aurait pas été commencée dans la zone de garantie au moment où le terrain a été grevé de la servitude de non-exploitation ».

Ajoutons que l'exploitant de carrières établies aux abords des places de guerre subit aussi des « servitudes dites militaires ». Ainsi, le Conseil d'Etat, dans son arrêt « *Sieur Flacon et Favril* » (Lebon, 10 mars 1911, p. 319) a fixé, après expertise, « l'indemnité due au propriétaire et au locataire d'une carrière située dans la zone des servitudes militaires d'un fort, à raison de l'interdiction faite à eux par l'Administration de la Guerre de continuer l'exploitation de ladite carrière ».

§ 5

Aux règles d'exploitation des carrières se superposent d'autres réglementations que nous allons examiner.

a) Il existe une réglementation spéciale pour le tirage à la poudre des carrières exploitées à ciel ouvert. Le tirage à la mine ne peut avoir lieu que sur une autorisation du préfet déterminant la zone dans laquelle il

aura lieu. Ainsi, un arrêt du Conseil d'Etat « *Sieur Ranque et Henry* » (Lebon, 9 janvier 1935, p. 24) déclare que le maire est incompétent, sauf en cas de péril imminent, pour statuer sur l'emploi des explosifs dans les carrières : c'est au préfet seul qu'appartient le pouvoir de réglementation.

Lorsque la carrière est établie dans le voisinage d'une voie ferrée, l'exploitant autorisé ne peut tirer ses mines qu'à des heures déterminées, et après avoir donné avis à un agent de chemin de fer qui sera présent et fera couvrir la voie par des signaux ; et le Conseil d'Etat a bien jugé dans son arrêt « *Solleux* » (Lebon, 9 mars 1888, p. 240) que « le préfet qui autorise l'exploitation à la dynamite d'une carrière riveraine d'une voie ferrée ne peut pas, sans commettre un excès de pouvoir, imposer au propriétaire de la carrière l'obligation de rembourser à la Compagnie de Chemin de fer les frais occasionnés à celle-ci par la surveillance de l'exploitation et la couverture des voies ». De même, dans l'arrêt « *Bernard c/ Compagnie des Chemins de fer du Midi* » (Lebon, 6 mars 1903, p. 195) le Conseil d'Etat maintient sa jurisprudence antérieure en admettant le droit à une indemnité au profit du propriétaire d'une carrière de marbre, pour un dommage résultant de l'établissement d'un chemin de fer ; et « ce dommage ne consistait que dans la gêne résultant de la réglementation du tirage des explosifs ».

b) Un exploitant de carrières peut poursuivre ses travaux sous les dépendances du domaine public, mais il lui faut obtenir une permission de voirie du maire ou du préfet, selon la nature de la dépendance. Le Conseil d'Etat a jugé dans l'arrêt « *Sieur Baudy* » (Lebon, 4 juillet 1913, p. 810) que « l'arrêté par lequel le préfet interdit, dans un but de sécurité publique, l'exploitation d'une carrière dépendant du domaine de l'Etat et exploitée en vertu d'une location avec paiement d'une redevance annuelle, ne peut être attaqué par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat ; c'est devant l'autorité judiciaire que le requérant doit porter sa réclamation

contre le préfet qui aurait violé par son intervention les clauses du contrat ».

Il en est de même pour les dragages, qui sont des carrières dans le système de la loi de 1810 (5). Qu'ils soient exécutés hors des cours d'eau, dans des emplacements originairement à sec, ou dans un cours d'eau, en vue d'extraire du sable, ils sont assujettis à la surveillance administrative et aux règles de la police de la navigation ou des cours d'eau.

§ 6

Les carrières peuvent quelquefois être soumises à un régime particulier résultant de la servitude d'extraction de matériaux pour l'exécution de travaux publics, dite « servitude d'occupation temporaire ». L'occupation temporaire est la prérogative d'un concessionnaire de travaux publics : elle lui permet, sans expropriation, mais moyennant une autorisation préfectorale, d'user de la propriété d'autrui pour y installer ses chantiers ou pour en extraire des matériaux, pierres, terre, chaux, sable, etc... Cette prérogative est régie par la loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire. L'occupation ne peut dépasser cinq ans et ne doit pas porter sur les terrains clos ou attenants à des habitations, la clôture étant organisée de façon à interdire l'accès de la propriété. Le Contentieux de l'indemnité, soit pour les terrains occupés, soit pour les terrains fouillés, ressortit au Conseil de Préfecture. Ainsi l'Administration peut prendre possession de carrières en vue d'en extraire des matériaux pour effectuer des travaux publics; c'est là une particularité qu'il fallait signaler.

Tels sont les rapports de l'exploitant de carrières avec l'Administration.

Abordons maintenant, dans la Section II, ses rapports avec les propriétaires voisins et les exploitants de carrières voisines.

(5) Aguillon, Supplément n° 740 b, p. 108.

*SECTION II***Les rapports de l'exploitant de carrières
avec les propriétaires superficiaires voisins
et les exploitants de carrières voisines**

Toute carrière est disponible, transmissible, divisible, prescriptible, et susceptible d'hypothèque. Au lieu d'une propriété pleine et entière, il peut y avoir un usufruit ; il suffit alors d'appliquer l'article 598 du Code Civil : les substances extraites d'une carrière aménagée sont des fruits auxquels a droit l'usufruitier, les substances extraites d'une carrière non aménagée sont des produits auxquels il n'a pas droit. Par ailleurs, « le gîte constituant la carrière peut faire l'objet d'une propriété distincte de celle du sol, ou distincte de la propriété constituée par la surface et le restant du tréfonds (6) ». Il en est ainsi lorsque le propriétaire sépare de son fonds une certaine partie du tréfonds, et l'aliène à un tiers.

a) Les rapports de l'exploitant de carrières avec les propriétaires ou exploitants voisins n'ont pas fait l'objet d'autres dispositions légales que celles insérées dans les règlements départementaux pour les distances de protection : aussi découlent-ils des principes généraux du droit commun et des obligations de voisinage.

Tout exploitant de carrières est, en effet, soumis à des restrictions apportées par les règlements départementaux au profit des propriétés voisines, restrictions qui constituent de véritables servitudes légales, la propriété riveraine étant le fonds dominant, et la carrière, le fonds servant. Ces servitudes sont relatives aux distances de protection auxquelles l'exploitation doit être arrêtée pour assurer la sécurité des propriétés voisines ou celle des dépendances du domaine public. Il y a ainsi une zone de protection des bâtiments et constructions quelconques, publics et privés, des routes ou chemins, des cours d'eau,

(6) Aguillon, Tome II, n° 768.

canaux, fosses, rigoles, conduites d'eau, mares et abreuvoirs à l'usage du public, dont la distance à laquelle l'exploitation doit être tenue est de 10 mètres au moins, comptés horizontalement (art. 9 du règlement de 1892).

Le Conseil d'Etat dans son arrêt « Ministre des Travaux publics c/ Piot » (Lebon, 4 décembre 1912, p. 1150) a jugé que « le Conseil de Préfecture ayant constaté que le Sieur Piot, exploitant une carrière à proximité d'une route nationale, a poussé ses travaux d'affouillement au delà de la distance réglementaire fixée par l'article 9 du décret du 12 février 1892, devait le condamner, non seulement à une amende et aux frais du procès-verbal, mais encore au comblement de l'excavation indûment pratiquée, en l'absence même de tout éboulement, le fait portant atteinte à la conservation du domaine public ». Le préfet peut, s'il le juge nécessaire, augmenter cette distance normale pour la protection des voies de communication ; et, d'après l'article 17 du règlement concernant les constructions privées, cette zone de protection de 10 mètres peut être augmentée par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines, mais elle ne peut jamais être réduite, à moins du consentement du propriétaire intéressé.

Les servitudes résultant de l'établissement de ce périmètre de protection en faveur des propriétés voisines seront supportées sans indemnité par l'exploitant, car ce sont des servitudes d'utilité publique. Cela ressort bien du *décret contentieux rendu sur conflit « Viau et Lemarié c/ Duhoux » (Lebon, 1^{er} juin 1861, p. 475)* qui a admis qu'en cas d'inertie ou de négligence de l'autorité administrative pour faire observer les règles établies pour les distances et les précautions à prendre dans l'exploitation des carrières, l'autorité judiciaire pouvait connaître des contestations s'élevant à ce sujet entre les exploitants de carrières et les propriétaires voisins des exploitations. « La tolérance des autorités locales ne saurait préjudicier aux droits des tiers, qui peuvent réclamer l'exécution des dispositions relatives à la protection de leurs habitations et à la sécurité de leurs personnes ».

C'est ainsi que l'autorité judiciaire pourra intervenir en matière de carrières à ciel ouvert ou souterraines, notamment en imposant les mesures qu'elle juge utiles pour assurer la protection des propriétés privées du voisinage contre les effets nuisibles ou dangereux de l'exploitation. Il n'y a rien d'anormal à cela, puisque l'exploitation de carrières n'est qu'un mode de jouissance de la propriété ordinaire ; et le *Conseil d'Etat*, dans son arrêt « *Sieur Flament* » (Lebon, 9 mai 1913, p. 514) a décidé avec raison que « la connaissance des contestations qui s'élèvent entre les exploitants de carrières et les propriétaires voisins sur leurs droits respectifs appartient essentiellement à l'autorité judiciaire, et les intéressés peuvent requérir devant elle l'exécution des dispositions imposées par l'autorité administrative en vertu d'une délégation de la loi, dans le but de sauvegarder leurs personnes ou leurs biens ».

Tout dommage causé aux propriétés par l'exploitation d'une carrière doit être réparé selon le droit commun, soit que l'exploitant ait commis une faute (art. 1382 du Code Civil) soit qu'il soit présumé responsable, alors même qu'il n'y a pas eu de faute de sa part (art. 1384).

Ajoutons qu'une ordonnance rendue sur conflit « *Girard c/ Bernard et la ville de Nantes* » (Lebon, 10 septembre 1845, p. 490) a statué de la manière suivante : « Lorsque l'exploitation d'une carrière dont les matériaux sont exclusivement destinés au pavage des rues d'une ville et des routes y aboutissant, a été réglée par des actes administratifs et une ordonnance royale, c'est à l'autorité administrative, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, qu'il appartient, soit de régler les indemnités réclamées par des particuliers pour le dommage causé à leurs propriétés par l'exploitation de la carrière, soit de connaître de ces actes administratifs ».

b) Les relations entre les carrières voisines sont également soumises aux règles du droit commun relatives aux immeubles limitrophes. Une question doit cependant être posée : « Un carrier qui exploite une carrière souterraine

sous une parcelle enclavée peut-il réclamer le droit de passage à travers les travaux du voisin, pour gagner la route la plus voisine que doivent suivre ses produits ? C'est ce qu'on appelle généralement le droit de desserte » (7).

AGUILLON estime que le carrier ne peut réclamer le droit de desserte en passant par les travaux souterrains du carrier voisin, mais qu'il peut invoquer l'article 682 du Code Civil pour passer à la surface sur les fonds qui enclavent son exploitation, de façon à atteindre la route voisine, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il occasionnera.

(7) Aguillon, Tome II, n° 784.

CHAPITRE II

LE CONTENTIEUX DES MINIERES

Les minières comprennent les gisements de fer superficiels, certaines terres pyriteuses et les tourbes. La coexistence possible, sur un même gisement, d'une mine de fer exploitée ou exploitable souterrainement par un concessionnaire, et d'une minière de fer exploitée ou exploitable à ciel ouvert par le propriétaire superficiaire a donné lieu à de sérieuses difficultés provenant de l'imprécision des limites des deux propriétés enchevêtrées dans le sous-sol, aussi bien que des servitudes établies par la loi sur la surface au profit du tréfonds. Les minerais de fer étant tantôt concessibles, tantôt inconcessibles, nous rechercherons *dans une première Section* comment s'établit cette distinction, puis, *dans une deuxième Section*, nous étudierons les rapports de l'exploitant d'une minière avec l'Administration, en laissant de côté ceux qui existent entre les exploitants de minières et les propriétaires ou exploitants voisins : il suffira, en effet, sur ce point de renvoyer à ce qui vient d'être dit pour les carrières (1). Enfin, les règles particulières relatives aux terres pyriteuses et alumineuses, ainsi qu'aux tourbières, feront l'objet *d'une troisième Section*.

SECTION I

De la distinction entre les minières de fer concessibles et inconcessibles

a) Il est difficile d'établir *a priori* une distinction entre les mines et les minerais de fer. Les minerais de fer d'alluvion et affleurements de mines de fer qui ont des racines profondes sous le sol constituent des minières incon-

(1) Cf., Chap. 1^{er}, Section II : « Les rapports de l'exploitant de carrières avec les propriétaires superficiaires voisins et les exploitants de carrières voisines », pages 28-31.

cessibles tant qu'ils peuvent être exploités à ciel ouvert, ou bien par des travaux souterrains insignifiants, cette exploitation à ciel ouvert n'étant possible qu'à la condition de ne pas empêcher l'exploitation avec puits et galeries, aux termes de l'article 69 de la loi du 21 avril 1810. Ils constituent, au contraire, des mines concessibles quand l'exploitation se fait par des travaux souterrains importants, au moyen de puits et galeries. Ainsi le caractère distinctif des mines et des minières de fer serait, non pas la composition géologique du minerai, mais le mode de travaux dont il est susceptible. Antérieurement à la loi du 27 juillet 1880, qui modifia l'article 70 de la loi de 1810, *un arrêt du tribunal des Conflits « Mines de Fillols c/ Holtzer »* (Lebon, 28 février 1880, p. 237) avait fixé la jurisprudence en donnant compétence à l'autorité administrative pour déterminer la limite qui sépare les deux propriétés distinctes constituées par la mine et la minière ; et cette jurisprudence fut maintenue par *une autre décision du tribunal des Conflits « Consorts Guinebertière et Harvin c/ Cie de Mokta-el-Hadid »* (Lebon, 4 août 1900, p. 538) : « En cas de litige entre le concessionnaire d'une mine de fer et le propriétaire de la surface où se trouve le minerai exploitable à ciel ouvert, concernant la limite horizontale de la mine concédée, le propriétaire de la surface prétendant que l'exploitant des gîtes souterrains a franchi à son détriment cette limite, c'est à bon droit que le préfet a revendiqué pour l'autorité administrative le soin de délimiter préalablement tant les gîtes souterrains que les gîtes superficiels qui confinent à la mine » ; et l'arrêté de conflit du préfet fut validé.

Les observations de M. le Ministre des Travaux publics présentées devant le Tribunal des Conflits avant la décision précitée du 28 février 1880 sont à signaler. « La délimitation entre la mine et la minière appartient à l'administration, seule compétente pour donner les garanties désirables dans ces questions techniques. Par ailleurs, n'y a-t-il pas une analogie entre la fixation des limites d'une concession de mines par rapport à une minière, c'est-à-dire dans le sens horizontal, et la fixation des limites d'une

concession dans le sens vertical, c'est-à-dire par rapport à une concession contiguë ? Or, dans ce dernier cas, c'est l'Administration qui fixe cette limite ». En d'autres termes, pour le Tribunal des Conflits, la délimitation de la mine et de la minière doit être assimilée à un bornage dans le plan horizontal. Mais, si l'autorité judiciaire ne peut ni déterminer lesdites limites, ni ordonner une expertise qui aboutirait à ce résultat, elle peut se prononcer sur les demandes d'indemnités formulées par les exploitants de mines ou de minières à raison d'extractions faites en dehors des limites respectives de leurs exploitations.

Ajoutons que ce sera au préfet, avec recours au ministre des Travaux publics, de délimiter la mine et la minière coexistant sur un même gisement.

b) Certaines complications ont néanmoins disparu depuis la loi du 27 juillet 1880, qui a modifié l'article 70 de la loi de 1810, dont voici le texte :

« Lorsque le ministre des Travaux publics, après la concession d'une mine de fer, interdit aux propriétaires de minières de continuer une exploitation qui ne pourrait se prolonger sans rendre ensuite impossible l'exploitation avec puits et galeries régulières, le concessionnaire de la mine est tenu d'indemniser les propriétaires des minières dans la proportion du revenu net qu'ils en tiraient.

Un décret rendu en Conseil d'Etat peut, alors même que les minières sont exploitables à ciel ouvert ou n'ont pas encore été exploitées, autoriser la réunion des minières à une mine, sur la demande du concessionnaire.

Dans ce cas, le concessionnaire de la mine doit indemniser le propriétaire de la minière par une redevance équivalente au revenu net que ce propriétaire aurait pu tirer de l'exploitation, et qui sera fixée par les tribunaux civils. »

Deux cas distincts sont prévus par cet article 70 :

Premier cas, article 70 § 1, le gisement de fer est considéré comme concessible dans sa partie profonde, et inconcessible dans sa partie superficielle : l'Administration peut

arrêter l'exploitation de la minière dès le moment où cette exploitation rend impossible ou dangereuse l'exploitation de la mine ; mais le concessionnaire indemniserà le propriétaire de la minière dans la proportion du revenu net qu'il en tirait.

Deuxième cas, article 70 § 2 et 3. Il s'agit, selon le doyen Berthélemy, d'une possibilité d'expropriation de la minière au profit de la mine. Mais on n'est pas d'accord sur les conditions dans lesquelles cette expropriation peut être prononcée (2). S'il n'y a aucune jurisprudence sur la question, peut-on dire que cette faculté d'expropriation d'une minière est un droit accordé au concessionnaire de la mine subjacente, ou bien n'est-elle qu'un pouvoir confié au gouvernement qui en usera comme il l'entendra ? Nous pensons avec AGUILLON (3) que le droit du concessionnaire ne peut s'exercer qu'avec l'autorisation du gouvernement. Mais le refus d'autorisation n'est pas discrétionnaire, et il donnerait lieu au recours contentieux s'il était motivé par des considérations étrangères à la bonne exploitation du sous-sol. En conséquence, un décret rendu en Conseil d'Etat peut, sur la demande du concessionnaire, autoriser la réunion de la minière à la mine ; le concessionnaire indemniserà alors le propriétaire de la minière par une redevance fixée par les tribunaux judiciaires et équivalente au revenu net que ce propriétaire aurait pu tirer de son exploitation.

Dans les deux cas prévus par l'article 70, l'indemnité est allouée par les tribunaux ordinaires ; mais ceux-ci ne peuvent statuer sans que la délimitation de la minière ait eu lieu par mesure préjudicielle, et au cours de cette procédure, la délimitation administrative pourra être soumise au contentieux d'interprétation de la concession, s'il en est besoin.

c) Trois arrêts du Conseil d'Etat relatifs à des délimitations de mines et de minières de fer sont à mentionner.

(2) Berthélemy, *Droit administratif*, 13^e éd., p. 850.

(3) Aguilhon, Tome II, n^o 682.

Dans le premier arrêt « Sieur Guinebertière et Demoiselle Harvin » (Lebon, 17 février 1905, p. 166) le Conseil d'Etat a jugé que « le préfet de Constantine et le gouverneur de l'Algérie, sollicités par des propriétaires de la surface de procéder pour leurs terrains à la délimitation horizontale de la mine et de la minière, n'outrepassent pas leurs droits et ne méconnaissent pas ceux des tribunaux judiciaires en recherchant si les minerais de fer, pouvant être extraits à ciel ouvert, dépendaient des gîtes concédés par une ordonnance du 9 novembre 1845 ou faisaient au contraire partie de ceux réservés aux propriétaires de la surface. L'Administration doit veiller à ce que l'exploitant de la mine conserve le bénéfice des droits accordés par la concession et rechercher, avant de délimiter la mine de la minière, s'il y a vraiment minière. Il appartient au Conseil d'Etat d'examiner si le préfet et le gouverneur ont fait une juste application de l'ordonnance aux faits de la cause ».

Dans le deuxième arrêt « Bouchié de Belle » (Lebon, 21 novembre 1913, p. 1142) le Conseil d'Etat a décidé que « l'exploitation du gisement minier de Marouania ayant atteint une profondeur telle qu'il n'est plus économiquement possible, sans l'installation d'une galerie souterraine ou l'établissement de travaux d'art, d'enlever le minerai abattu à ciel ouvert dans les tranches inférieures à la troisième, ces tranches inférieures appartiennent à la mine et non à la minière ; par suite, le préfet du département de Constantine a fait une exacte application des lois en décidant que la surface de séparation de la mine et de la minière sera constituée par la surface de base de la troisième tranche de l'exploitation ».

Dans le troisième arrêt « Villemain » (Lebon, 17 déc. 1920, p. 1089) le Conseil d'Etat a admis qu'« un gisement de minerai de fer en couches dont l'exploitation à ciel ouvert a cessé d'être possible est devenu concessible et n'est pas susceptible en raison de sa nature d'être exploité souterrainement comme minière par le propriétaire de la surface. Dès lors, l'Administration n'excède pas ses pou-

voirs en refusant par ce motif l'autorisation d'exploitation par courtes galeries souterraines demandées par le requérant ».

Bien que de nombreuses difficultés puissent surgir par suite de l'octroi de la mine jusqu'à la limite de l'exploitabilité à ciel ouvert, nous laissons de côté, pour le moment, la mine de fer concessible pour n'envisager que la mine de fer inconcessible, notamment en ce qui concerne les rapports de l'exploitant d'une mine avec l'Administration : c'est ce qui va faire l'objet de notre Section II.

SECTION II

Les rapports de l'exploitant d'une mine avec l'Administration

Nous entendons par mine de fer, soit le gisement lui-même, soit l'exploitation de minerais de fer inconcessibles.

Nous avons vu (1) que le but de la loi du 9 mai 1866, relative aux mines, a été de supprimer le droit d'approvisionnement sur les mines du voisinage des usines minéralogiques autorisées, et, en conséquence, de faire disparaître la servitude dont ces dernières étaient grevées au profit desdites usines. La mine est une dépendance de la propriété du sol tout à fait assimilable à la carrière ; toutefois, ces deux catégories, mines et carrières, diffèrent sans raison au point de vue de la police, de la surveillance des exploitations et de la compétence en matière correctionnelle : c'est ce que nous allons constater en examinant les rapports de l'exploitant d'une mine avec l'Administration.

a) La police de l'exploitation des mines découle des articles 57 et 58 de la loi de 1810, modifiée par la loi du 9 mai 1866, dont voici les textes :

(4) Cf. *supra*, p. 8.

ARTICLE 57. — « Si l'exploitation des minières doit avoir lieu à ciel ouvert, le propriétaire est tenu, avant de commencer à exploiter, d'en faire la déclaration au préfet. Le préfet donne acte de cette déclaration, et l'exploitation a lieu sans autre formalité.

Cette disposition s'applique aux minerais de fer en couches et filons, dans le cas où, conformément à l'article 69, ils ne sont pas concessibles.

Si l'exploitation doit être souterraine, elle ne peut avoir lieu qu'avec une permission du préfet. La permission détermine les conditions spéciales auxquelles l'exploitant est tenu, en ce cas, de se conformer. »

ARTICLE 58. — « Dans les deux cas prévus par l'article précédent, l'exploitant doit observer les règlements généraux ou locaux concernant la sûreté et la salubrité publiques auxquels est assujettie l'exploitation des minières.

Les articles 93 à 96 de la présente loi sont applicables aux contraventions commises par les exploitants de minières aux dispositions de l'article 57 et aux règlements généraux et locaux dont il est parlé dans le présent article. »

L'article 57 distingue les minières à ciel ouvert et les minières souterraines. L'exploitation des minières à ciel ouvert a lieu après déclaration au préfet par le propriétaire ou l'exploitant, et l'exploitation de l'article 57 doit s'entendre de tout travail de recherche ou d'exploitation à ciel ouvert ou souterrain entrepris par le propriétaire superficiaire pour bénéficier de la mine. Quant à l'exploitation des minières souterraines, le propriétaire doit en demander la permission préalablement à l'ouverture des travaux : c'est là une grande différence avec l'exploitation des carrières souterraines, qui n'exige qu'une simple déclaration. Le préfet déterminera les conditions spéciales auxquelles l'exploitant est tenu de se conformer. D'autre part, l'article 58 ajoute que l'exploitant doit observer les règlements généraux ou locaux concernant la sûreté et la salubrité publiques. Ces règlements sont des règlements départementaux faisant l'objet de décrets

rendus en Conseil d'Etat. Le préfet pourrait refuser la permission si l'exploitation souterraine devait porter sur des minerais concessibles, ou pour des motifs relatifs à la sûreté et à la salubrité publiques.

Un arrêt du Conseil d'Etat « Sieur Evesque » (Lebon, 10 mai 1929, p. 494) a jugé qu'une décision préfectorale qui interdit à un propriétaire d'exploiter une minière sur les terrains lui appartenant, par ce motif que ces terrains sont englobés dans le périmètre d'une concession faite par ordonnance du 10 août 1825, doit être annulée du moment qu'on ne se trouve pas dans les deux cas visés par l'article 69 de la loi du 21 avril 1810 : a) impossibilité d'exploiter à ciel ouvert ; b) possibilité temporaire d'une telle exploitation rendant ensuite impossible l'exploitation par puits et galeries. D'autre part les mentions du cahier des charges annexé à l'ordonnance du 10 août 1825 ne peuvent mettre obstacle aux droits que le requérant, en tant que propriétaire, tient de l'article 57 de la loi du 21 avril 1810, d'exploiter le minerai à ciel ouvert, s'il a fait une déclaration au préfet ».

Une jurisprudence analogue ressort de deux autres décisions du Conseil d'Etat :

1^{re} décision : « Cie des houillères et fonderies de l'Aveyron c/ la Cie des forges et fonderies d'Aubin » (Lebon, 13 août 1850, p. 768). Le Conseil d'Etat a jugé, dans le cas d'une concession de mines de fer faite sans aucune réserve, que « les propriétaires de la surface ne peuvent être autorisés à exploiter à ciel ouvert le minerai de fer en filons ou en couches contenu dans leur fonds, à moins que ladite exploitation à ciel ouvert n'ait été commencée par eux antérieurement à l'acte de concession, auquel cas s'applique l'article 69 de la loi de 1810 ».

2^e décision : « Marié » (Lebon, 6 décembre 1866, p. 1110). Le Conseil d'Etat a jugé « qu'une ordonnance royale, en disposant qu'il est fait concession des mines de fer existant sur un territoire, n'a exprimé aucune exception dans l'intérêt des propriétaires du sol ; la réserve à leur profit des minerais en filons ou en couches existant près de la surface résulte suffisamment de l'ar-

ticle 69 de la loi de 1810 ». Une telle ordonnance a été interprétée par le Conseil d'Etat en ce sens « qu'elle n'a pas compris dans la concession les mines en filons ou en couches affleurant la surface et susceptibles d'être exploitées à ciel ouvert, sans rendre impossible dans le présent ou dans l'avenir l'exploitation par travaux souterrains des gîtes situés dans la profondeur ».

Ajoutons que, si une minière peut parfaitement être exploitée avant qu'aucune mine n'ait été instituée sur un gîte concessible, ou même demandée en concession, « l'Administration (5) peut toutefois être amenée à reconnaître que l'exploitation de la minière, bien qu'elle ne soit pas arrivée à sa limite légale, ne peut cependant pas se continuer sans rendre impossible l'exploitation de toute mine qui pourrait être un jour instituée en profondeur ». L'Administration a sans aucun doute cette faculté d'arrêter l'exploitation de la minière par application des pouvoirs généraux qu'elle possède en matière de police des mines.

b) Toutes les minières, quel que soit leur mode d'exploitation, sont soumises au même régime en ce qui concerne l'autorité chargée de la surveillance et l'autorité chargée de la répression des contraventions.

Les dispositions des articles 57 et 58 de la loi de 1810 ont pour but d'appliquer aux minières le titre V de la loi de 1810, intitulé « De l'exercice de la surveillance sur les mines par l'administration », à l'exception de l'article 49 sur l'inexploitation des mines qui est sans objet pour des substances laissées à la libre disposition du propriétaire du sol. Par conséquent, le décret du 3 janvier 1813 sur la police des mines et celui du 14 janvier 1909 sont applicables à toutes les minières (6).

D'autre part, comme pour les carrières, l'autorité judiciaire peut intervenir comme elle le fait pour la jouissance de toutes autres propriétés, mais elle ne doit pas

(5) Aguillon, Tome II, p. 707.

(6) Voir *infra*, p. 123.

contrevenir aux règlements de police émanant de l'Administration.

En ce qui concerne les contraventions aux lois et règlements, l'assimilation du régime des mines à celui des minières résulte de l'article 58 § 2 de la loi de 1810, modifiée en 1866 : ainsi, le titre 10 de la loi de 1810 intitulé « De la police et de la juridiction relatives aux mines » est applicable aux minières tant à ciel ouvert que souterraines (7).

Ajoutons enfin qu'au point de vue de l'impôt, les minières sont soumises à la patente, comme les carrières.

SECTION III

Règles particulières relatives aux terres pyriteuses et alumineuses et aux tourbières

Nous étudierons dans un § 1 les terres pyriteuses et alumineuses, et dans un § 2 les tourbières.

§ 1 LES TERRES PYRITEUSES ET ALUMINEUSES

Les minerais de terres pyriteuses et alumineuses constituent des dépendances de la surface dont le propriétaire peut disposer aussi librement que si c'étaient des minières de fer. Elles ont un régime identique à celui de ces dernières : aussi peut-on distinguer les parties superficielles constituant des minières et appartenant au propriétaire du sol, et les parties profondes qui sont concessibles. Elles sont donc considérées comme rentrant tantôt dans la catégorie des mines, tantôt dans celle des minières, suivant le mode d'extraction. L'article 70 de la loi de 1810 (8) relatif aux rapports entre mine et minière superposées s'applique pour les terres pyriteuses et alumineuses aussi bien que pour les minerais de fer. Une particularité est pourtant à signaler : c'est que les terres pyriteuses et alumineuses peuvent constituer des carrières d'après l'article

(7) Voir *infra*, p. 139.

(8) Cf. *supra*, p. 34.

4 de la loi de 1810, si elles sont regardées comme engrais. Ainsi le gisement entier, qu'il soit exploitable en totalité ou en partie par des travaux souterrains, est inconcessible ; il appartient au propriétaire superficiaire, et toutes les règles concernant les carrières lui sont applicables.

§ 2 LES TOURBIÈRES

Les tourbières sont des minières dont l'exploitation est faite par le propriétaire du sol ou de son consentement (art. 83 de la loi de 1810) après une autorisation du préfet fixant l'épaisseur qui peut être extraite, et la direction générale des travaux d'extraction et des rigoles de dessèchement. S'il s'agit de tourbières communales, le Conseil municipal prend l'initiative de la décision, comme représentant la commune propriétaire, par une délibération approuvée par la préfecture. Aux termes de l'article 84 de la loi de 1810, la contravention pour défaut d'autorisation du préfet est punie d'une amende de 100 francs. D'autre part, l'article 86 de la même loi permet à l'administration d'arrêter les travaux par voie administrative, dans le cas où ils ne seraient pas exécutés conformément aux prescriptions de la loi et à celles des règlements départementaux ou locaux sur la direction générale des travaux d'extraction de la tourbe. En effet, les ingénieurs des Mines surveillent l'exploitation et la dirigent en établissant un plan général des travaux nécessaires aux fouilles entreprises, afin d'assurer l'écoulement des eaux dans les vallées, et surtout l'assainissement. Ils sont secondés dans cette tâche par des agents qualifiés par les règlements de « conducteurs de tourbage ». Il y a ainsi une direction d'ensemble, et tous les frais engagés dans un but d'intérêt commun sont récupérés sur les intéressés au moyen de rôles ou états dressés par les ingénieurs, rendus exécutoires par le préfet et recouvrés par les percepteurs comme en matière de contributions directes. Par suite de l'assimilation de ces taxes aux contributions directes, les intéressés ont un recours par voie contentieuse au conseil de préfecture.

Ajoutons que le refus d'exploiter une tourbière ne

peut être motivé, sauf excès de pouvoir, que pour des raisons de police ou de salubrité.

Les contestations auxquelles donnent lieu les ouvrages d'exploitation des tourbières ou ceux qui ont pour objet l'écoulement des eaux ne peuvent être considérées comme se rapportant à l'exécution de travaux publics ; l'intervention de l'Administration n'est, en effet, prescrite que dans un intérêt de police, et le *Conseil d'Etat*, dans son arrêt « *Haiguerelle c/ Lalicant et commune d'Aubin-Saint Wast* » (Lébon, 6 décembre 1878, p. 1002) a jugé que « le Conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur une demande d'indemnité formée par le propriétaire d'une tourbière contre une commune et un particulier, à raison du préjudice résultant pour lui de l'établissement et du mode d'entretien d'un fossé dûment autorisé par le préfet pour l'écoulement des eaux des marais et l'atterrissement des entailles tourbées de la commune. C'est devant l'autorité judiciaire qu'il devra porter sa réclamation ».

En conséquence, ces contestations doivent être soumises aux tribunaux civils.

Les relations des tourbières avec les voies publiques, et notamment les chemins de fer, sont identiques à celles des carrières, et posent les mêmes problèmes (9).

Enfin, l'exploitation des tourbes constitue une industrie soumise à la patente.

Nous en avons terminé avec cette première partie consacrée au Contentieux des substances inconcessibles. Abordons maintenant, dans la deuxième partie, l'étude du Contentieux des substances concessibles.

(9) Cf. *supra*, pages 23 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTENTIEUX DES SUBSTANCES CONCESSIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 21 avril 1810, tout gisement de substances minérales concessibles ne peut être exploité qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat. Il s'agit là d'un acte discrétionnaire de la part de l'Administration, et qui ne peut être fait qu'après l'accomplissement de certaines formalités.

Notre régime actuel de la concession de mines est double : en effet, la plupart des concessions ont été accordées sous le régime de la loi de 1810, tandis que les concessions nouvelles sont soumises à la loi du 9 septembre 1919. Toutefois, comme la loi de 1919 laisse subsister la loi de 1810 en y apportant des modifications importantes, on peut dire que, sur beaucoup de points, le régime légal est celui du premier Empire.

Et tout d'abord se pose une question préjudicielle, qui n'est pas résolue par les lois de 1810 et de 1919 : c'est celle de savoir à qui appartiennent les mines concessibles.

Trois solutions ont été proposées à ce sujet :

Première solution : La mine appartient au propriétaire de la surface. On invoque ici une règle fondamentale qui remonte au droit Romain : le propriétaire de la surface est propriétaire du dessus et du dessous, notamment des mines qui sont au-dessous de sa propriété. L'inconvénient de cette doctrine est que, dans un pays comme la France où la surface est très morcelée, il faudrait faire à l'intérieur des mines de tels cloisonnements correspondant aux différentes propriétés de la surface, que l'on

arriverait à des solutions pratiquement impossibles. Aussi a-t-on écarté cette théorie.

Deuxième solution : La mine appartient à l'inventeur.

Dans ce système, la mine est « *res nullius* » jusqu'au jour où quelqu'un l'a découverte. Or, de même que les « *res nullius* » deviennent propriété privée par l'occupation, de même la mine est occupée par l'inventeur. Ce sera celui qui l'a découverte qui en deviendra le propriétaire. L'avantage de cette solution est de récompenser l'inventeur de ses recherches.

Malheureusement, deux objections se présentent. En premier lieu, si la mine est appropriée par l'invention, sa découverte ne peut être faite d'un seul coup : aujourd'hui on découvrira tel filon, dans deux ans, tel autre, dans trois ans, tel autre. D'où cette conséquence que les mines, « *res nullius* », ne peuvent être appropriées qu'au fur et à mesure qu'elles sont occupées. En second lieu, il sera impossible de savoir qui a découvert le premier une mine. L'inventeur sera-t-il celui qui a signalé l'existence du gisement par des sondages, ou celui qui a atteint le gisement lui-même ? C'est pourquoi on a proposé une troisième solution.

Troisième solution : La mine est la propriété de l'Etat.

Cette théorie s'appuie sur le fait que les biens sans maître appartiennent à l'Etat, de sorte que les mines, tant qu'elles ne sont pas exploitées, sont assimilées à des biens sans maître. Au surplus, l'Etat apparaît comme la collectivité la plus intéressée à la mise en valeur des mines. Sans doute lui-même sera un exploitant médiocre, mais il pourra attribuer les mines à ceux qui lui offriront le plus de garanties techniques, financières, morales et sociales. Et c'est cette solution, la mine à l'Etat, qui a été implicitement adoptée par la loi de 1919. En effet, la mine est accordée par l'Etat qui en dispose par la concession ; or, si les mines ne lui appartenaient pas, il ne pourrait en disposer. Par ailleurs, une partie des bénéfices ou des superbénéfices réalisés par le concessionnaire sont réservés à l'Etat. Enfin, si l'article 1 paragraphe 3 de la loi de

1919 spécifie qu'à l'expiration de la concession la mine « reviendra » à l'Etat, cela suppose qu'avant d'avoir été concédée, elle lui appartenait. Cette solution, qui est certaine depuis la loi de 1919, était seulement probable dans la loi de 1810, où Napoléon avait sacrifié les droits de l'Etat dans l'intérêt du propriétaire. On peut donc dire que, depuis 1919, les mines dépendent du domaine privé de l'Etat.

Si, maintenant, laissant de côté cette question de la propriété des mines, nous examinons le point de savoir qui utilise ou qui creuse la mine, nous nous trouvons actuellement en présence de quatre situations distinctes : *celle du titulaire d'un permis de recherches ordinaire, celle du titulaire d'un permis exclusif* créé pour le pétrole par la loi du 16 décembre 1922, *celle d'un concessionnaire de mines, celle enfin du titulaire d'un permis d'exploitation* institué par la loi du 28 juin 1927, qui constitue une situation intermédiaire entre la recherche et la concession. Or, si la concession et le permis d'exploitation permettent d'exploiter la mine, le permis de recherche ordinaire ou le permis exclusif ne permet que l'exploration d'un gisement en vue de découvrir les minerais ou le pétrole, et ce peut être une difficulté assez grande que de savoir, dans chaque cas particulier, où finit la recherche et où commence l'exploitation. Il s'agit là de questions de fait qui seront résolues éventuellement, après expertise, par les autorités compétentes.

Nous sommes donc en présence de deux groupes d'institutions bien distinctes, et qu'il importe d'examiner en deux titres différents.

Nous étudierons, au cours de cette deuxième partie, dans un titre I, « Le Contentieux de la recherche des substances concessibles », et dans un titre II, qui sera le cœur même de notre sujet, « Le Contentieux des concessions minières ».

TITRE I

LE CONTENTIEUX DE LA RECHERCHE DES SUBSTANCES CONCESSIBLES

La recherche de l'existence des gisements miniers est facilitée et encouragée dans un intérêt public. Il faut distinguer entre le permis de recherche ordinaire et le permis exclusif, relatif aux gisements pétrolifères : en effet, les recherches du pétrole étant coûteuses et d'un rendement souvent aléatoire, la loi du 16 décembre 1922 s'est efforcée de les encourager par l'établissement d'un régime plus avantageux que pour les matières ordinaires. Mais l'expérience a démontré que ses dispositions étaient mal adaptées aux conditions particulières de ces recherches. Car si 181 permis exclusifs ont été délivrés de 1924 à 1936, ils n'ont donné lieu à l'octroi d'aucune concession. Aussi *le décret-loi du 17 juin 1938*, pris en exécution de la loi du 13 avril 1938 tendant au redressement financier, a-t-il modifié la loi du 21 avril 1810 en ce qui concerne le régime des recherches de pétrole et de gaz combustibles.

D'autre part, si l'on envisage les relations d'un concessionnaire de mines avec ceux qui ont entrepris des recherches, deux indemnités distinctes, qu'il faut se garder de confondre, vu qu'elles se cumulent et se complètent, peuvent être dues par le concessionnaire. La première, prévue par l'article 16 de la loi de 1810, modifié par le décret-loi du 17 juin 1938, est « *l'indemnité de découverte ou d'invention* » conférée à l'inventeur par le seul fait qu'il est inventeur, et pour lui tenir compte du service qu'il a rendu à la collectivité, s'il n'est pas récompensé par la concession. La seconde, instituée par l'article 46 de la loi de 1810, est l'indemnité pour cause de recherches ou « *l'indemnité des explorateurs évincés* », qui est due à ceux-ci pour les travaux utiles ou les recherches antérieures qu'ils ont effectués.

Le plan que nous entendons suivre sera le suivant :

CHAPITRE PREMIER : *Le Contentieux du permis de recherches ordinaire.*

CHAPITRE II : *Le Contentieux du permis exclusif des gisements pétrolifères.*

CHAPITRE III : *Les indemnités d'invention et les indemnités des explorateurs évincés.*

CHAPITRE PREMIER

LE CONTENTIEUX DU PERMIS DE RECHERCHES ORDINAIRE

Le décret-loi du 17 juin 1938, modifiant la loi du 21 avril 1810 en ce qui concerne le régime des recherches de pétrole et de gaz comubustibles, ajoute à cette loi *un article 4 bis*, dont voici les termes :

« Nul ne peut exécuter des travaux de recherches de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre par sondages, procédés géophysiques ou tous autres, s'il n'a, quinze jours à l'avance, informé l'ingénieur des mines des lieux et circonstances de ses travaux.

Les Ingénieurs des Mines auront accès aux chantiers de recherches et pourront se faire remettre tous renseignements et échantillons utiles à la confection de la carte géologique. Toutefois, pendant une durée de dix années à dater de la réception d'un renseignement, l'Administration ne pourra le communiquer à une tierce personne, sauf autorisation des auteurs de la recherche. »

Une distinction est faite par la loi de 1810 entre les recherches entreprises par le propriétaire superficiaire (art. 12) et celles entreprises, soit par un tiers avec le consentement du propriétaire, soit par un tiers agissant en vertu d'une autorisation du gouvernement (art. 10, § 1). En effet, si le chercheur est propriétaire du terrain, il pourra faire des fouilles « *sans autres formalités que celles prescrites par l'article 4 bis* », d'après l'article 12 de la loi de 1810, modifié par le décret-loi du 17 juin 1938.

Si le chercheur n'est pas propriétaire, il peut obtenir l'autorisation du propriétaire de la surface, ou, si l'entente a été impossible avec lui — et c'est le cas le plus fréquent — *il doit recourir au permis de recherches accordé par le gouvernement par simple décret, mais à une triple condition* (art. 10 § 1 ajouté par la loi du 16 déc. 1922) :

1° que le propriétaire soit entendu ; 2° que l'administration des mines ait été consultée ; 3° que l'explorateur ait payé une indemnité au propriétaire du sol ou lui ait fourni caution de payer une indemnité, laquelle, à défaut d'entente amiable, est fixée par les tribunaux civils.

Le permis de recherches ordinaires est accordé, soit à un particulier, soit à une société pour un temps court, un ou deux ans ; il est cessible, et on l'assimile à des permissions unilatérales ou de voirie, qui sont révocables si le permissionnaire nuit à l'intérêt général.

Ce droit conféré au chercheur n'est pas exclusif, puisque le permis de recherches n'empêche pas le propriétaire de faire lui-même des recherches ; d'autre part, le gouvernement peut accorder un droit analogue à d'autres chercheurs que le chercheur primitif. Enfin, ce permis s'impose au propriétaire, qui ne peut empêcher le titulaire de pénétrer chez lui pour faire des fouilles.

Pour ne pas nous départir de la méthode que nous avons suivie jusqu'ici, nous envisagerons successivement :

Dans un premier paragraphe, les rapports du titulaire du permis de recherches ordinaire avec l'Administration ;

Dans un deuxième paragraphe, ses rapports avec le propriétaire de la surface ;

Dans un troisième paragraphe, ses rapports avec un autre exploitant.

§ 1. — LES RAPPORTS DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES ORDINAIRE AVEC L'ADMINISTRATION

a) Le permis de recherches est accordé par décret simple sur avis de l'ingénieur des mines et du préfet, après une instruction au cours de laquelle le propriétaire aura été obligatoirement entendu et aura pu ainsi présenter ses observations. *Le Conseil d'Etat a décidé, dans son arrêt « Sieur et Dame Jumel de Noireterre c/ La Cie Mokta-el-Hadid » (Lebon, 8 août 1882, p. 770) que « l'arrêté par lequel le gouverneur de l'Algérie autorise une compagnie concessionnaire à exécuter des travaux de recherches de*

mines de fer sans le consentement du propriétaire de la surface est entaché d'excès de pouvoir, la loi du 21 avril 1810 étant rendue applicable à l'Algérie par la loi du 16 juin 1851 ; il doit être statué par décret du Président de la République, les recherches pour découvrir les mines, à défaut du consentement des propriétaires du sol, ne pouvant être autorisées que par le gouvernement ».

La même jurisprudence se dégageait de deux arrêts antérieurs du Conseil d'Etat : « Jumel de Noireterre c/ Cie de Mokta-el-Hadid » (Lebon, 11 mai 1877, p. 450) et « Barbaroux et autres c/ Gouverneur de l'Algérie » (Lebon, 11 janv. 1878, p. 33).

D'autre part, les fouilles dans les terrains communaux et domaniaux ne présentent aucune particularité du fait que le propriétaire est une personne administrative, *et le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Sieur Ferrouillat » (Lebon, 2 mai 1913, p. 504) a jugé que « le droit de fouille conféré au propriétaire du sol est un attribut de sa propriété et constitue un droit immobilier dont il peut disposer librement. Dès lors, le préfet de Constantine, en octroyant un permis de recherches à un particulier sur des terrains du domaine de l'Etat, n'a fait qu'user de la faculté reconnue par la loi à tout propriétaire de la surface de choisir à son gré un explorateur pour la recherche des minerais. Par ailleurs, un autre particulier ne saurait invoquer des démarches antérieures à celles du bénéficiaire pour soutenir que la décision préfectorale est entachée d'excès de pouvoir ».*

Une exception est pourtant à signaler : il existe un ensemble de dispositions spéciales relatives à la recherche des mines en forêts. Dans cette matière, le préfet est tenu de prendre l'avis du service des forêts en ce qui concerne les conditions à imposer pour la conservation des bois.

Ajoutons que, *selon l'ordonnance sur conflit « Vicomte de l'Espine c/ Cie d'Asda » (Lebon, 16 avril 1841, p. 146) « les travaux de recherches, faits sur le fonds d'un tiers sans son consentement et sans l'autorisation du roi,*

ou avant cette autorisation, constituent une voie de fait, et seule l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des dommages et intérêts auxquels ces travaux peuvent donner lieu ». Toute entreprise illicite entraîne donc des dommages en faveur du propriétaire lésé du sol, sans préjudice des peines de droit commun que de telles voies de fait peuvent valoir à leurs auteurs.

b) Le titulaire d'un permis de recherches ordinaire ne peut faire que des travaux d'exploration et non d'exploitation. Seul, le concessionnaire peut exploiter : aussi l'administration doit-elle surveiller les recherches en vertu des pouvoirs de police qu'elle tient *de l'article 50 de la loi de 1810*, modifié par la loi du 27 juillet 1880, puis par celle du 23 juillet 1907, et enfin par le décret-loi du 24 mai 1938, dont voici le texte :

« Si les travaux de recherche ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté et l'hygiène des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent les villes, villages, hameaux et établissements publics, il y sera pourvu par le préfet. Des décrets détermineront, en outre, les mesures de tout ordre, réel ou personnel, destinées à sauvegarder ou améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel occupé dans les mines ou à permettre l'exécution des recherches techniques nécessaires à ces améliorations. »

L'administration doit veiller à empêcher que les fouilles ne dégénèrent en exploitation, sinon elle interdira les travaux. Enfin, elle pourra arrêter les travaux de recherches, si elle estime que le gîte est suffisamment connu pour devenir concessible.

c) Les produits des recherches ne peuvent être vendus que moyennant une autorisation administrative : l'explorateur, quel qu'il soit, ne peut avant la concession disposer des matières extraites provenant de ses travaux de

reconnaissance ; il lui faudra pour cela l'autorisation de disposer de ces produits.

Dans deux ordonnances sur conflit : « Vicomte de l'Espine c/ Cie d'Asda » (Lebon, 16 avril 1841, p. 146) et « Héritiers Coulomb c/ de Castellane » (Lebon, 9 juin 1842, p. 289) il était dit que « les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une concession délibérée en Conseil d'Etat, et cet acte règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées, même alors que ces produits seraient le résultat de recherches antérieures à la concession et que le gouvernement n'aurait pas autorisées ».

Ces deux décisions sont textuellement répétées dans l'ordonnance au contentieux « Héritiers Coulomb c/ de Castellane (Lebon, 23 nov. 1849, p. 636).

Il résultait de cette jurisprudence qu'un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique devait autoriser la disposition des produits extraits avant la concession, et régler en même temps la redevance tréfoncière due au propriétaire du sol sur lesdits produits. Mais une pratique administrative fort ancienne fut admise par la jurisprudence ; elle distinguait deux cas :

Premier cas. Si les recherches sont faites par le propriétaire ou son concessionnaire, le permis de vente — nom technique de l'opération — est donné sur simple demande par arrêté ministériel, après intervention du Service des Mines et du préfet, pour un temps court, un an ou deux ans, et il est renouvelable.

Deuxième cas. Si les recherches ont été autorisées par le gouvernement, l'Administration n'accorde « le permis de vente » par décret simple que s'il y a nécessité, pour empêcher la perte de matière, notamment quand il s'agit de combustibles.

Signalons que l'explorateur qui vend les produits de recherches n'est pas soumis à la patente.

§ 2. — LES RAPPORTS

DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES ORDINAIRE
AVEC LE PROPRIÉTAIRE DE LA SURFACE

a) Bien que nous envisagions seulement les rapports du titulaire d'un permis de recherches ordinaire avec le propriétaire de la surface, il nous faut tout de même montrer comment le régime des indemnités que l'explorateur doit au propriétaire a été modifié par la loi du 16 décembre 1922. En effet, l'esprit de la loi de 1922 a été d'augmenter les droits de l'explorateur, qui avaient été sacrifiés par la loi de 1810 en ce qui concerne ses rapports avec le propriétaire de la surface.

Les trois textes qui régissent cette matière sont *les articles 10, 43 et 46 de la loi de 1810*, et il nous paraît indispensable d'indiquer les trois périodes d'évolution de ces textes (1).

PREMIÈRE PÉRIODE. *Loi du 21 avril 1810*

L'article 10 de cette loi, visant les rapports de l'explorateur et du propriétaire, exigeait, par analogie avec l'expropriation, que l'explorateur lui payât avant de fouiller une indemnité préalable qui était au simple : solution favorable au propriétaire, mais défavorable à l'explorateur qui devait avancer des fonds sans contrepartie.

L'article 43, dans sa rédaction de 1810, envisageait le paiement d'indemnités dues par des concessionnaires de mines (la loi dit par des propriétaires de mines). Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les concessionnaires ne sont que passagers, l'indemnité sera le double du produit net du terrain endommagé. Mais si l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux de mine dure plus d'un an, ou si les terrains deviennent impropres à la culture, le propriétaire du terrain pourra exiger du concessionnaire l'acquisition des terrains, l'évaluation du prix étant le double de la valeur du terrain.

(1) Voir sur cette question Mestre, *Matières administratives*, Cours de Doctorat 1937-1938 : *Le régime administratif du pétrole*, pages 84 à 96.

Enfin, l'article 46 donne compétence au Conseil de préfecture pour connaître des questions d'indemnités dues par le concessionnaire de la surface à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession. Mais depuis longtemps la jurisprudence étendait cette disposition de l'article 46 aux dommages causés par les explorateurs qui ne sont pas devenus concessionnaires.

Le législateur de 1810 a donc envisagé dans ces trois textes une série de dommages d'exploration, pour lesquels il donne compétence au Conseil de préfecture. « Il ne faut pas s'étonner de cette généralité d'application de la compétence du Conseil de préfecture en pareille matière, parce que nous sommes en 1810, à une époque où, en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII, le propriétaire doit actionner devant le Conseil de préfecture, soit les administrations, soit les concessionnaires de travaux, pour tous les dommages causés à sa propriété... C'était le temps même où l'indemnité d'expropriation était fixée par le Conseil de préfecture » (2).

DEUXIÈME PÉRIODE. *Loi du 27 juillet 1880*

La loi de 1880 ne modifie ni l'article 10, ni l'article 46, mais seulement l'article 43.

De même que la loi de 1810 sur l'expropriation a déplacé la compétence en l'attribuant aux tribunaux civils, de la même loi de 1880 décide que : « les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol aux concessionnaires de mines, pour l'occupation des terrains, seront soumises aux tribunaux civils ».

La loi de 1880 ne parlant que des rapports entre propriétaires et concessionnaires, la question s'est posée de savoir s'il fallait appliquer cette compétence civile à l'explorateur pour ses occupations de terrains.

S'il y a eu un contrat privé entre le propriétaire et l'occupant — soit concessionnaire, soit explorateur — la compétence des tribunaux civils s'impose pour toutes les

(2) Mestre, *opus citatum*, p. 87-88.

contestations sur le sens et l'exécution du contrat. *C'est ce qui résulte de la décision du Tribunal des Conflits « Gillier c/ Cie de Mines de Combe-Rigol » (Lebon, 15 mars 1873, p. 93 du 1^{er} supplément) : « Un propriétaire a autorisé un explorateur, devenu ensuite concessionnaire de la mine, à exploiter la houille existante sous son fonds moyennant le paiement de certaines redevances. L'action en paiement des redevances pouvant être dues par l'explorateur, en vertu de la convention, sur les houilles extraites avant l'acte de concession ne rentre pas dans les questions d'indemnités prévues par l'article 46, qui doivent être décidées par le Conseil de préfecture, mais a pour objet d'obtenir l'exécution de conventions privées dont la connaissance appartient aux tribunaux judiciaires ».*

A défaut de contrat privé, une vieille ordonnance sur conflit « Ponelle c/ Lahore et autres » (Lebon, 18 février 1846, p. 86) avait déjà jugé que « les Conseils de préfecture sont compétents, aux termes de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, pour statuer sur les questions d'indemnités à payer aux propriétaires de la surface lorsqu'il s'agit de travaux faits avant toute concession en vertu d'autorisation administrative. Par contre, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les mêmes questions, lorsqu'il s'agit de travaux postérieurs à la concession et effectués par le concessionnaire ».

Le Conseil d'Etat, invoquant ce précédent jurisprudentiel a statué dans une affaire célèbre « Demoiselle de Séguin de Prades et époux de Montbas » (Lebon, 1^{er} juin 1900, p. 402) dans le sens de la compétence du Conseil de préfecture : « Le Conseil de préfecture est compétent pour connaître d'une demande en indemnité formée par un propriétaire contre un explorateur muni d'un permis de recherches », et cela, contrairement aux conclusions du Ministre des Travaux publics, qui soutenait la thèse de la compétence civile pour trois raisons : 1^o Il y a dans l'article 46 une attribution de compétence exceptionnelle qui est de droit étroit et ne saurait être étendue par analogie. On doit donc admettre que les contestations survenues entre les tiers et d'autres personnes que les concessionnaires

de mines à l'occasion de travaux antérieurs à l'acte de concession rentrent dans la loi commune avec compétence des tribunaux civils. 2° Dans l'article 43, les explorateurs sont explicitement mentionnés et mis constamment sur le même pied que les concessionnaires de mines : c'est donc que la même règle leur est applicable. 3° L'Administration accepte ce point de vue, puisqu'il est rappelé dans le commentaire de l'article 43 qu'en matière d'occupation, le concessionnaire et l'explorateur muni du permis de recherches mentionné à l'article 10 sont mis sur le même pied.

Pour le Conseil d'Etat qui a rejeté les conclusions du Ministre, *l'article 46* vise l'indemnité due à un propriétaire par un explorateur, qu'il soit ou non devenu concessionnaire. *Quant à l'article 43*, s'il vise l'explorateur en ce qui concerne le montant de la réparation du dommage fixé au double, il ne s'applique qu'au concessionnaire pour la compétence attribuée aux tribunaux civils par la loi de 1880.

En conséquence, pour l'explorateur, le dommage sera calculé suivant le barème de l'article 43 ; mais ce texte, ne visant que le concessionnaire, rentrera dans la compétence de l'article 46 (3), et ainsi se trouve justifiée la solution de cet arrêt très important du Conseil d'Etat.

TROISIÈME PÉRIODE. *Loi du 16 décembre 1922*

La loi de 1922 modifie les articles 10 et 43, mais laisse subsister l'article 46.

L'article 10, dans sa rédaction de 1922, augmente les droits de l'explorateur, qui n'est plus obligé au paiement préalable de l'indemnité, puisqu'il peut fournir une caution.

« L'explorateur autorisé par le décret ne peut occuper une parcelle de terrain qu'après avoir payé ou après avoir fourni une caution... », cette caution s'engageant pour lui à payer une indemnité. Et l'article 10 paragraphe 1 ajoute : « à défaut d'entente, l'indemnité est réglée conformément à l'article 43 ».

(3) Mestre, *opus citatum*, p. 91.

Or, cet article 43 vise l'occupation, établit le montant de l'indemnité qui est fixée au double du produit net ou de la valeur du terrain, et donne compétence au tribunal civil pour régler les litiges relatifs à cette indemnité.

L'article 43, dans sa rédaction de 1922, permet à l'explorateur autorisé par le gouvernement d'occuper les terrains comme un concessionnaire, et, en cas de litige, les tribunaux civils sont compétents. Cette occupation est autorisée par un arrêté préfectoral déterminant les parcelles sur lesquelles l'occupation pourra être effectuée par le permissionnaire, après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations. Mais, contrairement à ce qui a lieu pour le concessionnaire, le permissionnaire ordinaire ne peut jamais exproprier.

L'article 43 prévoit deux cas d'indemnité d'occupation :

1° si les travaux ne sont que passagers et si le sol où ils sont effectués peut être mis en culture au bout d'un an, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

2° Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'un an, ou si, après les travaux, les terrains ne sont pas susceptibles de culture, les propriétaires peuvent exiger de l'explorateur la réquisition du sol : c'est une réquisition d'achat avec indemnité fixée au double de la valeur du terrain.

Cependant la loi de 1922 laisse subsister une difficulté. Elle ne dit rien de la compétence en ce qui concerne les dommages autres que l'occupation, tels que les bouleversements, creusements, etc... qui peuvent être causés par l'explorateur lorsqu'il fait des fouilles.

LAFERRIÈRE, dans son livre de la *Juridiction administrative*, a parfaitement distingué l'occupation de terrains du dommage. D'après lui, le critérium de la distinction est le suivant : l'occupation attribue à l'occupant ce que perd le propriétaire dont la propriété est occupée ; « il y a une acquisition et une perte corrélative », et la compétence prévue par l'article 43 est celle des tribunaux judiciaires. Au contraire, on se trouve en présence d'un dom-

mage lorsque celui qui cause le dommage n'acquiert pas ce que le propriétaire, victime du dommage, a perdu : « il y a ici une perte sans acquisition corrélative », avec compétence du Conseil de préfecture, qui est une compétence générale, par application de l'article 46 de la loi de 1810. En effet, le Conseil de préfecture est compétent pour tout ce que la loi de 1922 n'a pas attribué aux tribunaux civils, et l'on comprend ainsi que LAFERRIÈRE ait pu écrire (4) : « Pendant la période qui précède la concession, la mine ne peut être l'objet que de travaux d'exploration destinés à constater l'existence du gîte et les moyens de l'exploiter. L'intérêt public et, par suite, la compétence administrative dominant dans cette période ».

Ainsi se trouve résolue cette lacune de la loi de 1922.

b) Si le permissionnaire peut effectuer des sondages dans un périmètre déterminé, un certain nombre de terrains sont exemptés de ces travaux par *l'article 11 de la loi de 1810*, modifié en 1880, et dont voici le libellé :

« Nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra, sans le consentement du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, ni d'établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins. »

Ce texte crée un véritable privilège de la propriété close, et rien ne peut suppléer au défaut d'autorisation, ni l'appréciation des tribunaux, ni un acte de l'Administration.

Le paragraphe 2 de l'article 11 ajoute :

« Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de 50 mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenantes, sans le consentement des propriétaires de ces habitations. »

C'est donc l'autorisation des propriétaires des habitations qu'il faut obtenir, en sorte que, s'ils ne sont pas

(4) Laferrière, *Juridiction administrative*, 2^e éd., p. 565.

aussi propriétaires des terrains de la zone de protection, il faudra, pour fouiller, avoir l'autorisation de ces derniers propriétaires. Le chercheur ne peut faire des sondages à moins de 50 mètres des habitations et des terrains clos : il y a là une véritable servitude qui grève le fonds.

Une ordonnance au contentieux « Jolin c/ Chol » (Lebon, 5 avril 1826, p. 199) a jugé, au cas de recherches se faisant de gré à gré, sans le concours de l'Administration, par le libre accord des intéressés, que les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les contestations auxquelles peuvent donner lieu les conventions intervenues relativement aux travaux à faire sous les enclos murés, maisons ou lieux d'habitation.

De même, l'ordonnance au contentieux précitée : « Ponelle c/ Lahore et autres » (Lebon, 18 février 1846, p. 86) a décidé que « les tribunaux judiciaires sont compétents pour connaître des difficultés relatives à l'application de l'article 11, notamment des oppositions formées par les propriétaires superficiaires à des travaux de recherches ».

D'autre part, *aux termes de l'article 15* de la loi de 1810, modifié par la loi du 12 avril 1928 :

« L'explorateur et l'exploitant doivent aussi, le cas échéant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage, donner caution de payer toute indemnité, en cas de dommage.

Les propriétaires intéressés peuvent se constituer en associations dans les conditions de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour demander collectivement en justice la constitution de la caution prévue au paragraphe précédent. Les affaires de cette nature sont instruites et jugées comme en matière sommaire. »

C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartiendra d'apprécier ce qu'il faut entendre par voisinage, les cas où la caution devra être donnée, ainsi que son montant. Les tribunaux ont ici un pouvoir d'appréciation pouvant aller jusqu'à l'interdiction des travaux.

En somme, comme il ne s'agit dans les deux cas prévus par les articles 11 et 15 que de contestations entre

intérêts privés qui ne touchent pas à la sécurité publique, l'Administration n'a pas à intervenir.

c) Le propriétaire de la surface, sous le terrain duquel des fouilles ont été faites, a droit à une redevance tréfoncière à raison de l'extraction des produits, et la *Cour de Cassation*, dans son arrêt « *Parmentier* » du 7 août 1839 (D., 1839-1-311) de même que le *Conseil d'Etat* dans l'ordonnance sur conflit précitée « *Vicomte de l'Espine c/ Cie d'Asda* » (Lebon, 16 avril 1841, p. 146) ont reconnu la nécessité d'autorisations administratives tant pour permettre la disposition des produits que pour régler les droits du propriétaire du sol.

Une pratique administrative déjà signalée (5) distinguait entre les recherches faites par le propriétaire ou son concessionnaire et celles autorisées par le Gouvernement.

Dans le premier cas, où « le permis de vente » est accordé par arrêté ministériel, cet arrêté est muet sur la redevance, celle-ci étant fixée entre les parties par des conventions qui sont licites et font la loi entre elles. C'est ce qu'a implicitement reconnu la *décision du Tribunal des Conflits* précitée : « *Gillier c/ Mines de Combe-Rigol* » (Lebon, 15 mars 1873, p. 93 du 1^{er} supplément).

Dans le deuxième cas, où le permis de vente est donné par décret simple, c'est ce décret qui fixe la redevance due au propriétaire.

§ 3. — LES RAPPORTS DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES ORDINAIRE AVEC UN AUTRE EXPLOITANT

Ici nous appliquons l'article 45 de la loi de 1810 ainsi conçu :

« Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité ;

(5) Cf. *supra*, p. 54.

lorsque, d'un autre côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire et tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une mine, il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre ; le règlement s'en fera par experts. »

Cet article 45, qui vise les relations de mine à mine, s'applique aussi aux rapports du titulaire d'un permis de recherches ordinaire ou exclusif avec un exploitant voisin ; en effet, le titulaire du permis de recherches est responsable des dommages qu'il aura causés à l'exploitant voisin, abstraction faite de toute faute. Ce sont les tribunaux civils qui sont compétents, et ils interviendront notamment en cas d'incendie, d'éboulements anormaux, d'explosion de grisou ou de venue d'eau excessive.

Cette question sera traitée ultérieurement dans l'étude que nous ferons des rapports d'un mineur avec un autre mineur (6).

.) Voir *infra*, p. 170-174.

CHAPITRE II

LE CONTENTIEUX DU PERMIS EXCLUSIF DES GISEMENTS PETROLIFERES

Le permis exclusif est une institution nouvelle créée par la loi du 16 décembre 1922. Avant 1922, un explorateur qui cherchait du pétrole n'avait à sa disposition que le permis ordinaire de recherches, qui n'empêchait pas l'Administration d'accorder d'autres permis à des concurrents, ni le propriétaire de faire des fouilles en vertu de son droit de propriétaire. Aussi la loi de 1922 a-t-elle organisé le *permis exclusif*, qui confère un monopole à l'explorateur. Mais le *décret-loi du 17 juin 1938*, pris en exécution de la loi du 13 avril 1938 tendant au redressement financier, a modifié la loi du 16 décembre 1922, qui avait été insérée dans la loi de 1810 en ce qui concerne le régime des recherches de pétrole et de gaz combustibles, et précisé un certain nombre de points douteux.

Tout d'abord, ce décret-loi du 17 juin 1938 abroge l'article 10 paragraphe 2 et le remplace par l'*article 10 bis*, inséré dans la loi de 1810, dont voici le début du texte :

« Pour les hydrocarbures liquides ou gazeux, il peut être institué un permis exclusif conférant à son titulaire le droit d'effectuer dans son périmètre des travaux de recherches, notamment par prospection géophysique ou forage, à l'exclusion de toute autre personne, y compris les propriétaires des terrains. Ce permis est accordé par décret sur le rapport du ministre chargé des mines, après enquête publique, le Conseil Général des mines entendu. Le titulaire d'un permis devra présenter les garanties financières et techniques nécessaires pour mener à bien les recherches et prendre l'engagement d'exécuter un programme minimum de travaux. »

L'octroi du permis exclusif par l'Administration constitue un acte unilatéral, dont le seul recours possible est

celui pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. Si ce recours réussit, le permis sera annulé ; et si le permis exclusif a été délivré dans des conditions irrégulières ou s'il y a eu vice de forme, le permissionnaire lui-même, les propriétaires intéressés et aussi les concessionnaires voisins ont un intérêt suffisant pour en demander l'annulation. L'Administration a, en outre, un pouvoir discrétionnaire pour accorder un permis exclusif, et si plusieurs demandeurs se succèdent, le premier n'a aucune priorité sur le second ni sur le troisième. *Le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Dame Veuve de Gavardie »* (Lebon, 19 décembre 1922, p. 1132) a jugé qu'« un particulier, propriétaire dans deux des communes de l'arrondissement de Mauléon, sur le territoire desquelles il a été accordé un permis exclusif de recherches de pétrole et de gaz combustibles à une autre personne étrangère au pays, n'est pas fondé à soutenir que la délivrance de ce permis a porté atteinte à un droit de préférence existant à son profit, et qu'ainsi il n'y a pas détournement de pouvoir ».

• Cependant *le décret-loi du 17 juin 1938* apporte une exception à cette règle dans la disposition finale de l'article 10 *bis* :

« Le titulaire d'une concession de produits hydrocarburés a un droit préférentiel dans l'étendue de sa concession, à l'obtention d'un permis exclusif pour la recherche des hydrocarbures liquides ou gazeux qui ne lui sont pas concédés. Toutefois, ce droit sera réputé caduc s'il n'a pas été exercé dans les deux mois suivant la clôture de l'enquête publique ouverte sur une demande de permis exclusif déposée par un tiers ».

Alors que le permis ordinaire de recherches est accordé pour un temps court, un an ou deux ans, et qu'il est cessible, le permis exclusif est accordé pour trois ans et peut être prolongé de deux ans à deux reprises différentes.

« Ces prolongations sont de droit si le titulaire du permis a satisfait à toutes ses obligations réglementaires et contractuelles. »

(Art. 10 *bis* nouveau, établi par le décret-loi du 17 juin 1938).

D'autre part, ce permis exclusif étant accordé *intuitu personæ*, la loi du 1^{er} décembre 1929 en avait interdit la cession à un tiers par acte entre vifs, sauf autorisation administrative préalable. Le décret du 17 juin 1938, inséré dans l'article 10 *bis*, fait de même :

« Le titulaire d'un permis exclusif des recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux ne pourra céder ou transmettre son permis par acte entre vifs, sauf autorisation préalable donnée par arrêté du ministre chargé des mines, le Conseil général des mines entendu. Tous actes passés en violation de la présente disposition sont nuls et de nul effet. »

Si l'on suppose qu'une cession ait lieu à cause de mort, elle échappe aux nécessités de l'autorisation, mais l'Administration pourra toujours, si le titulaire se montre incapable, prononcer sa déchéance.

Ajoutons enfin que, contrairement au permis ordinaire qui n'exclut personne, le permis de recherches exclusif, comme l'indique ce qualificatif, constitue un véritable monopole pour son titulaire dans le périmètre fixé. En effet, il exclut le propriétaire de la surface, qui ne peut plus fouiller, et tous les permissionnaires éventuels, puisque l'Administration ayant accordé un permis dans un périmètre déterminé n'a plus le droit d'en délivrer de semblables.

Nous allons envisager successivement :

dans un paragraphe premier, les rapports du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec l'Administration ;

dans un paragraphe 2, ses rapports avec le propriétaire de la surface et avec un autre exploitant ;

dans un paragraphe 3, ses rapports avec le concessionnaire qui a obtenu en ses lieu et place la concession.

§ 1. — LES RAPPORTS DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES EXCLUSIF AVEC L'ADMINISTRATION

a) Le titulaire d'un permis de recherches exclusif est tenu, sous peine de déchéance (art. 10 *bis* nouveau établi par le décret-loi du 17 juin 1938) :

1° « De payer à l'Administration des domaines une redevance fixe annuelle calculée à raison de 1 franc par hectare de surface initiale du permis. »

Le décret-loi du 20 juillet 1934, qui a maintenu la redevance fixe des mines, en avait fixé le tarif à 4 francs par hectare pour ce qui concerne le permis exclusif de recherches de pétrole et de gaz combustibles, afin d'écarter les chercheurs peu sérieux.

Les réclamations relatives à la redevance fixe sont présentées et jugées, comme en matière de contributions directes, par le Conseil de préfecture avec appel au Conseil d'Etat. En vertu de l'article premier du Code des Impôts directs, le permissionnaire exclusif doit une série d'impôts, dont les impôts d'Etat sur les bénéfices industriels et commerciaux au cas où il aurait vendu les produits de ses fouilles.

2° « De se conformer aux obligations relatives à l'exécution des travaux de recherches auxquelles il a souscrit. »

En effet, le décret qui accorde le permis comporte un certain nombre de clauses relatives à la continuité des travaux à exécuter dans un certain délai, à la nature de ces travaux (puits, sondages, installation de machines ou d'ateliers) ainsi qu'aux conditions financières. Le permissionnaire doit se conformer à ces obligations, puisque c'est l'intérêt public qui commande en cette matière. C'est comme le dit M. MESTRE (1) « une permission-obligation » : il faut trouver du pétrole, mais cela n'empêche pas que les travaux faits par le permissionnaire soient des travaux privés — car il travaille pour son propre compte — ce qui entraîne la compétence des tribunaux civils.

b) Comme le permissionnaire de recherches ordinaire, le permissionnaire exclusif n'est pas un concessionnaire : il ne peut donc pas exploiter, et l'Administration, en vertu de ses pouvoirs de police, empêchera que les fouilles ne

(1) Mestre, *opus citatum*, p. 104.

dégénèrent en exploitation. Par ailleurs, aux termes de *l'article 10 bis* inséré dans la loi de 1810,

« ...la superficie d'un permis peut dépasser 50.000 hectares dans la période initiale ; elle subira pendant les deux prolongations des réductions successives qui la ramèneront, en principe, à la moitié et au quart de la surface initiale, sans pouvoir descendre au-dessous de 1.000 hectares. Toutefois, si la marche ou les résultats des travaux le justifient, la surface du permis pourra n'être réduite que pendant la deuxième prolongation et à la moitié de la surface initiale, sur avis conforme du Conseil général des mines.

A aucun moment la surface des permis exclusifs détenus directement ou indirectement par une personne ne pourra excéder le maximum de 100.000 hectares. »

Ces réductions successives de la superficie d'un permis exclusif se font sous le contrôle de l'Administration. Pour éviter l'accaparement par une même société de terrains trop vastes, la loi décide que la surface des permis exclusifs détenus directement ou indirectement ne peut excéder 100.000 hectares : on évite ainsi le pullulement des « barreaux de recherche de pétrole ».

Cependant, si le permissionnaire exclusif ne peut exploiter, la loi de 1922 — et c'est là une innovation — lui reconnaît la possibilité de vendre les hydrocarbures extraits des recherches, sans autorisation administrative. Il n'a pas besoin de solliciter le permis de vente comme le permissionnaire ordinaire : il dispose donc librement de ces produits et a la certitude de profiter du résultat de ses efforts.

c) L'innovation capitale de la loi du 16 décembre 1922 était que le titulaire du permis exclusif avait le droit d'obtenir la concession, s'il la demandait. Il en est de même avec *le décret-loi du 17 juin 1938* qui, dans son article 4, abroge l'article 16 de la loi de 1810 modifié en 1922, et le remplace par *l'article 16 nouveau* :

« Le titulaire d'un permis de recherches exclusif d'hydrocarbures liquides ou gazeux a droit à l'obtention de la conces-

sion dont le périmètre sera déterminé par le Gouvernement, s'il satisfait aux deux conditions suivantes :

1° Avoir, pendant la période de validité du permis, fourni la preuve de l'existence d'un gisement exploitable d'hydrocarbures à l'intérieur du périmètre de ce permis, et présenté une demande de concession ;

2° Accepter un cahier des charges conforme au cahier des charges-type des concessions minières. Ce cahier des charges devra contenir dans son article 28 une disposition imposant au concessionnaire l'obligation d'effectuer un minimum annuel de travaux. Dans tous les cas, le permis exclusif prend fin définitivement le jour de l'institution d'une concession. »

En matière de pétrole, l'Etat, par le fait qu'il accorde à un individu un permis exclusif de recherches dans tel périmètre, s'engage d'avance à lui donner la concession s'il est heureux dans ses recherches ; et ce n'est que parce qu'il a été heureux qu'il obtiendra la concession.

On explique cette différence entre le régime des mines de pétrole et celui des mines ordinaires par le motif que les recherches de pétrole sont longues, coûteuses et aléatoires : aussi doit-on favoriser le chercheur en lui faisant miroiter des perspectives fructueuses.

Mais une série de conditions lui sont imposées : il doit : a) faire la preuve de la découverte du gisement d'hydrocarbures dans le périmètre ; b) demander la concession (il n'y aura pas d'enquête, puisque l'Administration connaît le chercheur) ; c) être français (s'il n'y a pas de condition de nationalité requise pour le permis exclusif, le concessionnaire de mines doit être de nationalité française) ; d) accepter enfin le cahier des charges, qui est une innovation de la loi du 9 septembre 1919 sur les mines, et se conformer à ses obligations. Ce cahier des charges est établi conformément au cahier des charges-type dont les termes ont été fixés par le décret du 21 avril 1920. Il comprend des dispositions obligatoires, notamment celle du minimum annuel de travaux imposé au concessionnaire, et le plan des travaux à exécuter dans un délai déterminé.

L'article 16 nouveau établi par le décret-loi du 17 juin 1938 ajoute :

« Le titulaire d'un permis exclusif de recherches ne peut invoquer son droit à concession que dans la limite du gisement découvert par lui et pour une superficie totale maximum de 12.500 hectares. S'il est déjà détenteur en France de concessions d'hydrocarbures liquides ou gazeux, il a le droit de réunir à ses anciennes concessions les nouvelles concessions provenant de ses permis, jusqu'à concurrence de ce maximum. »

Le permissionnaire exclusif peut se voir refuser la concession qu'il demande et à laquelle il a droit, quand l'Administration soutient qu'il n'a pas découvert le gisement pétrolifère. S'il estime que l'Administration lèse ses intérêts, le recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat lui est ouvert pour faire annuler le refus de concession. Mais le Conseil d'Etat annulant ce refus n'accordera pas pour cela la concession, le permissionnaire étant obligé de retourner devant l'Administration pour obtenir le décret de concession, par suite de la séparation des fonctions actives et contentieuses.

Ajoutons que *l'article 8 de la loi du 28 juin 1927, relatif au permis d'exploitation*, est ainsi conçu :

« En matière de pétrole et de gaz combustible, dans le cas où un permis de recherches a été institué, le permis d'exploitation desdites substances ne peut être délivré qu'au titulaire du permis de recherches. »

Ce dernier a donc le monopole du permis d'exploitation, qu'il soit titulaire d'un permis de recherches ordinaire ou exclusif. C'est là une différence avec la concession, où le titulaire du permis exclusif peut seul obtenir la concession s'il la demande. De plus, la loi de 1927 n'exige pas que l'exploration ait été fructueuse, comme le fait le décret-loi du 17 juin 1938, pour l'obtention de la concession.

d) Le permis exclusif de recherches pétrolifères peut cesser dans les quatre cas suivants :

Le premier cas est celui du délai pour lequel l'Administration a conféré le permis : c'est le mode normal d'expiration.

Le deuxième cas, prévu par l'article 10 bis ajouté à la loi de 1810 par le décret-loi du 17 juin 1938, est celui de la renonciation au permis :

« A tout moment le titulaire d'un permis pourra y renoncer en totalité. La renonciation ou la déchéance du titulaire d'un permis entraîne l'annulation de ce permis, sous réserve des droits des tiers. »

Le troisième cas est celui de la déchéance prévue expressément par l'article 10 bis inséré dans la loi de 1810 :

« Le titulaire du permis exclusif est tenu à peine de déchéance... »

La déchéance est une peine frappant le permissionnaire exclusif lorsqu'il a manqué à une de ses obligations. Le décret-loi du 17 juin 1938 n'a fait que reprendre la loi du 16 décembre 1922, qui avait déjà prévu la déchéance pour le permissionnaire exclusif. C'est là d'ailleurs une innovation, car la déchéance est un mode d'extinction des concessions et non des permissions. Toutes les règles de la déchéance en matière de concession doivent être appliquées ici ; nous les étudierons plus loin (2). Mais nous signalerons dès à présent qu'une différence importante existe au point de vue du contentieux : si l'arrêté ministériel qui prononce la déchéance est l'objet d'un recours en annulation par le titulaire du permis, nous serons en présence, non pas d'un contentieux de pleine juridiction, comme en matière de déchéance de concession, mais d'un recours pour excès de pouvoir. En effet, la concession de mine est un contrat, et le recours pour excès de pouvoir ne fonctionne jamais en matière contractuelle (3).

Enfin, *le quatrième cas* de cessation du permis est la

(2) Voir *infra*, p. 140-145.

(3) Mestre, *opus citatum*, p. 124.

transformation, obligatoire pour l'Administration, du permis exclusif en concession ou en permis d'exploitation. Nous nous sommes déjà suffisamment expliqués sur ce cas pour n'avoir pas à y revenir ici.

Tels sont les rapports extrêmement importants du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec l'Administration. °

Abordons maintenant ses relations avec le propriétaire de la surface et avec un autre exploitant.

§ 2. — LES RAPPORTS DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES EXCLUSIF AVEC LE PROPRIÉTAIRE DE LA SURFACE ET AVEC UN AUTRE EXPLOITANT

Nous pourrions passer assez rapidement sur ce point, car les relations du titulaire d'un permis de recherches ordinaire ou exclusif avec le propriétaire de la surface sont identiques, et posent les mêmes problèmes : il suffit donc de renvoyer à ce que nous avons dit au Chapitre premier, paragraphe 2 (4).

C'est ainsi que le permissionnaire exclusif n'est pas obligé au paiement préalable de l'indemnité en cas d'occupation d'une parcelle de terrain, qu'il a la possibilité de fournir une caution selon l'article 10, paragraphe 1, et qu'à défaut d'entente, l'indemnité est réglée conformément à l'article 43. Dans ces relations entre le permissionnaire exclusif et le propriétaire, le contentieux peut porter sur les indemnités dues au propriétaire, soit pour occupation de terrain, soit pour réquisition d'achat, et, d'après l'article 43, les litiges de cet ordre seront jugés par les tribunaux civils. Mais, au contraire, le contentieux qui porte sur l'indemnité pour dommages causés au propriétaire par le permissionnaire exclusif sera de la compétence du Conseil de préfecture, aux termes de l'article 46 de la loi de 1810.

Les dispositions des articles 11 et 15 de la loi de 1810 s'appliquent également au permissionnaire exclusif. Cepen-

(4) Cf. *supra*, p. 55-62.

dant, le propriétaire de la surface, sous le terrain duquel des fouilles ont été faites par le permissionnaire exclusif, n'a droit à aucune redevance à raison de l'extraction des produits. En effet — et c'est là une différence avec le permis de recherches ordinaire — le titulaire d'un permis exclusif dispose librement de ses produits sans autorisation administrative et sans redevance au propriétaire. Il est vrai que la loi de 1922 a remplacé cette dernière redevance par une redevance attribuée à l'Etat, au département et à la commune.

Pour ce qui concerne les rapports du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec un autre exploitant, nous renvoyons purement et simplement à ce qui a été dit au Chapitre premier, paragraphe 3 (5).

§ 3. — LES RAPPORTS DU TITULAIRE D'UN PERMIS DE RECHERCHES EXCLUSIF AVEC LE CONCESSIONNAIRE QUI A OBTENU EN SES LIEU ET PLACE LA CONCESSION

Le permissionnaire exclusif peut recevoir une indemnité du concessionnaire qui a obtenu en ses lieu et place la concession. Cela se produit, soit lorsque le permissionnaire exclusif, qui avait le droit de devenir concessionnaire, a renoncé à son permis, soit lorsqu'il en a été déchu par l'Administration, laquelle a donné la concession à un tiers, soit encore quand l'Administration, estimant que les recherches faites par le permissionnaire étaient tout à fait insuffisantes, a attribué la concession à un autre. Dans tous ces cas, le concessionnaire devra une indemnité au permissionnaire exclusif, lorsque celui-ci aura effectué des travaux utiles qui auront profité à la concession, et nous nous trouvons ici en présence d'une nouvelle application de l'article 46 de la loi de 1810 avec compétence du Conseil de préfecture (6).

(5) Cf. *supra*, p. 62-63.

(6) Mestre, *opus citatum*, p. 126.

CHAPITRE III

LES INDEMNITES D'INVENTION ET LES INDEMNITES DES EXPLORATEURS EVINCES

§ 1. — LES INDEMNITÉS D'INVENTION

L'indemnité d'invention est prévue par l'article 16 de la loi de 1810, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 :

« Le gouvernement juge des motifs ou des considérations d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en concession, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres. Si l'inventeur n'obtient pas la concession d'une mine, il aura droit à une indemnité de la part du concessionnaire ; elle sera réglée par l'acte de concession ».

Il s'agit ici des relations entre un concessionnaire de mines et ceux qui ont entrepris des recherches, notamment les inventeurs ; le concessionnaire doit une indemnité à l'inventeur, par le seul fait qu'il est l'inventeur, et pour lui tenir compte du service qu'il a rendu à la collectivité, s'il n'en est pas récompensé par l'octroi de la concession. L'inventeur aurait pu obtenir la concession en raison de ses travaux : il est donc légitime qu'il soit indemnisé, sans que l'on ait à rechercher si l'invention est le fait du hasard ou de travaux de prospection.

Selon l'instruction ministérielle du 3 août 1810, « on ne doit considérer comme découvertes, en fait de mines, que celles qui font connaître non seulement le lieu où se trouve une substance minérale, mais aussi la disposition des amas, couches ou filons de manière à démontrer la possibilité de leur utile exploitation ».

L'inventeur est, en somme, celui qui a le premier établi l'exploitabilité d'un gîte.

En fait, l'administration n'accorde que rarement cette indemnité d'invention, soit que la concession ait été insti-

tuée en faveur de l'inventeur, soit que le Gouvernement ait écarté la réalité de l'invention : elle est donc occasionnelle. S'il y a allocation, ce sera le plus souvent une somme fixe ; quelquefois aussi ce sera une rente, ou une redevance à la tonne, ou un pourcentage sur les bénéfices nets, déterminé par contrat avec le concessionnaire.

C'est le Chef de l'Etat seul qui, dans l'acte de concession, a compétence pour admettre la reconnaissance de l'invention et fixer l'indemnité. Aucun recours contentieux n'est possible contre sa décision. Sans doute, il peut y avoir un recours en excès de pouvoir pour violation de formes, mais jamais contre la décision elle-même. *Ainsi le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Reinach, Soubeyran et autres c/ Société des recherches houillères de Lubière et Rilhac » (Lebon, 18 mai 1889, p. 570) a jugé « que les inventeurs d'une mine ne sont pas recevables à déférer au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir la disposition du décret de concession qui a refusé, après les avoir entendus au cours de l'instruction, de leur accorder une indemnité. Les indemnités dues aux inventeurs de mines par les concessionnaires sont réglées dans l'acte de concession par le Gouvernement en Conseil d'Etat ».*

De même le *Conseil d'Etat, dans l'arrêt « Sieur Blavier » (Lebon, 19 juillet 1907, p. 698) a jugé que « la disposition de l'article 46 ne s'applique pas à l'allocation des indemnités qui peuvent être accordées à l'inventeur pour le fait seul de la découverte, alors que le décret de concession est muet sur l'indemnité à accorder à cet inventeur ».*

Un arrêt plus récent « Sieur Duplan » (Lebon, 19 mai 1933, p. 549) admet en ces termes que la désignation de l'inventeur soit implicite : « L'omission de la désignation de l'inventeur dans l'acte de concession peut entacher d'irrégularité l'ensemble de l'acte, mais la disposition du cahier des charges allouant à la société concessionnaire le bénéfice de l'indemnité afférente à l'invention du gisement a, de ce fait, attribué à ladite société la qualité d'inventeur ».

Cette indemnité due à l'inventeur n'est pas préalable,

et le défaut de paiement par le concessionnaire ne serait pas une cause d'opposition à son entrée en jouissance.

Le droit de l'inventeur peut être cédé et faire l'objet de contrats divers, mais la compétence relative à ces stipulations, ainsi qu'à toutes les contestations qui surgiront, ressortissent aux tribunaux judiciaires.

Ajoutons que l'indemnité d'invention est fixée par l'acte de concession, comme la redevance tréfoncière, nonobstant toute convention antérieure.

§ 2. — LES INDEMNITÉS DES EXPLORATEURS ÉVINCÉS

a) L'indemnité des explorateurs évincés est prévue par l'article 46 de la loi de 1810 :

« Toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires des mines, à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, seront décidées conformément à l'article 4 de la loi du 28 Pluviôse an XIII », c'est-à-dire par le Conseil de Préfecture, sauf appel au Conseil d'Etat. Il s'agit donc d'indemnités à payer par le concessionnaire à des chercheurs, pour des travaux utiles dont il bénéficie. L'indemnité des explorateurs évincés, due pour recherches ou travaux antérieurs à la concession, se cumule avec celle de l'article 16, mais ne peut être comprise dans la fixation de cette dernière par l'acte de concession : elle est déterminée par le Conseil de préfecture, et celui-ci ne contrevient à aucune loi en ordonnant une expertise pour vérifier et évaluer les travaux exécutés ou en s'inspirant dans une mesure plus ou moins étendue des rapports des ingénieurs des mines. *C'est ce qui résulte de l'ordonnance au contentieux « Cie des Mines de la Calaminière » (Lebon, 13 mars 1856, p. 204).*

D'autre part, la jurisprudence reconnaît que le montant de l'indemnité doit être la représentation de l'utilité *actuelle* que le travail procure au concessionnaire. Si les travaux sont matériellement utilisables, le concessionnaire en paiera la valeur actuelle ; s'ils sont d'utilité indirecte, le Conseil d'Etat appréciera dans chaque cas particulier. Et il se montre en général très large pour les

explorateurs évincés : ou bien il accorde le remboursement total des dépenses exposées, ou bien il ajoute, comme dans le décret au contentieux « *Cie des Mines de houille d'Aix-Noulette* » (Lebon, 26 décembre 1867, p. 958) « qu'il y aurait lieu de déduire de l'indemnité les bénéfices que l'explorateur a réalisés par la vente des produits extraits avant la concession ». Par ailleurs, les explorateurs n'ont pas le droit de réclamer aux concessionnaires, soit le remboursement des frais d'expérience ou d'exploitation provisoire, soit celui du prix d'achat ou de location des terrains sur lesquels ils ont fait des fouilles, soit la reprise des outils ayant servi à leur exploitation, « les concessionnaires ne pouvant être tenus ni de reprendre lesdits outils, ni de rembourser le prix d'achat ou de location du terrain ». *C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Delbos et Larnaudy c/ Mines de lignite de Lasserre »* (Lebon, 3 février 1859, p. 96) qui a refusé de comprendre ces frais dans le calcul de l'indemnité.

b) Il y a lieu de se demander quels sont les travaux antérieurs à la concession et les recherches pour lesquels cette indemnité est due par le concessionnaire. Une jurisprudence parfaitement établie, et que nous allons citer, admet que le concessionnaire doit une indemnité à l'explorateur évincé pour tout travail utile au concessionnaire, que l'utilité soit directe ou indirecte, que les travaux puissent être utilisés effectivement ou que, sans pouvoir l'être, ils aient fourni d'utiles indications sur le gisement.

Ainsi le Conseil d'Etat, dans le décret au contentieux « *Cie houillère La Douaisienne* » (Lebon, 28 juillet 1866, p. 891) et dans les deux arrêts « *Société des Mines de Genolhac et du Chassezac* » (Lebon, 23 mars 1900, p. 236) et « *Société des Mines de Vezis c/ Sieur Péliissier* » (Lebon, 1^{er} février 1901, p. 123) a admis qu'une indemnité est due par le concessionnaire à l'explorateur pour les travaux de recherches qui ont fourni des indications utiles sur la direction et la disposition des couches exploitables, et il a accordé en plus, dans l'arrêt du 23 mars 1900, une indemnité aux chercheurs pour les frais généraux de recherche.

De même, dans son arrêt « *Société anonyme des mines de houille de la Clarence c/ Cie des mines de Ferfay* » (Lebon, 5 août 1901, p. 759) le Conseil d'Etat a jugé que « le concessionnaire ne saurait s'enrichir aux dépens de l'explorateur, et que toutes les fois que les travaux préparatoires de recherche et de sondage effectués par l'explorateur ont produit un effet utile au profit du concessionnaire, celui-ci doit rembourser au premier non la totalité, mais une partie des frais faits dans la mesure de l'avantage que le concessionnaire pourra en retirer ».

Il en est de même de l'arrêt « *Cie des forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons c/ Société de Pont-à-Mousson* » (Lebon, 13 juin 1913, p. 675) dans lequel le Conseil d'Etat a jugé que « la construction d'un puits « A » par la Société de Pont-à-Mousson, dans un point de la forêt de Haye, qui a été ultérieurement compris dans le périmètre de la concession accordée à la Cie des Forges de Châtillon, ayant fourni à cette dernière Compagnie d'utiles indications sur l'allure et la composition des couches de minerais exploitables, une indemnité est due par le concessionnaire à la Société de Pont-à-Mousson par application de l'article 46 de la loi de 1810 pour la construction de ce puits ».

De même encore dans l'arrêt « *Société anonyme des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey* » (Lebon, 12 février 1926, p. 173) le Conseil d'Etat a reconnu « l'utilité pour la Compagnie de Vimy et Fresnoy des données fournies par les sondages pratiqués à Fresnoy par la Société anonyme requérante, qui a droit de réclamer au concessionnaire une indemnité représentative des avantages que la Cie de Vimy et Fresnoy a retirés actuellement des résultats de sondage et des avantages qu'elle en retirera dans l'avenir ».

Enfin, dans son arrêt « *Cie des Mines de Vimy et de Fresnoy c/ Cie des Mines d'Ablain St-Nazaire* » (Lebon, 10 juin 1932, p. 568) le Conseil d'Etat a décidé « qu'une société de recherches, qui, antérieurement à la concession d'une mine, a pratiqué un sondage, puis est parvenue au terrain houiller sans atteindre une couche exploitable, a

le droit néanmoins de réclamer de ce chef une indemnité à la Compagnie concessionnaire par application de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, alors que le sondage a fourni à ladite Compagnie des renseignements utiles sur la constitution du sous-sol, et a ainsi évité à cette Compagnie des recherches dispendieuses ».

Le Conseil d'Etat a été jusqu'à admettre l'indemnité alors même que le concessionnaire n'a pas utilisé les travaux, dans l'arrêt « *Société des mines de Bleybard c/ Société de prospection et d'exploitation* » (Lebon, 5 mai 1911, p. 537). Il a, en effet, jugé que « si le concessionnaire n'a pas cru devoir utiliser jusqu'à présent des travaux exécutés par l'explorateur et s'ils ne lui ont pas fourni de renseignements importants sur la nature du gîte exploré, ils étaient cependant susceptibles, à la date où est intervenu le décret de concession, de contribuer à l'aérage des galeries et de servir pour l'entrée et la sortie des matériaux. En conséquence, le concessionnaire doit, en vertu de l'article 46 de la loi de 1810, indemniser la Société de prospection et d'exploration d'une partie des dépenses occasionnées par ces travaux, mais seulement jusqu'à concurrence de l'utilité qu'ils présentent pour le concessionnaire ».

Cette indemnité des explorateurs évincés n'est donc pas une charge nécessairement imposée au concessionnaire par le fait de l'existence de travaux sur sa concession, mais un avantage accordé à l'explorateur par le Conseil de préfecture lorsqu'il estime qu'un dédommagement lui est dû pour l'ensemble de ses travaux.

Le Conseil d'Etat est allé encore plus loin dans deux arrêts : dans le premier « *Cie des forges de Châtillon, Commeny et Neuves-Maisons c/ Société de Pont-à-Mousson* » précité (Lebon, 13 juin 1913, p. 675) il a jugé que « le concessionnaire ne peut refuser le paiement de l'indemnité, sous le prétexte que le gouvernement aurait tenu compte des travaux d'exploration effectués par la Compagnie de Pont-à-Mousson qui a construit le puits « A » en lui accordant la concession de la mine de Mairy ». Et dans le second, « *Cie des mines de Vimy et de Fresnoy* » (Lebon, 13 mars 1914, p. 355) il a jugé de même que « la

société de Vimy et de Fresnoy, concessionnaire d'une mine dont le gisement a été exploré à Fresnoy par la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey, n'est pas fondée à opposer une fin de non-recevoir à la demande d'indemnité qui lui est présentée par cette dernière, par application de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, parce qu'en fait, la société de Pompey a reçu l'octroi d'une concession sur un autre point du gisement exploré par ses travaux. C'est donc à bon droit que le Conseil de préfecture a ordonné une expertise à l'effet de rechercher le degré d'utilité des travaux de sondage exécutés par l'explorateur ».

c) Mais, par contre, le Conseil d'Etat a déclaré dans plusieurs arrêts que l'indemnité des explorateurs évincés de l'article 46 n'était pas due quand aucune utilité directe ou indirecte ne résulte pour le concessionnaire des travaux de recherches. C'est ainsi qu'il a décidé *dans le décret au contentieux « Mines de Meurchin »* (Lebon, 10 janvier 1867, p. 43) qu'aucune indemnité n'était due à l'explorateur, car les travaux qu'il avait entrepris n'ont fourni aucune indication utile sur la direction et les dispositions des couches exploitables comprises dans la concession.

La même jurisprudence ressort *des décrets au contentieux « Mines d'Auchy »* (Lebon, 6 décembre 1866, p. 1109) et *« Mines de Meurchin »* (Lebon, 13 août 1868, p. 925). Toutefois, si, dans ce dernier décret du 13 août 1868, le Conseil d'Etat n'a pas accordé d'indemnité pour un premier sondage, il en a accordé une pour un deuxième sondage, celui-ci ayant été exécuté dans une partie de la concession où il n'en existait aucun autre.

De même aussi, *dans l'arrêt « Joly et consorts c/ Brouzet »* (Lebon, 27 avril 1877, p. 398) le Conseil d'Etat a annulé un arrêté du Conseil de préfecture qui avait alloué une indemnité de recherches au Sieur Brouzet, pour la raison que « les travaux insignifiants n'ont fourni aucune indication efficace sur les allures ou la richesse du minéral, et ne sont pas susceptibles d'être utilisés par les concessionnaires ».

Enfin, dans son arrêt « *Société des Pétroles de Tliouanet c/ Sieur Ricôme* » (Lebon, 6 avril 1933, p. 427) le Conseil d'Etat a décidé que « les travaux de recherche effectués par le Sieur Ricôme n'ont présenté pour la Société des Pétroles de Tliouanet aucune utilité directe ou indirecte ; en conséquence, la Société est fondée à soutenir qu'elle n'est tenue à aucune indemnité envers ce dernier. Mais la société concessionnaire ne saurait demander au Sieur Ricôme, par application de l'article 46, le paiement de la valeur du pétrole que celui-ci a extrait et vendu au cours de ses travaux de recherche ».

Il résulte de l'arrêt précité « *Société anonyme des Mines de houille de la Clarence c/ Cie des mines de Ferfay* » (Lebon, 5 août 1901, p. 759) que les concessionnaires de mines ne sont pas obligés de payer les travaux de recherches exécutés dans le périmètre d'une mine voisine déjà concédée, même s'ils ont retiré un avantage de ces travaux.

Ajoutons pour terminer que les concessionnaires de mines ne seraient pas tenus de payer la totalité des travaux faits par des explorateurs antérieurement à la concession, si ces travaux de recherches, qui ont cependant fourni des indications utiles, avaient été exécutés dans des conditions trop dispendieuses, et hors de proportion avec les résultats obtenus. Cela ressort du décret au contentieux « *Sieurs Brémond, Morel et autres c/ André et de Montravel* » (Lebon, 11 mai 1872, p. 270).

Tel est le contentieux de cet article 46 concernant les explorateurs évincés, qui donne compétence au Conseil de Préfecture pour statuer sur l'utilité directe ou indirecte que des travaux peuvent avoir pour l'exploitation d'une mine. Son principe s'explique et se défend encore mieux si l'on y voit un moyen d'encourager les recherches en favorisant les explorateurs évincés.

Nous rappellerons avant de clore ce Chapitre que deux autres indemnités peuvent être accordées en vertu de l'article 46 : *l'indemnité pour dommages*, tels que bouleversements creusements etc., due par le titulaire d'un

permis de recherches ordinaire ou exclusif au propriétaire de la surface (1), et *l'indemnité due par le concessionnaire d'une mine au permissionnaire exclusif*, dans les cas — assez rares — où ce concessionnaire a obtenu la concession en ses lieu et place (2).

(1) Cf. *supra*, p. 59-60.

(2) Cf. *supra*, p. 73.

TITRE II

LE CONTENTIEUX DES CONCESSIONS MINIÈRES

L'attribution des substances concessibles est faite par l'autorité publique, soit au concessionnaire qui lui offre le plus de garanties techniques, financières, morales et sociales, soit au titulaire du permis d'exploitation créé par la loi du 28 juin 1927.

La situation du concessionnaire, dont la mine est incessible sauf avec le consentement de l'autorité, qui est soumis à des redevances et surveillé dans son exploitation, a varié du tout au tout, suivant que l'on considère la loi du 21 avril 1810 ou la loi du 9 septembre 1919.

Aussi jugeons-nous utile de rappeler brièvement le régime de la concession de 1810, celui de la concession de 1919 et celui du permis d'exploitation de 1927, avant d'aborder l'étude des différents rapports du mineur — concessionnaire ou titulaire d'un permis d'exploitation — soit avec l'Administration, soit avec les propriétaires de la surface, soit avec d'autres mineurs.

Le plan que nous suivrons sera le suivant :

CHAPITRE PREMIER. — *Le régime des concessions de mines et du permis d'exploitation.*

CHAPITRE II. — *Les rapports du mineur avec l'Administration.*

Section I. — L'obtention et les modifications des concessions minières.

Section II. — Le Contentieux des redevances minières.

Section III. — Le Contentieux de la police administrative des mines.

CHAPITRE III. — *Les rapports du mineur avec le propriétaire de la surface.*

Section I. — La redevance tréfoncière.

Section II. — Le Contentieux des occupations de terrains.

CHAPITRE IV. — *Les rapports du mineur avec un autre mineur.*

CHAPITRE PREMIER

LE REGIME DES CONCESSIONS DE MINES ET DU PERMIS D'EXPLOITATION

§ 1. — LE RÉGIME DE LA CONCESSION DE 1810 ET SES DÉVIATIONS

La loi du 21 août 1810 est toujours la charte essentielle de nos mines, et elle continue de s'appliquer aux mines concédées avant 1919.

L'acte de concession consiste en un décret du Chef de l'Etat rendu en la forme d'un règlement d'administration publique, par conséquent après avis obligatoire du Conseil d'Etat. Ce décret est un acte unilatéral, sans cahier des charges ; le Chef de l'Etat a un pouvoir discrétionnaire absolu dans le choix du concessionnaire, sauf le cas du titulaire d'un permis de recherches exclusif d'hydrocarbures liquides ou gazeux, lequel a un droit de priorité à l'obtention de la concession, s'il la demande (1).

Sous la loi de 1810, la concession confère au concessionnaire *un droit de propriété sur la mine* : c'est une propriété nouvelle créée par décret. Le décret détermine en même temps l'étendue de la concession, la nature des substances à exploiter, la redevance tréfoncière due au propriétaire de la surface, ainsi que les indemnités dues aux inventeurs de la mine pour les recherches qu'ils ont effectuées. De plus, la mine est susceptible d'être hypothéquée aux termes des articles 19 et 21. Ce que nous disons des hypothèques s'entend aussi des privilèges ; toutefois, *l'article 20 de la loi de 1810* établit un privilège spécial « en faveur de ceux qui, par acte public et sans fraude, justifieraient avoir fourni des fonds pour les recherches de la mine, ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à la

(1) Cf. *supra*, p. 68-69.

charge de se conformer aux articles 2103 et autres du Code civil, » c'est-à-dire de dresser le double procès-verbal d'expertise avant et après les travaux.

Par ailleurs, le droit du concessionnaire sur la mine est *perpétuel et transmissible* comme la propriété. Mais en raison du caractère d'intérêt public de la mine, de nombreuses restrictions ont été apportées à ce droit, le concessionnaire ne pouvant diviser, partager, aliéner sa concession ou la fusionner avec d'autres sans autorisation.

Enfin, sous le régime de la loi de 1810, la concession est accordée *gratuitement* : en effet, le concessionnaire ne paie à l'Etat que des impôts, qui sont pour une mine ce qu'est l'impôt foncier pour une propriété, et il n'y a aucune participation de l'Etat aux bénéfices.

Bien avant la guerre de 1914, on s'était élevé contre cette gratuité de la concession : on se demandait, par exemple, si on allait continuer de concéder gratuitement l'énorme trésor représenté par le gisement du bassin de Briey, ainsi que les immenses gisements lorrains connus depuis longtemps, et qui, par suite de l'invention d'un procédé pratique de déphosphoration du minerai de fer, devenaient exploitables. Aussi l'Administration, en accordant vers 1900 les premières concessions de mines de fer du district de Briey, exigea-t-elle des concessionnaires l'engagement de concourir, à raison de 500 francs par hectare, à la construction de nouveaux chemins de fer pour desservir la région. Bien qu'aucune mention n'en fût faite dans les décrets, c'était une première dérogation apportée à la loi de 1810.

Dès 1906, M. BARTHOU, alors ministre des Travaux publics, se trouvant en présence d'une série de demandes nouvelles pour l'exploitation de mines de fer et de charbon en Meurthe-et-Moselle et dans le Pas-de-Calais, estima que les moyens employés depuis 1900 n'étaient pas légaux, et qu'il n'était pas sérieux de parler d'offres de concours lorsqu'on ne spécifiait pas à quelle entreprise ce concours était promis. Il consulta donc le Conseil d'Etat sur la légalité des dispositions spéciales intro-

duites dans les cahiers de charges, telles que les offres de concours, les conditions du travail, le statut des ouvriers et le partage des bénéfices.

Ce fut le célèbre avis des 19 et 26 décembre 1907 (Daloz 1908-3-45 (2) par lequel le Conseil d'Etat condamna en ces termes l'orientation nouvelle de l'Administration : « Il n'est pas correct d'exiger des subventions pour l'exécution des travaux publics, ces stipulations étant en contradiction avec le principe de gratuité qui découle de l'ensemble des dispositions de la loi du 21 avril 1810 ».

« Il est illégal d'imposer par le décret de concession au profit de l'Etat ou des ouvriers un partage des bénéfices ».

« Il est illégal d'y insérer des clauses relatives aux conditions du travail ».

Dans cet avis le Conseil d'Etat émet le vœu que la législation des mines soit réformée : on ne pouvait donc plus aboutir que par la voie législative, et le Gouvernement cessa d'accorder des concessions.

Cependant, en 1911, le Gouvernement chercha à instituer dans les concessions futures le régime du partage des bénéfices avec l'Etat. C'est dans *l'affaire de la concession d'Abbeville* que la Société concessionnaire — « les Aciéries de France », en l'espèce — reconnut à l'Etat, en se fondant sur la seconde partie de l'article 16 de la loi de 1810, un droit d'inventeur en vertu duquel elle lui consentait une part de 20 % dans les bénéfices.

Le Conseil général des Mines consulté s'éleva contre cette pratique, et la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat refusa de la consacrer.

Le projet de la concession d'Abbeville fut alors modifié, et la Société des Aciéries de France, sans reconnaître le droit d'invention de l'Etat, ne lui offrit plus qu'une participation, ce qui permit au Conseil d'Etat d'adopter le projet de décret de cette concession.

Cette manière illégale de procéder fut appliquée à trente et une concessions jusqu'à la guerre de 1914 : les

(2) Voir *infra*, p. 177.

décrets de concession faisaient mention de façon plus ou moins nette des offres de concours imposées aux concessionnaires, ce qui aboutissait en réalité, comme le dit AGUILLON (3), « au système de la mine à l'encan », puisqu'entre deux sollicitateurs on préférait celui qui faisait les offres de concours les plus avantageuses.

Il n'en est pas moins vrai que si tout intéressé, un concurrent évincé, par exemple, avait déféré ces pratiques au Conseil d'Etat, les concessions n'eussent pas manqué d'être annulées comme entachées de détournement de pouvoir.

Une telle situation ne pouvait durer, et c'est la loi du 9 septembre 1919, intitulée « Loi modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices », qui devait y mettre fin. Mais ce ne pouvait être que pour les concessions futures, la loi de 1810 continuant de s'appliquer aux mines concédées avant 1919.

§ 2. — LE RÉGIME DE LA CONCESSION DE 1919

La loi du 9 septembre 1919 organise les concessions nouvelles qui peuvent être accordées, soit à des particuliers soit à des sociétés commerciales, soit à un département, à une commune ou à un syndicat professionnel, une loi étant nécessaire dans ce dernier cas.

En premier lieu, *la concession devient un acte contractuel*. Sans doute, nous trouvons toujours à la base le décret rendu en Conseil d'Etat ; mais il intervient une convention entre l'Etat, propriétaire de la mine qui fait partie de son domaine privé, et le concessionnaire. *Il y a aussi un cahier des charges* dont les multiples stipulations sont énumérées à l'article 2 de la loi de 1919. Un cahier des charges-type a été établi par le décret du 21 avril 1920 : il comprend, d'une part, un ensemble de dispositions qui, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, s'appliqueront obligatoirement à toutes les concessions et, d'autre part, des

(3) *Revue politique et parlementaire* de Juin 1912, « Les concessions de mines ».

dispositions facultatives particulières à chaque concession. Ce cahier des charges est le rouage essentiel de la concession.

En second lieu, le concessionnaire n'a plus un droit de propriété, mais *un droit réel immobilier et susceptible d'hypothèques* (art. 1^{er}, alinéa 4).

En troisième lieu, *la concession perd son caractère de perpétuité et devient temporaire* : 99 ans pour les gisements de houille et de lignite ; 50 ans au minimum et 99 ans au maximum pour les autres gisements. La loi de 1919 permet cependant d'aboutir pratiquement au résultat de la perpétuité par l'effet des prolongations, puisqu'aux termes de l'article 2, paragraphe 2, le renouvellement est possible, et l'Etat est tenu dans les 25 ans qui précèdent l'expiration de la concession de faire connaître son intention d'exercer son droit de reprise. C'est pourquoi, au début de la vingt-sixième année, le concessionnaire doit adresser au ministre une demande en vue de savoir s'il a l'intention d'user de ce droit. A défaut de réponse dans le délai d'un an, la concession se trouve prorogée pour 25 ans par tacite reconduction.

A l'expiration de la concession, la mine revient à l'Etat, ce qui suppose bien qu'avant d'avoir été concédée, elle lui appartenait. Un régime transitoire éventuel est prévu dans le cahier des charges, pour éviter que l'approche du terme de la concession n'entrave l'exploitation.

En quatrième lieu, si la concession est toujours donnée gratuitement, *l'Etat participe aux bénéfices* et se réserve une part dans les superbénéfices qui seront réalisés par le concessionnaire, dont il devient en quelque sorte l'associé.

De plus, la loi de 1919 et les articles 16, 18 et 27 du cahier des charges-type annexé au décret du 21 avril 1920 instituent *la participation du personnel aux bénéfices*.

En effet, sur les sommes versées par le concessionnaire à l'Etat à titre de superbénéfices, 25 % iront aux ouvriers mineurs, soit par versement à leur caisse de retraites, soit par répartition individuelle et immédiate entre les intéressés. Ce sont là de lourdes charges impo-

sées au concessionnaire. La fixation des salaires minima est réglementée par l'article 29 dudit cahier des charges, le bordereau de salaires minima ne devant s'appliquer qu'aux ouvriers de la mine et de ses dépendances.

Ajoutons qu'aux termes de l'article 5 de la loi de 1919, « l'exploitation des mines est considérée comme un acte de commerce ; cette disposition s'applique aux sociétés civiles existantes, sans qu'il y ait lieu pour cela de modifier leurs statuts ». Cet article 5 s'applique donc aux concessions de 1810.

Enfin, la loi de 1919 a créé un « *comité consultatif des mines* » composé de représentants de l'Administration des mines, de membres du Conseil d'Etat, des administrations publiques intéressées et du Parlement, ainsi que de représentants des exploitants et des ouvriers mineurs. Deux décrets récents, celui du 26 août 1936 et celui du 8 avril 1938 ont modifié la composition de ce comité qui est appelé à statuer sur toutes les questions intéressant l'industrie minière, et doit obligatoirement donner son avis tant sur les cahiers des charges-types des concessions que sur toutes les modifications proposées à ces cahiers.

Tel est le régime de la concession soumise à la loi de 1919. Ajoutons que, dans le cas où l'exploitation des mines est faite par l'Etat, soit en régie directe, soit en régie intéressée, il n'y a pas de concession, l'Etat n'ayant pas besoin qu'on lui concède un bien qui fait partie de son domaine privé.

§ 3. — LE RÉGIME DU PERMIS D'EXPLOITATION DE 1927

Le permis d'exploitation, innovation de la loi du 28 juin 1927, peut être accordé pour toutes les substances susceptibles de faire l'objet de concessions, à l'exception des mines de sel pour lesquelles l'attribution de ce permis n'est pas possible.

Une concession de mines est une affaire très importante, puisqu'elle investit le concessionnaire pour 99 ans, et qu'elle l'investissait à perpétuité avant la loi de 1919.

Aussi la loi de 1927 a-t-elle prévu une situation plus modeste qui s'applique à des gîtes de dimension moyenne et allège les charges financières de l'exploitant, tout en prévoyant la participation de l'Etat aux bénéfices. En outre, cette loi devait porter remède à l'abandon d'un grand nombre de mines.

Le permis d'exploitation n'est pas le prélude nécessaire de la concession, le Gouvernement pouvant accorder une concession sans être obligé de donner préalablement ce permis.

Sous le nom de permis d'exploitation, M. ONDEDIEU (4) distingue deux institutions se succédant normalement dans le temps : « *le permis ordinaire* » et « *le permis spécial* ».

« Le permis ordinaire » est un acte d'autorité par lequel le Gouvernement autorise une personne à exploiter un gisement minier sans contrat et sans cahier des charges. Ce permis est doublé du « permis spécial » qui, comme la concession de mines de 1919, est un véritable contrat et comporte un cahier des charges (art. 4 al. 2 de la loi du 28 juin 1927) avec deux sortes de clauses : les unes imposées par voie d'autorité, telles que celles relatives à la nature du gîte, à l'obtention et au retrait du permis ou à la participation de l'Etat aux bénéfices éventuels ; les autres contractuelles et particulières à chaque permis, telles que les clauses relatives au capital social de la société permissionnaire ou à la durée du permis.

« Le permis ordinaire » est délivré pour une période de trois ans et n'est renouvelable que deux fois pour la même durée : on aboutit ainsi à une durée de 9 ans. Il est accordé par décret, sur le rapport du ministre des Travaux publics, le conseil général des mines entendu (art. 1^{er} de la loi de 1927). Les formalités sont donc beaucoup plus simples que pour obtenir une concession, puisque l'avis du Conseil d'Etat n'est pas requis. De même, pour chacune des deux prolongations de trois ans, l'article 4 de la loi n'exige qu'un simple arrêté du ministre des Travaux publics.

(4) Ondedieu, *Le permis d'exploitation des mines*. Thèse, Caen, 1932.

Quant au « permis spécial », il est temporaire et ne peut être accordé que pour une période ne dépassant pas 25 ans ; il faut, en ce cas, comme pour la concession, un décret délibéré en Conseil d'Etat, ce qui le fait ressembler à une petite concession de courte durée.

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Société Union Minière et commerciale » (Lebon, 22 décembre 1933, p. 1230) a jugé que « le Chef de l'Etat dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour l'octroi du permis d'exploitation prévu par la loi du 28 juin 1927 ». C'est donc l'Administration qui choisit le titulaire, sauf lorsqu'il s'agit du pétrole.

Par ailleurs, le droit résultant du permis d'exploitation est un droit réel, immobilier, temporaire, indivisible, mais — et c'est là une particularité à signaler — non susceptible d'hypothèque (art. 3 de la loi de 1927).

Enfin, le permis d'exploitation confère à son titulaire le droit exclusif de procéder à des travaux d'exploitation dans la zone déterminée par le décret, ainsi que celui de disposer des substances extraites, à charge de payer une indemnité au propriétaire et des redevances à l'Etat. Mais, en cas de non exploitation pendant six mois, l'Administration peut retirer ce permis par simple arrêté ministériel (art. 5 de la loi de 1927).

Ajoutons qu'une loi du 9 février 1930 permet la transformation d'une concession soumise à la loi de 1919 en permis d'exploitation, et l'octroi du permis sollicité entraîne de plein droit l'annulation de la concession.

Tel est le régime intermédiaire entre la situation d'explorateur et celle de concessionnaire.

Connaissant les modalités des concessions de mines de 1810, celles de 1919 et celles du permis d'exploitation, nous allons envisager dans le Chapitre II les différents rapports du mineur, concessionnaire ou titulaire d'un permis d'exploitation, avec l'Administration.

CHAPITRE II

LES RAPPORTS DU MINEUR AVEC L'ADMINISTRATION

Nous étudierons successivement :

dans une Section I, les relations du mineur et de l'Administration en ce qui concerne « l'obtention et les modifications des concessions minières » ;

dans une Section II, « Le Contentieux des redevances minières », le mineur devant supporter sa quote-part, et notamment payer des redevances ;

dans une Section III, « Le Contentieux de la police administrative des Mines », le droit d'intervention de l'Administration dans l'exploitation des mines étant fondé sur le fait qu'elle est chargée de pourvoir aux intérêts généraux, et ce droit se justifiant aussi par l'importance qu'ont en général les gisements miniers.

SECTION I

L'obtention et les modifications des concessions minières

§ 1. — L'OBTENTION DES CONCESSIONS DE MINES

a) Toute personne qui désire obtenir une concession doit accomplir un certain nombre de formalités, et notamment présenter une demande à la Préfecture du département de son domicile. Conformément au décret du 31 août 1920, cette demande doit indiquer la nature de la substance sur laquelle portera la concession, les limites précises du périmètre sollicité, ainsi que les communes dont il affecte le territoire ; elle peut indiquer aussi, à titre provisoire, la redevance tréfoncière due

aux propriétaires superficiaires et l'indemnité d'inventeur due à ceux qui ont découvert la mine.

A la demande sont jointes diverses pièces annexes, telles qu'un plan au dix-millième du périmètre, un exposé des travaux de recherches accomplis, le plan des travaux à effectuer, et, selon l'article 14 de la loi de 1810, « la justification des moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui seront imposées par l'acte de concession ». S'il s'agit de concessions soumises à la loi de 1919, un cahier des charges signé par le demandeur et conforme au cahier des charges-type doit également être annexé.

L'instruction de la demande est faite par l'Administration à la Préfecture où elle est enregistrée, et vérifiée par l'Ingénieur en chef des Mines.

Si cette demande est recevable en la forme, l'enquête, qui dure deux mois, doit commencer tout de suite.

Elle débute par « l'avis au public » donné au moyen d'affiches apposées tant aux chefs-lieux du département et de l'arrondissement que dans toutes les communes intéressées, et par la publication au *Journal Officiel* et dans les journaux du département.

Le Conseil d'Etat a jugé, dans son arrêt « *Sieurs Bridoux et Neuburger* » (Lebon, 2 juillet 1924, p. 633) que « la publicité organisée par la loi du 21 avril 1810 vis-à-vis des propriétaires de la surface et des inventeurs consiste en un système de publication collective ; il n'y a pas besoin de procéder à leur égard à des notifications individuelles. D'autre part, l'article 23 de la loi de 1810, modifié en 1880, portant que les affiches seront insérées dans les journaux du département ne peut être entendu dans ce sens que l'insertion serait à faire dans tous les journaux locaux ; l'insertion dans un seul journal constitue une publicité suffisante ».

C'est au cours de l'enquête qu'aux termes de l'article 26 de la loi de 1810, modifié par la loi du 27 juillet 1880, « les oppositions et demandes en concurrence seront admises devant le préfet jusqu'au dernier jour du second mois à compter de la date de l'affiche. Elles seront notifiées, par actes extra-judiciaires, à la Préfecture du département où

elles seront enregistrées sur le registre indiqué à l'article 22. Elles seront également notifiées aux parties intéressées, et le registre sera ouvert à tous ceux qui en demandent communication ».

Dans les deux mois de l'enquête, les oppositions et les demandes en concurrence sont transmises au ministre des Travaux publics, et dans les six mois suivants, au Conseil d'Etat.

L'enquête une fois terminée, le dossier est envoyé par le préfet aux ingénieurs des mines (pour les mines de sel, le préfet doit provoquer l'avis du directeur des Contributions directes) puis au Conseil général des mines, et de là, au Conseil d'Etat.

L'examen par le Conseil d'Etat et l'autorisation du Chef de l'Etat ne sont pas de trop dans l'octroi d'une mine, parce que, tant pour les particuliers que pour le public, des intérêts considérables sont en jeu. Autrefois, le Conseil d'Etat n'était saisi qu'au cas où le ministre approuvait la demande de concession. Dans le cas contraire, ce dernier prenait seul la responsabilité du rejet définitif. Comme il convenait de ne pas laisser le ministre assumer une telle responsabilité dans une question aussi importante, le Conseil d'Etat a mis fin à cette procédure irrégulière par les trois arrêts suivants :

Premier arrêt, « Astier » (Lebon, 24 mai 1872, p. 34) : « Aux termes de l'article 28 de la loi de 1810, il est statué définitivement sur les demandes de concession de mines par un décret rendu en Conseil d'Etat ; il suit de là que c'est à la même autorité, se prononçant dans les mêmes formes, qu'il appartient d'accorder ou de refuser une concession après avoir apprécié toutes les circonstances de l'affaire ; et notamment le Ministre des Travaux publics excède ses pouvoirs en repoussant une demande en concession d'un gîte de phosphate de chaux par le motif que les phosphates n'étaient pas compris dans l'énumération, faite par l'article 2 de la loi de 1810, des substances concessionnables ».

Deuxième arrêt, « *Héritiers Zegut* » (Lebon, 10 mars 1876, p. 248) : « Le Ministre des Travaux publics excède ses pouvoirs lorsqu'il rejette une demande en concession d'une mine de fer hydroxydé-oolithique ; il ne peut être statué sur cette demande pour l'accorder ou la rejeter que par un décret en Conseil d'Etat ».

Troisième arrêt, « *Merijot et autres* » (Lebon, 23 mars 1877, p. 318) : « Le Ministre des Travaux Publics ne peut prendre sur lui, sans commettre un excès de pouvoir, de rejeter une demande de concession des mines. Seul, il appartient au Gouvernement de statuer sur ces demandes, le Conseil d'Etat étant entendu ».

Le Conseil d'Etat est donc, depuis ces arrêts, toujours saisi des projets de décret tendant soit au refus, soit à l'octroi de la concession.

Jusqu'à la promulgation du décret, toute opposition est recevable devant le ministre des Travaux publics ou le Conseil d'Etat. Ce sont des oppositions tardives, qui doivent être introduites dans les mêmes formes que les oppositions faites au cours de l'enquête.

Le Conseil d'Etat a admis par le décret au contentieux « *Société de la Hestre c/ Société de Marimont et autres* » (Lebon, 21 février 1814, p. 512) que les propriétaires d'une mine qui n'ont pas été entendus lors de la délimitation d'une concession faite à des tiers, peuvent former opposition au décret de concession obtenu par ces derniers, s'il change les limites et porte ainsi atteinte à leurs droits de propriété.

Par ailleurs, dans l'arrêt « *Dame Guérin c/ Cie des Mines de Camerata* » (Lebon, 2 avril 1886, p. 296) le Conseil d'Etat a déclaré que « le recours pour excès de pouvoir formé contre le décret de concession de mines faite au concurrent des requérants n'est pas fondé ; en effet, d'une part l'opposition de ceux-ci a été soumise au Conseil d'Etat qui l'a visé dans le décret — la demande en concurrence pour la même concession avait été rejetée du fait de la concession au profit de la Compagnie de Camerata avec stipulation d'une indemnité d'invention de 20.000 ».

francs à payer par la Compagnie de Camerata à la Dame Guérin — et, d'autre part, la nouvelle opposition formée par les requérants fait double emploi avec la première, la demande en concession des mines de fer portant sur le périmètre sollicité par la Compagnie de Camerata et en outre sur un périmètre supplémentaire ».

Enfin, dans l'arrêt « *Société des Grands Charbonnages du Centre* » (Lebon, 29 avril 1887, p. 348) le Conseil d'Etat a décidé que « les réclamations d'ouvriers mineurs et les observations des propriétaires de la superficie tendant à obtenir des stipulations avantageuses dans le décret de concession ne peuvent être considérées comme des oppositions à la demande de concession de mines de houille formée par la Société des Grands Charbonnages du Centre, au sens des articles 26 et 28 de la loi du 21 avril 1810. Par conséquent, le décret rejetant la demande de concession ne peut être entaché d'excès de pouvoir à raison de ce que ces réclamations n'ont pas été signifiées à la société requérante ».

Ajoutons que, d'après l'ordonnance portant règlement d'administration publique du 7 mars 1841, ordonnance complétant la loi du 17 juin 1840 relative aux mines de sel, les oppositions tardives doivent toujours être présentées au ministre des Travaux publics, au lieu de pouvoir être introduites au Conseil d'Etat par le ministère d'un avocat.

Mais s'il s'agit d'oppositions soulevées sur la propriété de la mine (art. 28 § 3 de la loi de 1810) les parties sont renvoyées devant les tribunaux judiciaires où elles porteront directement leur revendication sans attendre le renvoi du ministre.

b) Le décret de concession est rendu dans les douze mois de la clôture de l'enquête, ou dans les dix-huit mois, en cas d'opposition formulée. L'Administration a un pouvoir discrétionnaire pour accorder la concession, sauf le cas de permis de recherches exclusif pour les gisements pétrolifères. Sans doute, le Gouvernement

n'est pas tenu de se conformer à l'avis du Conseil d'Etat dans le décret qu'il est appelé à rendre, mais il est exceptionnel qu'il ne s'y conforme pas.

Il peut arriver que deux substances concessibles coexistent dans le même gisement géologique, comme c'est le cas pour certains minéraux associés (filons de galène et de pyrites de cuivre) ou bien que deux substances soient juxtaposées (houille et minerai de fer). Dans ces deux cas, s'il n'existe qu'une concession, la concession de l'une des substances entraîne celle de l'autre, et l'acte de concession en fait mention. Mais il faut qu'à la connexité s'ajoute le caractère secondaire de la substance connexe.

L'acte par lequel le Chef du pouvoir exécutif institue une concession de mine est un acte administratif qui ne peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction, puisque le demandeur évincé ne pourra jamais invoquer un droit lésé ; de même, aucun recours à titre gracieux n'est possible contre le décret qui octroie une concession.

Cependant, en cas de refus ou d'oppositions, le recours pour excès de pouvoir est possible dans les deux mois de la décision contestée, comme cela résulte de l'arrêt du Conseil d'Etat « *Sieur Pongy* » (Lebon, 11 juin 1920, p. 577). « Un décret portant concession de mines a été publié au *Journal Officiel* le 31 décembre 1912 ; le recours contre ce décret n'est pas recevable, la requête n'ayant été enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat que le 23 juillet 1914, après l'expiration du délai de deux mois imparti par la loi du 13 avril 1900 ».

Toute personne intéressée — propriétaire du sol, inventeurs, concessionnaires voisins, demandeurs en concurrence peut intenter le recours pour excès de pouvoir contre le décret de concession, en cas d'incompétence, de vice de forme, de détournement de pouvoir ou de violation de la loi.

Il y a incompétence toutes les fois qu'un fonctionnaire instrumente en dehors des limites territoriales de

ses attributions ou quand il permet l'exploitation d'une mine sans l'intervention du Chef de l'Etat.

Le vice de forme peut se présenter au cours de l'enquête ou au cours de l'instruction. C'est ainsi que l'acte de concession serait nul si l'on avait omis l'avis du Conseil général des mines ou les publications.

En effet, dans l'ordonnance au contentieux « *Liotard c/ Ferry-Lacombe* » (Lebon, 13 mai 1818, p. 351, tome II) le décret de concession fut annulé, sur le recours d'un demandeur en concurrence évincé, pour toute la partie des mines concédées sur la commune de Mimet, parce que les affiches et publications n'y avaient pas été faites. Il fallut une ordonnance ultérieure pour englober cette commune dans la concession.

D'autre part, dans l'arrêt « *Chambre syndicale des sels gemmes et ignigènes* » (Lebon, 16 juillet 1920, p. 724) le Conseil d'Etat a été saisi d'un projet tendant à l'institution de la concession de Méréville en faveur de la Société des salines de Pont-Saint-Vincent ; puis, postérieurement à sa délibération, ladite société s'est désistée de sa demande de concession au profit de l'Administration des Domaines, et le ministre des Finances a demandé et obtenu la concession au nom de ladite Administration, sans que le Conseil d'Etat ait été appelé à délibérer sur ce nouveau projet. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat a jugé que le requérant est fondé à soutenir que le décret portant concession des mines de Méréville à l'Administration des Domaines, représentée par le ministre des Finances, est intervenu sur une procédure irrégulière et doit être annulé.

Pour le détournement de pouvoir, il suffit de rappeler qu'avant la loi de 1919, le principe de la gratuité était constamment violé par les divers engagements, pris à titre « d'offres de concours », de verser des sommes en capital pour l'exécution de travaux publics, ou en faveur de bureaux municipaux, d'assistance publique ou d'hôpitaux. Ces divers engagements n'étaient ni bénévoles, ni spontanés, mais imposés aux intéressés, qui étaient

contraints d'y souscrire sous peine de ne pas obtenir la concession (1).

Quant à la violation de la loi, elle n'exige plus la violation d'un droit acquis, *depuis l'arrêt « Alcindor » du Conseil d'Etat (Lebon, 1^{er} juin 1906, p. 515).*

Le Gouvernement est tenu à certaines restrictions pour l'institution des concessions de mines de sel ou de sources d'eau salée : ces restrictions sont relatives à la consistance du gisement et à l'étendue que doit avoir la concession. Il faut, en effet, conformément à l'article 5 de la loi du 17 juin 1840 sur le sel, que le gisement puisse assurer l'extraction et la fabrication d'au moins 500 tonnes par an. En ce qui concerne l'étendue des concessions de sel, l'article 4 de la loi de 1840 la fixe à 2.000 hectares pour les mines de sel, et à 100 hectares pour les sources ou puits d'eau salée.

Un arrêt du Conseil d'Etat « Corporation des Ports Prenants de Salies-de-Béarn » (Lebon, 26 mai 1933, p. 577) a jugé que, « si l'exploitation des sources d'eau salée en vue d'un usage thérapeutique ne peut avoir lieu qu'après une autorisation du Ministre de la Santé publique, cette autorisation ne peut intervenir sans qu'au préalable la propriété du gisement de sel dont dépend la source ou le puits salé ait été déterminée par un décret de concession, les sources d'eau salée ne faisant pas partie du fonds sur lequel elles jaillissent ou dans lequel les puits ont été forés ». En conséquence, l'arrêté autorisant l'exploitation et la vente d'eau minérale d'une source qui n'a pas été concédée avant cet arrêté est entaché d'excès de pouvoir.

L'autorité administrative est seule compétente *pour interpréter les actes de concession* : cette interprétation est faite en Conseil d'Etat par la voie contentieuse. C'est principalement à propos de la délimitation des concessions que l'interprétation est nécessaire et a été le plus souvent donnée. Les décisions rendues, soit sur renvoi des tribu-

(1) Voir *infra*, p. 121, l'arrêt du Conseil d'Etat « Société des mines de Lens », qui annule un arrêté préfectoral pour détournement de pouvoir.

naux judiciaires, soit à la suite d'instances administratives, sont nombreuses. Nous en citerons seulement deux :

1° *L'arrêt « Compagnie des Mines de Villefort et Vialas c/ Société des Mines de la Grand'Combe »* (Lebon, 28 mars 1879, p. 271). Le Conseil d'Etat, par son interprétation, décide que « la concession des Mines de houille de l'Affenadou appartenant à la Compagnie de Grand'Combe a pour limite le château de Portes qui domine toute la région environnante, et non pas le village de ce nom, situé dans un pli de terrain ».

2° *L'arrêt « Sieur et Dame Jumel de Noireterre c/ Compagnie des Mines de Mokta-el-Hadid »* (Lebon, 30 janvier 1880, p. 114). Le Conseil d'Etat a décidé, par interprétation réclamée par l'autorité judiciaire, que « la concession portait aussi bien sur les gisements de fer exploitables à ciel ouvert que sur ceux exploitables par travaux souterrains ».

Telles sont les différentes questions posées par l'obtention des concessions minières.

§ 2. — LES MODIFICATIONS DES CONCESSIONS DES MINES

La mine et ses accessoires étant des immeubles, les règles de droit commun édictées par le Code Civil pour les immeubles sont applicables aux contrats relatifs aux mines, sauf trois exceptions où le droit minier impose des règles spéciales qu'il faut examiner tout d'abord.

1° *Aux termes de l'article 7 paragraphe 2 de la loi de 1810*, « une mine ne peut être vendue par lots ou partagée, sans une autorisation préalable du Gouvernement, donnée dans les mêmes formes que la concession ».

2° *Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 23 octobre 1852*, « Défense est faite à tout concessionnaire de mines, de quelque nature qu'elles soient, de réunir sa ou ses concessions à d'autres concessions de même nature, par association ou acquisition, ou de toute autre manière, sans l'autorisation du Gouvernement ».

3° D'après l'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911, toute mutation entre vifs de propriété minière, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peut plus être effectuée sans une autorisation donnée par décret rendu sur un avis conforme du Conseil d'Etat. Ainsi le concessionnaire de mines, tout comme le titulaire d'un permis d'exploitation, ne peut céder son droit sans autorisation.

Il s'agit là de règles d'ordre public entraînant la nullité de toute clause contraire, et dont la sanction consiste dans le retrait de la concession (art. 2 du décret de 1852) et dans la déchéance du concessionnaire (art. 138 de la loi de 1911).

Etudions plus en détail chacune de ces exceptions :

a) Le concessionnaire ne peut selon l'article 7, paragraphe 2 de la loi de 1810, ni diviser, ni réduire son périmètre, ni partager sa concession sans une autorisation préalable du Gouvernement : c'est qu'en effet, une exploitation importante peut être rémunératrice et, une fois morcelée, ne plus rien valoir. Aussi cette autorisation est-elle donnée dans les mêmes formes que l'octroi d'une concession.

b) De plus, le décret du 23 octobre 1852 interdit à un concessionnaire de réunir plusieurs concessions sans l'autorisation du Gouvernement, afin d'éviter l'accaparement des mines qui alimentent une région.

Il y a réunion lorsqu'une même personne, dans un but purement économique, réunit entre ses mains, comme concessionnaire, amodiatiaire ou à tout autre titre, le droit d'exploiter plusieurs concessions de même nature, quelle que soit leur situation ou la distance qui les sépare.

Le décret de 1852 ne disant pas que l'autorisation doit être préalable et rendue dans les mêmes formes que l'attribution de la concession, il faut en déduire qu'elle peut intervenir sans l'enquête de deux mois et sans l'avis du Conseil d'Etat. Mais, en pratique, l'Administration instruit les demandes de réunion comme les autres modi-

fications de concession. Chacune des concessions réunies conserve son entité juridique et reste soumise individuellement aux obligations incombant à toute concession, notamment à celle d'exploiter.

Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt « Sieur Prax » (Lebon, 20 janvier 1893, p. 50) a jugé que « le Gouvernement n'excède pas ses pouvoirs en refusant d'autoriser la Compagnie des Salines de Dax à réunir à ses concessions celle des mines de sel gemme de Larralde appartenant au sieur Prax ».

La réunion de concessions doit être distinguée de la *fusion*.

La fusion ne peut être réalisée que s'il s'agit de mines limitrophes et de même nature, et seulement par leur propriétaire commun. Elle fait disparaître les entités juridiques distinctes que constituait chacune des concessions fusionnées, pour les remplacer par « une concession nouvelle ». D'après une pratique administrative courante, la fusion, qui n'est pas explicitement prévue par la loi du 21 avril 1810, ne peut avoir lieu que dans les formes d'une institution de concession, et dans celles également requises par l'article 7 paragraphe 2 de la loi de 1810 pour la division, la réduction du périmètre, qui n'est autre chose qu'une renonciation partielle, ou le partage d'une concession originaire en plusieurs.

Cette pratique a été confirmée par l'arrêt du Conseil d'Etat « *Compagnie des Mines de Vimy et de Fresnoy* » (Lebon, 14 juin 1912, p. 673) qui reconnaît en outre qu'« un décret qui autorise la fusion de deux concessions de mines n'est pas entaché d'excès de pouvoir dans celle de ses dispositions par laquelle il décide que, malgré la fusion, l'extraction devra être commencée dans l'une et l'autre des anciennes concessions avant l'expiration d'un délai de quinze ans. En imposant cette condition, le Gouvernement ne s'est pas immiscé dans l'exploitation de la concession nouvelle, le concessionnaire ayant liberté de conduire ses travaux à sa guise, pourvu qu'il satisfasse à l'obligation d'exploitation suffisante de l'article 49 de la loi de 1810 ».

Ajoutons, pour n'avoir plus à revenir sur ce point, que le décret qui autorise la fusion de plusieurs concessions devra fondre les redevances tréfoncières dues aux propriétaires superficiaires en une seule, sur la base de la plus forte des redevances préexistantes.

c) L'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911 interdit au mineur de céder sa mine sans une autorisation donnée par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Mais l'arrêt « *Sieur Fourez et Dame Marcusot c/ Société des houilles du Molo* » (Lebon, 17 juin 1921, p. 604) a décidé qu'« aucune disposition de loi ou de règlement, ni l'article 138, n'exige que l'acte par lequel le Chef de l'Etat autorise une mutation de propriété ou un amodiation de concession minière soit motivé ».

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt « *Société des mines de Valaury* » (Lebon, 13 juillet 1932, p. 725) a jugé aussi que « les mutations en matière de concessions minières n'ont d'existence au regard de l'Administration que du jour de l'autorisation par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Ce décret d'autorisation ne peut valider rétroactivement la mutation opérée antérieurement par les parties, et, jusqu'à la date dudit décret, il ne saurait être fait état dans les comptes que de la concession primitivement accordée. Néanmoins, le nouveau concessionnaire peut poursuivre envers la partie cédante et devant la juridiction compétente l'exécution des conventions particulières qui ont pu intervenir entre eux à l'occasion de la cession ».

Enfin, dans son arrêt « *Sieurs Abadie et Ayoub* » (Lebon, 9 déc. 1932, p. 1069) le Conseil d'Etat a jugé que le fait, pour un concessionnaire, de faire apport de la concession de mines à une Société anonyme constituée et d'être rémunéré par la remise d'actions et par le paiement en espèces d'une certaine somme, sans avoir obtenu l'autorisation exigée par l'article 138 de la loi du 13 juillet 1911, motive légalement la déchéance.

Le but de cette dernière loi a été d'éliminer les étrangers et les spéculateurs : on a voulu éviter qu'une conces-

sion ne soit amodiée ou vendue tout entière à des Compagnies étrangères.

L'amodiation, convention par laquelle le concessionnaire d'une mine, tout en la conservant, cède à l'amodiataire le droit de l'exploiter pendant un certain temps et moyennant certaines conditions, est prohibée par la loi de finances de 1911. Sans doute, les parties ont toute liberté de passer ce contrat au point de vue du droit civil, mais l'article 138 de la loi de 1911 ne permet l'amodiation qu'après approbation gouvernementale, par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat, et l'Administration a un pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser l'autorisation.

Le Conseil d'Etat a donc jugé dans son arrêt « Compagnie des Mines et agglomérés de Vescagne et Sieur Polak » (Lebon, 6 janvier 1922, p. 21) que « l'article 138 de la loi de 1911 confère au Conseil d'Etat et au Gouvernement le pouvoir d'examiner dans leur ensemble tous les actes par lesquels un concessionnaire de mine cède tout ou partie de ses droits à un tiers ; or, ce contrôle n'est efficace que si les intermédiaires successifs s'interposant entre le concessionnaire et le demandeur définitif sont eux-mêmes autorisés par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat ».

En vertu de cet article 138, il n'y a pas d'amodiation de mines possible sans autorisation gouvernementale ; cela résulte de la jurisprudence établie par deux autres arrêts du Conseil d'Etat :

Premier arrêt, « Société des houillères de Saint-Chamond et Sieur Martin » (Lebon, 1^{er} avril 1925, p. 371) : « L'amodiation partielle du lieu dit « de Paradis » a été faite sans autorisation donnée par décret en Conseil d'Etat, aussi est-ce à bon droit que le préfet a mis en demeure la société concessionnaire de reprendre à son compte les travaux sur la partie de la concession irrégulièrement amodiée, et, sur son refus, a interdit lesdits travaux. Par ailleurs, l'amodiataire n'a pas qualité pour déférer au Conseil d'Etat les décisions du préfet ».

Deuxième arrêt, « Sieur Gachet » (Lebon, 17 juin 1925, p. 582) : « Le Sieur Gachet, entrepreneur, ne peut demander l'annulation d'un arrêté préfectoral interdisant à la Société concessionnaire d'une mine l'exploitation, en un point dit « Conche », du gisement houiller, alors que l'amodiation partielle consentie par la Société et dont il se prévaut, n'a pas été autorisée, contrairement à l'article 138 de la loi du 13 juillet 1911, par décret en Conseil d'Etat ».

L'amodiataire d'une concession de mines n'est, en somme, qu'un entrepreneur de l'exploitation pour le compte du concessionnaire ; mais au regard de l'Administration, c'est le concessionnaire qui est personnellement en cause et qui conserve les responsabilités initiales, notamment en ce qui concerne les obligations de police relatives à l'exploitation, comme aussi pour ce qui touche à la sécurité et à l'hygiène. Toutefois, le concessionnaire pourra, le cas échéant, exercer son recours contre l'amodiataire.

Le Conseil d'Etat a, d'autre part, fait ressortir dans deux arrêts que l'autorisation donnée par décret pour l'amodiation d'une concession ne peut, en aucun cas, apporter une modification au droit d'exploiter la mine.

En effet, *dans l'arrêt « Sieur Bourges » (Lebon, 28 novembre 1919, p. 873)* il a jugé que « l'article 138 de la loi du 13 juillet 1911 exigeant une autorisation par décret a pour but de permettre à l'Administration de s'assurer que ni l'intérêt financier de l'Etat, ni l'intérêt national lié à l'utilisation des concessions ne sont compromis par les contrats d'amodiation ; mais ces mesures de contrôle n'apportent aucune modification au droit d'exploiter la mine, droit dont la transmission relève de l'autorité judiciaire en cas de contestation, notamment sur la capacité des parties contractantes.

Le concessionnaire ne peut donc obtenir l'annulation pour excès de pouvoir d'un décret ayant autorisé l'amodiation d'une mine à une société qui aurait été mise en liquidation antérieurement au décret, et qui, se trouvant dissoute, était par suite dans l'incapacité d'entreprendre

des travaux ou des affaires. C'est devant l'autorité judiciaire qu'il pourra faire valoir ses droits ».

Il en est de même dans l'arrêt « Dame Basse-Vitalis » (Lebon, 6 mai 1932, p. 468) où le Conseil d'Etat décide qu'« un concessionnaire primitif de mine ne peut obtenir l'annulation pour excès de pouvoir d'un décret autorisant l'acquisition des concessions par une autre personne, et la cession de ces concessions à une société autorisée à réunir ces concessions, sous le prétexte que la société est entachée de nullité et, par suite, dans l'incapacité d'entreprendre des travaux ou des affaires ; en effet, la loi du 13 juillet 1911 qui exige une autorisation par décret de toute mutation n'a pas apporté de modification au droit d'exploiter la mine, droit dont la transmission relève de l'autorité judiciaire en cas de contestation, notamment sur la capacité des parties contractantes ».

Par ailleurs, l'adjudication des concessions minières a été prononcée au profit du nouveau concessionnaire par deux jugements du tribunal civil, et au surplus, ajoute le Conseil d'Etat « l'article 138 de la loi de 1911 n'exige pas que le demandeur nouveau en concession justifie au préalable de la cession à son profit des droits appartenant au concessionnaire primitif ». (Voir encore sur ce dernier point l'arrêt précité du Conseil d'Etat « Sieur Fourez et Dame Marcusot c/ Société des houilles du Molo » (Lebon, 17 juin 1921, p. 604).

Ajoutons que la loi de 1911 exige aussi l'autorisation par décret pour un usufruit sur la mine. Sans doute, ce n'est pas un usufruit véritable, puisque l'usufruitier doit conserver la substance, ce qui est en contradiction avec le droit d'exploitation : il ne peut s'agir que d'une substitution au concessionnaire qui devra attaquer de nouvelles couches et ouvrir des galeries. En tout cas, un usufruit général est seul possible, sinon, un usufruit particulier aboutirait à une amodiation.

d) Une dernière modification des concessions peut se présenter : c'est le cas où le mineur renonce à sa concession.

Toutes les fois que le concessionnaire ne peut plus exploiter utilement, la renonciation à la concession est indispensable dans l'intérêt public. Dans les débuts de la loi de 1810, tout se passait, en cas de renonciation, comme si la mine n'avait jamais été concédée, et certains auteurs allaient jusqu'à soutenir qu'elle redevenait « *res nullius* ». Mais si cette loi n'avait pas prévu les formalités de la renonciation, une pratique administrative avait consacré la faculté pour un concessionnaire de demander et d'obtenir la renonciation dans les mêmes formes que l'institution de la concession, pourvu qu'il n'y eût aucune hypothèque ou que les créanciers en eussent donné mainlevée : la renonciation exigeait donc un décret en Conseil d'Etat, mais elle ne s'appliquait qu'aux dépendances légales de la mine, telles que les puits, galeries, etc., et non aux industries annexes.

C'est seulement le décret-loi du 30 octobre 1935, pris en exécution de la loi du 8 juin 1935, qui a réglementé cette matière. Aux termes de l'article premier de ce décret-loi, « la renonciation aux concessions de mines instituées sous le régime de la loi du 21 avril 1910 sera prononcée dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique ».

Ce règlement d'administration publique est du 6 septembre 1936.

D'après l'article premier, tout propriétaire d'une concession de mines instituée sous le régime de la loi de 1810, qui veut renoncer à la totalité ou à une partie de la concession, doit en faire la demande par lettre recommandée au ministre des Travaux publics.

D'après l'article 2, l'Administration peut demander au concessionnaire d'exécuter certains travaux préalablement à l'acceptation de la renonciation, qui est prononcée par arrêté ministériel et notifiée au concessionnaire en la forme administrative.

D'après l'article 3, si la demande en renonciation ne porte que sur une partie de la concession, il est statué sur cette demande comme en matière d'institution de concession.

Pour les concessions minières soumises à la loi de 1919, les formalités de renonciation sont fixées par l'article 13 du cahier des charges-type du 21 avril 1920. S'il s'agit d'une renonciation partielle, un décret en Conseil d'Etat est nécessaire ; s'il s'agit d'une renonciation totale, elle est acceptée par décision ministérielle après avis du Conseil général des mines.

SECTION II

Le Contentieux des redevances minières

Aux termes de l'article 33 de la loi de 1810, « les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'Etat une redevance fixe et une redevance proportionnée au produit de l'extraction ». Les concessionnaires de mines, comme les titulaires de permis d'exploitation, ont à supporter leur quote-part d'impôts, ces redevances minières frappant la mine elle-même, comme la contribution foncière frappe les immeubles. La redevance fixe est établie d'après l'étendue de la concession, et la redevance proportionnelle, d'après les résultats de l'exploitation.

L'article 4 de la loi de finances du 8 avril 1910 a apporté au régime des redevances de la loi du 21 avril 1810 de profondes modifications, et bien que les exploitations minières soient des entreprises industrielles et commerciales, elles sont demeurées en dehors du champ d'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux créé par la loi du 31 juillet 1917. Mais le décret-loi du 20 juillet 1934, ratifié par la loi du 31 décembre 1936, article 16, a supprimé la redevance proportionnelle des mines et a soumis toutes les exploitations minières, à partir du 1^{er} janvier 1935, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cependant, si la redevance proportionnelle est supprimée, c'est en tant qu'impôt d'Etat : en effet, la loi du 13 avril 1937, dite « Loi sur la redevance communale des Mines » a modifié les articles 48 et 50 du Code général des impôts directs,

et établi le régime de la redevance communale qui remplace la part de l'ancienne redevance proportionnelle due au département et aux communes.

En ce qui concerne les concessions soumises au régime de la loi du 9 septembre 1919, le concessionnaire est, en outre, redevable envers l'Etat d'une part dans le superbénéfice qui sera réalisé. Il en est de même pour le titulaire d'un permis d'exploitation.

La redevance des mines est une des questions sur lesquelles le Conseil d'Etat a été appelé à se prononcer le plus souvent ; c'est notamment en matière de redevances proportionnelles que les arrêts sont le plus nombreux ; mais ils n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt relatif et rétrospectif, par suite de la suppression de ces redevances.

Laissant de côté les impôts ordinaires et taxes qui frappent aussi les entreprises minières — impôt foncier, impôt sur le revenu des valeurs mobilières, taxe d'apprentissage, impôt sur le chiffre d'affaires, impôt sur le sel frappant les concessions tant de mines de sel que de sources ou puits d'eau salée, droits d'octroi sur les matériaux utilisés pour l'exploitation — nous examinerons successivement :

dans un premier paragraphe, la redevance fixe des mines ;

dans un deuxième paragraphe, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la redevance communale des mines ;

dans un troisième paragraphe, la participation de l'Etat au superbénéfice.

§ 1. — LA REDEVANCE FIXE DES MINES

a) L'acte de concession est générateur de la redevance fixe. Celle-ci porte sur l'ensemble des terrains compris dans le périmètre accordé, varie selon la surface concédée, et frappe la propriété, mais non l'exploitation de la mine ; elle est due tant que subsiste la concession.

D'après l'article 34 de la loi de 1810, la redevance

fixe était annuelle, payable à partir du mois dans lequel la concession a été instituée, et arrêtée à 10 francs par kilomètre carré, soit 0 fr. 10 par hectare. Mais son taux a été élevé en principal de 0 fr. 10 à 0 fr. 50 par la loi de finances du 8 avril 1910. Cette redevance devait, par ailleurs, se trouver réduite à 0 fr. 15 par hectare « pour les concessions de mines de combustibles dont le périmètre n'était pas supérieur à 300 hectares et le revenu net à 1.500 francs ». En outre, la même loi de 1910 avait exempté les concessions du paiement de la redevance fixe pendant les trois premières années qui suivent la concession.

Une autre loi de finances, celle du 30 décembre 1916, a porté le taux de la redevance fixe à 1 franc par hectare pour les concessions exploitées, et 5 francs pour les concessions non exploitées depuis plus de dix ans. Elle n'était toujours due qu'à partir de la troisième année de la concession, et son taux était réduit à 0 fr. 30 par hectare pour les mines de combustible de faible importance, dont le revenu était de 1.500 francs-papier : il ne s'agissait plus, en effet, comme en 1910, de francs-or.

L'article 7 de la loi de finances du 30 décembre 1916, qui a porté à 5 francs par hectare le taux de la redevance fixe pour les mines inexploitées depuis dix ans, est entré en vigueur dès le 1^{er} janvier 1917. Aussi le *Conseil d'Etat* a-t-il jugé, dans son arrêt « *Ministre des Finances c/ Sieur Gervais* » (Lebon, 27 juin 1924, p. 618) qu'une mine inexploitée à cette date est passible de la redevance de 5 francs par hectare pour l'année 1917, bien que l'exploitation n'ait été reprise qu'en août 1917 : « l'exploitation subséquente n'a aucun effet sur le taux de la redevance fixe pour cette onzième année, qui est déterminé d'après l'état de la concession au 1^{er} janvier de l'imposition ».

D'autre part, le Conseil d'Etat a décidé que « la guerre, cas de force majeure, interrompt le délai dix ans, lorsqu'elle est la cause de l'inexploitation des concessions minières » : c'est ce qui résulte des arrêts « *Ministre des Finances c/ Société des Aciéries de France* » (Lebon,

19 avril 1929, p. 398) et « *Société Alsacienne d'exploitation minière* » (Lebon, 1^{er} juillet 1932, p. 659).

Dans l'arrêt de 1932, la Société a été reconnue fondée à soutenir que le délai de dix ans n'a commencé à courir qu'à la cessation des hostilités, et que c'est à tort que le tribunal d'Alsace-Lorraine l'a imposée au taux de 5 francs par hectare pour l'année 1927.

Et dans son arrêt « *Compagnie des Mines de la Grand'Combe* » (Lebon, 10 février 1933, p. 187) alors que la Compagnie n'avait fait procéder, en 1926, qu'à une seule opération de sondage, ce qui ne pouvait être assimilé à des travaux d'exploitation, et ne pouvait avoir pour effet de modifier la situation de la mine inexploitée depuis 1876, le Conseil d'Etat a jugé que « c'est à bon droit que le Conseil de préfecture a refusé de réduire la redevance fixe portée à 5 francs par hectare de terrain compris dans l'étendue de la concession en vertu de l'article 7 de la loi du 30 décembre 1916 ».

Pour le permis d'exploitation institué par la loi de 1927, la redevance fixe était de 1 franc par hectare de terrain compris dans le périmètre ; seulement, elle était due dès l'institution du permis et non à partir de la troisième année, comme cela existait pour la concession.

b) La redevance fixe des mines est due tant que subsiste l'acte de concession en vertu duquel l'exploitation est possible, alors même que la mine serait abandonnée, et jusqu'à ce que la renonciation à la concession ait été acceptée par l'Administration.

C'est ainsi que, selon l'ordonnance au contentieux « *Mines de Meyrueis* » (Lebon, 8 janvier 1817, p. 160, Tome II) la renonciation simplement demandée par le concessionnaire ne suffit pas pour le décharger du paiement de la redevance fixe ; et il en est de même de la cessation des travaux dans la mine, ainsi que cela résulte du décret au contentieux « *Giraud* » (Lebon, 15 juillet 1853, p. 701) et de l'arrêt du Conseil d'Etat « *Berthou-nieu* » (Lebon, 6 février 1874, p. 140).

Le Conseil d'Etat a jugé également dans l'arrêt

« Dufilhol » (Lebon, 28 mai 1935, p. 611) que « la redevance fixe est due tant que la renonciation à la concession n'a pas été autorisée, sans qu'il puisse être tenu compte du retard apporté par l'Administration à l'instruction de la demande en renonciation ».

En outre, la redevance fixe reste due même pour une mine improductive, comme le Conseil d'Etat l'a décidé dans l'arrêt « Pignaul » (Lebon, 10 novembre 1909, p. 851) et aucune réduction sur la redevance fixe n'est possible pour la non-productivité de la mine : c'est ce qui résulte d'un autre arrêt « Pignaul » (Lebon, 24 juillet 1914, p. 929).

Enfin, l'arrêt du Conseil d'Etat « Société anonyme des Mines de Saint-Sébastien d'Aigrefeuille » (Lebon, 8 déc. 1922, p. 919) a jugé que « le décret du 23 octobre 1852 qui interdit à un concessionnaire de mine de réunir sa mine à une autre sans autorisation ne s'applique que s'il s'agit de mines de même nature ; par suite, un exploitant de mines de plomb et de zinc qui a acquis une concession de mines de pyrites de fer est imposé à la redevance des mines pour cette dernière concession, malgré l'absence d'autorisation de la cession ».

Le régime actuel des redevances fixes est réglé par le décret-loi du 20 juillet 1934, qui en a arrêté les tarifs comme suit :

Pour les concessions ordinaires, le taux de la redevance fixe est de 1 fr. 30 par hectare de terrain compris dans le périmètre, et de 6 fr. 50 par hectare pour les concessions inexploitées depuis dix ans.

Pour le permis d'exploitation, le taux est de 1 fr. 30 par hectare.

En outre, sont exemptées de la redevance fixe les concessions de mines de combustibles dont le périmètre n'est pas supérieur à 300 hectares, et le revenu net à 1.500 francs.

Ajoutons que la perception de la redevance sur les mines a lieu comme en matière de contributions directes, les règles relatives aux délais de réclamation en matière de contributions directes étant applicables, et les réclama-

tions pouvant être poursuivies par voie contentieuse devant le Conseil de préfecture. *Le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Sieur Bladier »* (Lebon, 17 juin 1932, p. 605) a jugé que « l'arrêté de mise en demeure du préfet d'acquitter les redevances fixes dues à raison d'une concession de mines, est le premier acte de procédure de la déchéance. Le recours contre ledit arrêté est un recours de pleine juridiction exigeant le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat ; le Sieur Bladier n'est donc pas recevable à attaquer par la voie du recours pour excès de pouvoir ledit arrêté du préfet ».

§ 2. — L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS
ET COMMERCIAUX ET LA REDEVANCE COMMUNALE DES MINES

a) *Aux termes de l'article premier du Code général des impôts directs, modifié et complété par le décret-loi du 20 juillet 1934*, « il est établi un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles, artisanales. Le même impôt est applicable aux bénéfices réalisés par les concessionnaires de mines, par les amodiataires et sous-amodiataires de concessions minières, par les titulaires de permis d'exploitation de mines et par les explorateurs de mines de pétrole et de gaz combustibles, qui cessent d'être soumis aux redevances proportionnelles réglées par l'article 4 de la loi du 8 avril 1910, par l'article 2 de la loi du 28 juin 1927 et par l'article 3 de la loi du 16 décembre 1922 ».

La loi du 21 avril 1810 avait stipulé dans son article 37 que la redevance proportionnelle serait imposée et perçue comme la contribution foncière. Son taux était de 6 % du produit net déterminé par évaluation administrative, ce produit net étant constitué par la différence entre le produit brut et les dépenses annuelles. Autrement dit, pour évaluer le produit net, il fallait déduire du produit brut, c'est-à-dire de la valeur prise sur le carreau de la mine des substances extraites, toutes les dépenses d'exploitation et de fonctionnement de l'entreprise, compte non tenu des industries annexes.

L'article 4 de la loi des finances du 8 avril 1910 complété par le décret du 24 décembre 1910 et modifié par

l'article 3 de la loi de finances du 30 avril 1921, changea le système en distinguant dans la redevance proportionnelle deux modalités : celle où le produit net était déterminé par évaluation administrative, et celle où il l'était par évaluation forfaitaire.

L'évaluation administrative du produit net était la règle, si la mine n'était pas exploitée par une Société par actions, ou si l'objet principal de la Société était le partage en nature, entre associés, des produits de la concession, ou si la mine était manifestement l'accessoire d'une autre industrie.

Cette redevance proportionnelle par évaluation administrative ressemblait, en somme, à l'ancienne redevance proportionnelle de la loi de 1810, et le produit net administratif était toujours la différence entre le produit brut et les dépenses annuelles.

L'évaluation forfaitaire du produit net intervenait quand la concession était exploitée par une Société par actions ou par une Société analogue, ou quand l'objet principal de la Société était l'exploitation de la mine. Le produit net imposable est forfaitairement égal au total des sommes dont la distribution aux actionnaires a été décidée au cours de l'exercice précédent sous la forme de dividendes ou de répartitions. Ainsi, les Sociétés anonymes dans lesquelles les assemblées générales d'actionnaires ont été appelées à se prononcer sur la distribution d'un dividende aux associés, pouvaient revendiquer le bénéfice de l'évaluation forfaitaire de leur produit net, et le *Conseil d'Etat* a jugé dans l'arrêt « Société de l'Aude » (Lebon, 23 décembre 1935, p. 1220) que « cette Société, n'ayant tenu aucune assemblée générale d'actionnaires au cours des années 1929 et 1931, et bien que constituée sous la forme anonyme, fonctionne en fait comme une société de personnes et n'a pas droit au bénéfice du mode forfaitaire ; elle reste soumise obligatoirement au procédé d'évaluation administrative ».

Les inconvénients (2) de l'évaluation forfaitaire appa-

(2) Voir Douffiagues, *Revue politique et parlementaire*, oct. 1935, p. 86-95 : « Le nouveau régime fiscal des exploitations minières en France ».

rurent après la guerre : en effet, ce système ne tenait compte que du dividende versé aux actionnaires et laissait complètement de côté les sommes mises en réserve, ainsi que l'amortissement des travaux neufs. C'est pourquoi beaucoup de Sociétés minières par actions, au lieu de distribuer des dividendes, rémunérèrent leurs actionnaires d'une autre manière, soit par le dédoublement des actions, soit par la distribution d'actions gratuites, ce qui entraînait l'exemption de la redevance proportionnelle.

Quant au système de l'évaluation administrative, il présentait aussi des inconvénients, puisque les concessionnaires de mines pouvaient échapper à la redevance proportionnelle en investissant leurs bénéfices dans l'exécution de travaux neufs susceptibles d'être amortis dès l'année de leur exécution, et en déduisant le montant de ces travaux du produit net de l'exploitation.

Aussi, malgré la loi du 3 avril 1926 qui porta à 25 % le taux de la redevance proportionnelle — 20 % au profit de l'Etat, 2,5 % au profit du département et 2,5 % au profit des communes — le produit de celle-ci était devenu tellement minime pour l'Administration que le *décret-loi du 20 juillet 1934* supprima les redevances proportionnelles des mines et soumit toutes les exploitations minières, à partir du 1^{er} janvier 1935, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cet impôt est dû chaque année à raison des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France pendant l'année précédente. Son taux a été fixé pour 1935 à 12 % pour la part de l'Etat et à 5 % pour la part des communes.

Le bénéfice imposable (3) est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises, y compris les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation, sous déduction toutefois :

1° Du loyer des immeubles dont l'entreprise est locataire et du revenu net d'après lequel ceux dont elle est propriétaire, et qui font partie de son actif, sont soumis à l'impôt foncier.

(3) Douffiagues, *opus citatum*, p. 92.

2° Des amortissements réellement effectués par l'entreprise.

3° Des intérêts servis aux associés à raison des sommes versées par eux dans les caisses de la Société.

4° Des impôts à la charge de l'entreprise.

5° Des provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que les événements en cours rendent probables ».

Cependant les concessions de pétrole et de gaz combustibles sont affranchies de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pendant les dix années suivant celle de l'octroi de la concession, à condition que celle-ci ait été accordée avant le 1^{er} janvier 1935. Cette disposition ne fait que reprendre celle de la loi du 13 juillet 1925 qui avait décidé, dans son article 4, que « les concessions de pétrole accordées pendant une période de quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920, seraient exonérées de la redevance proportionnelle pendant les dix années suivant celle de la concession ».

Bien que diminué dans son taux, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux apporte à l'Administration cet avantage considérable que les entreprises minières ne peuvent plus soustraire à cet impôt les matières qui y sont soumises.

b) *La redevance communale des mines* est réglée par la loi du 13 avril 1937 qui, par son article premier, modifie les articles 48 et 50 du Code général des impôts directs. Aux termes du nouvel article 48 : « Il est perçu au profit des départements et des communes une redevance sur chaque tonne nette de produit concédé, extrait par les concessionnaires de mines, les amodiataires et sous-amodiataires des concessions minières, par les titulaires de permis d'exploitation de mines et par les explorateurs de mines de pétrole et de gaz combustibles ».

Le taux de la redevance communale sur le charbon est actuellement fixé par le décret du 24 mai 1938 à 1 franc par tonne nette, dont 90 centimes au profit des communes

et 10 centimes au profit des départements. C'est un décret rendu sur avis conforme du Conseil général des mines et du Conseil d'Etat, le décret du 4 septembre 1937, qui fixe le taux des redevances départementale et communale sur les substances minérales autres que la houille.

D'après le nouvel article 50 du Code général des impôts directs, « la redevance départementale est attribuée au département sur le territoire duquel se trouve la concession. Si la concession s'étend sur plusieurs départements, la redevance est répartie entre ces départements au prorata du tonnage extrait, au cours de l'année écoulée, sous chacun de leurs territoires respectifs ».

« La redevance communale est divisée en deux portions égales. Les 90 % de la première sont attribués pour chaque concession de mines ou chaque société minière aux communes sur le territoire desquelles fonctionnent les exploitations assujetties ; les 10 % restant sont répartis entre les communes intéressées au prorata de la partie du tonnage extrait au cours de l'année écoulée, sous chacun de leurs territoires respectifs. La seconde portion forme pour l'ensemble de la France un fonds commun qui est réparti chaque année entre les communes où se trouvent domiciliés les ouvriers ou employés occupés à l'exploitation des mines ou aux industries annexes, et au prorata du nombre de ces ouvriers ou employés. »

Ajoutons que l'article unique de *la loi du 21 juillet 1937* déclare applicable à compter du 1^{er} janvier 1937 la loi du 13 avril 1937 sur la redevance communale des mines ; et qu'aux termes de l'article 50 *bis* inséré par la loi du 13 avril 1937, « un règlement d'administration publique, rendu après avis du Conseil général des mines, déterminera les modalités d'application des articles 48 et 50 ci-dessus du Code général des impôts directs ».

Ce règlement d'administration publique est du 4 septembre 1937 ; dans son article premier, il définit les tonnages nets des produits extraits chaque année, et d'après lesquels seront calculées l'année suivante les redevances instituées sur les mines au profit des départements et des communes.

Dans son article 2, il prévoit la déclaration des redevables et l'établissement des impositions.

§ 3. — LA PARTICIPATION DE L'ETAT AU SUPERBÉNÉFICE

L'Etat est devenu un associé permanent et obligatoire du concessionnaire soumis au régime de la loi du 9 septembre 1919 et du titulaire d'un permis d'exploitation. Sans doute, la mine est accordée gratuitement ; cependant, au delà d'un certain niveau, l'Etat participe aux bénéfices réalisés.

Cette participation de l'Etat ne se substituant à aucune des charges antérieures, déjà lourdes par elles-mêmes, la loi de 1919 a voulu que le prélèvement fût modéré. Aussi un intérêt est-il réservé au capital investi, avant tout partage avec l'Etat ; son taux s'obtient en ajoutant 2 % au taux du revenu de la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé. L'exploitant bénéficiera donc d'un taux supérieur de 2 % à celui qu'il aurait eu s'il avait placé son capital en rente, et c'est l'excédent des bénéfices réalisés sur cet intérêt qui constitue le superbénéfice.

Le bénéfice d'une année est égal à l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses d'exploitation et les amortissements ; et la part de l'Etat dans le superbénéfice est calculée progressivement d'après l'importance du superbénéfice par rapport au capital investi dans l'entreprise. Elle est : « de 10 % sur la fraction du superbénéfice inférieure à 2 % du capital ;

de 15 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 2 et 4 % du capital ;

de 20 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 4 et 6 % du capital ;

et elle peut aller jusqu'à 75 % de la fraction du superbénéfice excédant 100 % du capital, sans que la progression continue au delà de cette proportion de 100 % ».

Le cahier des charges-type approuvé par le décret du 21 avril 1920 a réglé cette participation et organisé le contrôle financier des concessions par les Ingénieurs des

Mines, assistés d'Inspecteurs des Finances, afin d'éviter que, par des artifices de comptabilité, le concessionnaire arrive à frustrer l'Etat de sa part de bénéfices.

Il existe en outre une commission de vérification des comptes des exploitations minières, qui contrôle et arrête lesdits comptes.

Sur les sommes versées à l'Etat à titre de superbénéfice, 25 % vont aux ouvriers mineurs, soit par répartition directe entre les intéressés, soit par versement à leur caisse de retraites.

Signalons toutefois que le personnel ne participe pas aux bénéfices quand il s'agit du permis d'exploitation.

SECTION III

Le Contentieux de la police administrative des mines

Si un propriétaire ordinaire n'est jamais obligé d'exploiter, le concessionnaire de mines y est tenu d'après la loi du 27 avril 1838, à peine de déchéance, parce que la mine est une propriété subordonnée à l'intérêt général. Aussi l'Administration surveille-t-elle de près l'exploitation des mines.

Cette exploitation doit être suffisante, comme l'exige l'article 49 de la loi de 1810, modifié par le décret-loi du 24 mai 1938, pour éviter qu'une exploitation insuffisante porte atteinte à la sécurité publique ou aux besoins des consommateurs. Le nouvel article 49 donne au Gouvernement le pouvoir d'intervenir, sur le compte rendu des préfets ; mais, jusqu'alors, l'intervention s'exerçait dans un sens négatif par la mise en déchéance du concessionnaire, ce qui avait pour conséquence pratique de prolonger la durée de l'inexploitation. C'est pourquoi le décret-loi du 24 mai 1938 autorise le Gouvernement à prendre des mesures provisoires, mais d'un caractère plus positif. En effet, aux termes de cet article 49 : « Si l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, l'économie générale de la région ou du pays, les préfets, après avoir entendu les

propriétaires, en rendront compte au Ministre des Travaux publics pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

L'exploitant qui estimera nécessaire l'arrêt de tout ou partie de son exploitation devra en avertir l'Administration deux mois à l'avance. Afin d'éviter les conséquences de cette cessation brusque de l'activité de cette entreprise, le Ministre des Travaux publics pourra, au plus tard un mois avant l'expiration de ce délai, mettre en demeure l'exploitant de maintenir son entreprise en activité. A l'expiration de ce délai, le Ministre des Travaux publics, sur avis conforme du Ministre des Finances, pourra décider de la nomination d'un mandataire, administrateur provisoire de l'entreprise, chargé d'assurer pour le compte de l'exploitant le maintien provisoire de l'activité de l'exploitation pour une durée maximum de six mois. Ce mandataire sera désigné, sur l'invitation du Ministre des Travaux publics, par le Président de la Cour d'Appel, dans un délai de huit jours ».

La police administrative des mines est exercée en premier lieu par le préfet, qui, renseigné par les Ingénieurs des mines, statue au moyen d'arrêtés exécutoires sans approbation. Cependant, le Ministre des Travaux publics — et lui seul — peut réformer les arrêtés du préfet par la voie du recours hiérarchique. Si le préfet prend par arrêté toutes mesures conformes à l'intérêt général, il ne peut, sans commettre un excès de pouvoir, utiliser ce droit dans un autre but que l'intérêt général. *C'est ce qu'a jugé le Conseil d'Etat dans son arrêt « Société des Mines de Lens »* (Lebon, 15 fév. 1895, p. 154) : « l'arrêté préfectoral qui interdit à la Société des Mines de Lens d'exploiter sous le canal de Lens à la Deule, non dans un but de sécurité pour prévenir un danger dont serait menacé le canal, mais en vue d'amener ladite société à renoncer à une clause d'un contrat passé avec l'Etat, aux termes duquel celui-ci prendrait à sa charge toutes les réparations à faire au canal par suite des travaux souterrains de la mine, est entaché de détournement de pouvoir, le préfet ayant usé des pouvoirs de l'article 50 dans un autre but que celui en vue duquel ils lui ont été conférés ».

Toutefois, le *Conseil d'Etat*, dans l'arrêt « *Compagnie des Salines de Sainte-Valdrée* » (Lebon, 4 mars 1881, 4^e espèce, p. 265) a déclaré non recevable « le recours au Conseil d'Etat contre un arrêté préfectoral qui se borne à prescrire au concessionnaire d'une mine d'avoir à présenter dans un délai de trois mois un nouveau projet d'organisation de ses travaux ; cet arrêté ne constitue qu'une simple mise en demeure et ne porte pas atteinte au droit que prétend avoir le concessionnaire d'exploiter des trous de sonde ouverts à une distance de moins de 500 mètres d'une voie ferrée ».

En second lieu, le maire, s'il n'a pas le pouvoir de réglementer en matière de police des mines, a néanmoins un certain droit de surveillance, car en matière d'accidents, il a le devoir d'avertir l'administration minière. Et en cas de circonstance grave, telle qu'un éboulement, il a, conjointement avec l'ingénieur des mines, le droit de réquisitionner les outils, hommes, chevaux, etc... pour faire aboutir les travaux de sauvetage.

Quant au Ministre des Travaux publics, il ne fait pas non plus de règlements, sauf dans certains cas particuliers où des textes de lois et des règlements rendus par décret lui ont donné exceptionnellement ce pouvoir. Ainsi le *Conseil d'Etat*, dans les cinq arrêts suivants concernant les Salines de l'Est :

1° « *Société de la Neuveville devant Nancy* » (1^{re} espèce) (Lebon, 4 mars 1881, p. 263) ;

2° « *Mines de sel de Portieux* » (2^e espèce) (Lebon, 4 mars 1881, p. 264) ;

3° « *Mines de sel de Pont de Saint-Phlin* » (3^e espèce) (Lebon, 4 mars 1881, p. 265) ;

4° « *Salines de Sommerville* » (Lebon, 13 mai 1881, p. 502).

5° « *Compagnie des Salines de Sainte-Valdrée* » (Lebon, 16 juin 1882, p. 589) ;

a décidé que « le Ministre des Travaux publics excède ses pouvoirs en obligeant, par voie de mesure générale, tous les concessionnaires de salines voisines du canal de

la Marne au Rhin ou de la ligne du chemin de fer de Paris à Avricourt, à reporter le siège de leurs travaux à une distance déterminée du canal ou de la voie ferrée, et à abandonner les trous de sonde situés à une moindre distance.

Une telle disposition s'appliquant à tous les concessionnaires de salines d'un même département et modifiant les conditions d'exploitation fixées par l'ordonnance du 7 mars 1841 et les cahiers des charges, rentre dans l'exercice du pouvoir réglementaire qui, en principe, n'appartient, à défaut d'une délégation expresse, qu'au Gouvernement ».

Toutes les mesures de police que l'Administration peut prendre en vue de l'intérêt public ont leur source *dans la loi du 21 avril 1810*, Titre V, articles 47 à 50 (avec les modifications apportées aux articles 49 et 50 par le décret-loi précité du 24 mai 1938) et *dans la loi du 27 avril 1838*, articles 7 à 10.

La matière est également réglée, pour les mines de combustibles, *par les décrets des 13 août 1911, 25 septembre 1913 et 18 avril 1931*, et pour les mines autres que celles de combustibles, a) par la combinaison du décret du 3 janvier 1913 (dans celles de ses dispositions qui ont une portée législative) et du décret du 14 janvier 1909 ; b) *par les décrets des 20 janvier 1914, 18 avril 1931, et 22 septembre 1935*.

D'autre part, ces mesures de police ne visent que l'exploitation et les travaux d'exploitation exécutés ou à exécuter dans la mine et ses dépendances : en conséquence, l'Administration ne pourrait prescrire aux concessionnaires certains travaux à effectuer au jour en vue d'empêcher la survenance de dommages.

Pour faciliter cette surveillance administrative, l'article 7 de la loi du 27 avril 1838 a prescrit que tous les travaux d'exploitation seraient soumis à une direction unique et responsable.

L'article premier du décret du 14 janvier 1909 exige aussi que tout concessionnaire et tout amodiatraire fasse élection en France d'un domicile où toutes les notifications lui seront faites, et les articles 6 et 7 du même décret

prescrivent au concessionnaire de faire, un mois à l'avance, une déclaration à l'ingénieur en chef, avec pièces à l'appui, pour l'ouverture de nouveaux travaux qu'il veut exécuter.

Enfin, le concessionnaire détient un certain nombre de documents qui seront communiqués aux ingénieurs des mines, tels que le plan des travaux et le plan de surface, le registre d'avancement, le registre de contrôle journalier des ouvriers occupés.

Le principe du contrôle des exploitations minières par l'Administration étant suffisamment justifié, nous allons examiner :

dans un premier paragraphe, l'objet du contrôle administratif ;

dans un deuxième paragraphe, les sanctions du contrôle administratif.

§ 1. — L'OBJET DU CONTROLE ADMINISTRATIF

L'Administration veille à ce que le concessionnaire exploite d'une façon continue et suffisante, et qu'il ne gaspille pas le gisement, dans l'intérêt des consommateurs : l'exploitation doit donc être complète, économe et respectueuse des possibilités d'avenir. Cette surveillance de l'exploitation des mines s'exerce en vertu des pouvoirs de police que l'Administration tient de *l'article 50 de la loi de 1810, modifié par la loi du 27 juillet 1880 et tout récemment par le décret-loi du 24 mai 1938*, dont nous rappelons le texte que nous avons déjà cité en matière de recherche (4) :

« Si les travaux de recherche ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté et l'hygiène des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent les villes, villages, hameaux et établissements publics,

(4) Cf. *supra*, p. 53.

il y sera pourvu par le préfet. Des décrets détermineront, en outre, les mesures de tout ordre, réel ou personnel, destinées à sauvegarder ou améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel occupé dans les mines, ou à permettre l'exécution des recherches techniques nécessaires à ces améliorations. »

Nous allons examiner l'objet de ce contrôle administratif (5) en étudiant successivement :

A) *le bornage des mines ;*

B) *la protection de la surface ;*

C) *la protection du personnel occupé dans les mines,*
et, pour être complet, nous dirons un mot, en appendice,
de la réquisition des mines de combustibles.

A) *Le bornage des mines*

Aux termes de l'article 29 de la loi de 1810 « l'étendue de la concession sera déterminée par l'acte de concession : elle sera limitée par des points fixes, pris à la surface du sol, et passant par des plans verticaux menés de cette surface dans l'intérieur de la terre à une profondeur indéfinie ; à moins que les circonstances et les localités ne nécessitent un autre mode de limitation ».

Ainsi, toute concession de mines exige le tracé d'un périmètre, et le bornage est l'opération qui a pour but de fixer matériellement sur le sol, par des bornes bien apparentes, le périmètre de la concession.

Il n'est pas possible de rapprocher ce bornage de celui d'un champ ou d'une propriété, prévu par l'article 646 du Code Civil et qui est de la compétence du juge de paix : en effet, dans le bornage d'une concession de mines, de nombreux intérêts sont en jeu : celui des propriétaires de la surface, celui des concessionnaires voisins et surtout celui de l'Administration qui représente l'intérêt général. C'est la raison pour laquelle le bornage des mines est un acte administratif qui ne peut s'accomplir que sous le contrôle et la surveillance de l'autorité, comme cela résulte de l'article 3 du décret du 14 janvier 1909.

(5) Voir sur ce sujet « *Le contrôle administratif des mines* ». Thèse de Lotz Georges, Strasbourg, 1935.

En principe, le demandeur propose la délimitation de la concession et l'Administration la fixe. Si un litige survient entre eux, il relève du contentieux administratif, dans les cas où il s'agit d'interpréter l'acte de concession, et quand les contestations s'élèvent au sujet des limites du périmètre de la concession. *Cela résulte des quatre décrets au contentieux suivants :*

1° « *Mines de Roys* » (Lebon, 18 août 1856, p. 543) ;

2° « *Mines d'Unieux* » (Lebon, 18 février 1864, p. 161) ;

3° « *Savary de Lespinerays* » (Lebon, 10 mars 1865, p. 271) ;

4° « *Compagnie des Mines de la Porchère* » (Lebon, 5 août 1868, p. 859).

Quant au procès-verbal de bornage, c'est un simple acte administratif, n'ayant d'autre valeur que celle d'un document à consulter : *c'est ce que le Conseil d'Etat a jugé dans son arrêt « de Lambertye c/ Société des Forges de la Providence »* (Lebon, 21 mai 1875, p. 504) : « La décision par laquelle le Ministre des Travaux publics rejette une réclamation contre des opérations de bornage faites, par ordre du préfet, entre un concessionnaire de mines et le titulaire d'une concession limitrophe, n'est pas susceptible d'être déférée au Conseil d'Etat par la voie contentieuse ; il s'agit là d'un simple acte d'administration qui réserve tous les droits des parties ».

L'article 17 du décret du 14 janvier 1909 prévoit l'exécution d'office du bornage, au cas où le concessionnaire se refuserait à y procéder ; cette opération se fera à ses frais, le préfet émettant un rôle qui sera recouvré sur ledit concessionnaire pour le montant de la dépense, comme en matière de contributions directes. *Le Conseil d'Etat en a ainsi décidé dans son arrêt « Ministre des Travaux publics c/ Pastrie »* (Lebon, 23 juin 1911, p. 727). « D'après le cahier des charges de la concession minière du Prabis, le bornage de celle-ci devait s'effectuer aux frais du concessionnaire ; or, pour déterminer un des sommets du quadrilatère la limitant, il était nécessaire de prendre un sommet auxiliaire hors de la concession et d'y poser une

borne; dès lors, cette opération ayant été effectuée d'office par le service des mines, c'est à tort que, par l'arrêté attaqué, le Conseil de Préfecture a décidé que les frais avancés par l'Etat ne seraient pas supportés par le concessionnaire. »

B) La protection de la surface

C'est en vertu de l'article 50 de la loi de 1810, modifié par le décret-loi du 24 mai 1938, que l'Administration doit protéger la surface, en vue d'éviter pour la sécurité publique les dangers engendrés par l'exploitation des mines.

Les objets pour la protection desquels l'Administration intervient sont importants : ce sont, d'après cet article 50 dont l'énumération est limitative, mais dont la liste avait été déjà augmentée par la loi du 27 juillet 1880, les voies de communication, les habitations, auxquelles peuvent être joints les édifices dont parle l'article 47 de la loi de 1810, les eaux minérales et les sources.

a) Il résulte de l'article 9 du décret du 14 janvier 1909 que, lorsque les travaux doivent arriver à cinquante mètres, soit d'un pont ayant au moins trente mètres de longueur entre les culées, soit d'une voie navigable, soit d'un chemin de fer ouvert au service public, ou avant que les travaux n'arrivent sous des édifices et habitations dont la solidité serait compromise, le préfet fixe, sur les propositions des ingénieurs des mines, les investissements à laisser ou les conditions dans lesquelles ils peuvent être traversés. Ainsi l'Administration exerce une action préventive.

Les sources d'eau susceptibles d'être protégées par des mesures administratives depuis la loi du 27 juillet 1880 sont les eaux minérales et les sources qui alimentent des villes, villages, hameaux et établissements publics, à l'exclusion de toute source privée ne servant qu'à l'usage d'un particulier.

Le décret au contentieux rendu sur conflit « de Grimaldi » (Lebon, 12 août 1854, p. 778) avait auparavant décidé que « c'est à l'Administration qu'appartient le droit de surveiller les cours d'eau non navigables, de les

curer, et d'empêcher les concessionnaires d'une mine de verser, dans un ruisseau à l'usage des propriétaires de la surface ou sur les terres avoisinantes, les eaux et résidus provenant de l'exploitation ».

L'Administration pourrait imposer au concessionnaire, au cas où la source serait diminuée ou disparaîtrait, des mesures en quelque sorte réparatrices, telles que « le revêtement en maçonnerie étanche d'une galerie à la traversée d'une faille par laquelle la source aurait été saignée et détournée de son cours primitif » (6).

b) *C'est en matière de voies de communication*, dont la protection a été ajoutée à l'article 50 de la loi de 1810 par la loi du 27 juillet 1880, que l'Administration, usant de ses pouvoirs de police, intervient le plus souvent et peut notamment interdire au concessionnaire d'une mine l'exploitation dans un certain rayon autour d'un chemin de fer.

Cette interdiction d'exploiter pour assurer la solidité d'une voie ferrée établie à la surface du périmètre concédé ouvre-t-elle un droit à une indemnité pour le concessionnaire de mines ?

Le Conseil d'Etat, guidé par des considérations d'équité, admet l'indemnité toutes les fois que la concession de mine est antérieure à la création du chemin de fer. Voyons comment s'est établie peu à peu la jurisprudence qui a fait autorité jusqu'au revirement provoqué par l'arrêt du 27 juillet 1906 (7).

Tout d'abord, si l'interdiction d'exploiter un massif houiller est temporaire, elle constitue pour le concessionnaire un simple dommage de travaux publics dont réparation lui est due, et dont il appartient à l'autorité administrative de connaître, en vertu de l'article 4 de la loi de pluviôse an VIII.

Ainsi le Conseil d'Etat, dans son décret au contentieux « *Sieur Marin* » (Lebon, 14 avril 1864, p. 346) a jugé que « l'arrêté préfectoral rendu en vue de la conser-

(6) Aguillon, Tome II, n° 591.

(7) Voir *infra*, p. 134-135.

vation et de la sûreté d'un chemin de fer, sur la demande et dans l'intérêt de la Compagnie concessionnaire, ne fait point obstacle à ce que le demandeur, soit un concessionnaire de mines, soit, comme dans l'espèce, un propriétaire de surface ayant droit à des redevances de la part de ce concessionnaire, réclame de cette Compagnie une indemnité à raison du dommage pouvant résulter de la privation de ses droits de redevance. C'est à tort que le Conseil de Préfecture a rejeté la demande du Sieur Marin, en se fondant sur ce que la mesure dont il s'agit aurait été prise en vertu du droit de police et de surveillance qui appartient à l'Administration sur l'exploitation des mines ».

Mais que décider s'il s'agit d'une interdiction d'exploiter permanente « jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné comme s'expriment les décisions des arrêts ?

Le principe du droit du concessionnaire de la mine à une indemnité avait déjà été admis deux fois par la Cour de Cassation, à propos de « l'affaire des mines de Couzon c/ le chemin de fer de Saint-Etienne », dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 18 juillet 1837 (S., 1837-1-664) et surtout dans l'arrêt rendu toutes chambres réunies le 3 mars 1841 (S., 1841-1-259). Pour la Cour Suprême, l'interdiction prononcée constitue une expropriation d'une portion de la mine, et, dès lors, c'est l'autorité judiciaire qui est compétente.

De même, un décret au contentieux du Conseil d'Etat « Cie de la Ricamarie » (Lebon, 18 juin 1860, p. 485) avait décidé que « la disposition d'un arrêté préfectoral par laquelle le préfet, en interdisant une exploitation de mine dans l'intérêt de la conservation d'un tunnel de chemin de fer, renvoie la Compagnie de chemin de fer devant le Conseil de Préfecture pour le règlement de l'indemnité à laquelle peut avoir droit la compagnie concessionnaire de mine, ne fait pas obstacle à ce que cette compagnie puisse, à ses risques et périls, porter sa demande d'indemnité devant l'autorité judiciaire ».

Mais ce fut le décret rendu sur conflit « Chemin de fer de P. L. M. c/ Compagnie des Mines de Combes et d'E-

garande » (Lebon, 11 mars 1861, p. 173) qui, en confirmant l'arrêté de conflit du préfet, revendiqua pour la juridiction administrative la connaissance de la demande formée par les concessionnaires des mines de Combes contre la Compagnie du Chemin de fer P.-L.-M. Le concessionnaire ne pouvait ainsi se plaindre *que d'un simple dommage*, et la demande d'indemnité devait être portée devant le Conseil de préfecture.

Comme le Conseil de préfecture de la Loire refusa, par arrêté du 10 mai 1862, de reconnaître le droit à une indemnité, cet arrêté fut annulé *par le décret au contentieux « Mines de Combes »* (Lebon, 15 juin 1864, p. 577) : « Un concessionnaire de mines — dont la concession, antérieure à celle d'un chemin de fer qui vient traverser son périmètre, ne contient aucune clause qui prohibe, en vue de l'établissement de ce chemin de fer, l'exploitation sur une partie de ce périmètre — est fondé à réclamer une indemnité à raison de l'interdiction faite par décision ministérielle d'opérer aucune extraction à moins de trente mètres du plan vertical passant par l'axe du chemin de fer.

De cette interdiction résulte pour le concessionnaire de mines *un dommage direct et matériel*, qui doit être rangé parmi les dommages mis par le cahier des charges de la Compagnie P.-L.-M. à la charge de celle-ci ».

Toutefois, il ressort de ce décret au contentieux de 1864 que l'article 50 de la loi de 1810, qui prescrit au préfet de pourvoir à ce que la sûreté des habitations de la surface ne soit pas compromise par l'exploitation de la mine, et qui est exclusif du droit du concessionnaire à une indemnité, n'est pas applicable à l'espèce dont il s'agit. En cela, le Conseil d'Etat ne faisait que reprendre les observations présentées par le commissaire du gouvernement, qui avait dit : « L'article 50 a voulu armer contre le concessionnaire de la mine les droits acquis, les droits antérieurs ; or, dans le cas actuel, c'est au concessionnaire de la mine qu'il appartient de se prévaloir d'un droit acquis contre la Compagnie de chemin de fer, trop disposée à ne pas tenir compte de ce droit ».

Ajoutons encore que, comme le décret au contentieux de 1864, *les trois arrêts suivants du Conseil d'Etat* : « *Compagnie de Lyon c/ Consorts Neyret* » (2^e espèce) (Lebon, 22 mai 1896, p. 429) ; « *Compagnie de Lyon c/ Consorts Thiollières* » (3^e espèce) (Lebon, 22 mai 1896, p. 431) et « *Compagnie P.-L.-M. c/ Société des redevances de la Chaux* » (Lebon, 13 décembre 1901, p. 885) reconnaissent que les mesures prises par l'Administration en vertu de l'article 50 de la loi de 1810 ne sauraient donner lieu à indemnité en faveur soit du concessionnaire de la mine, soit du propriétaire de la surface. Ces arrêts ont été rendus à propos d'arrêtés préfectoraux antérieurs à la loi du 27 juillet 1880.

Un autre arrêt du Conseil d'Etat « Ogier et Larderet c/ Compagnie du P.-L.-M. » (Lebon, 5 février 1875, p. 112) reprend la jurisprudence du décret sur conflit du 11 mars 1861 précité, où le dommage de travaux publics avait été invoqué. Le Conseil d'Etat admet une demande d'indemnité formée contre la Compagnie de chemin de fer par des propriétaires tréfonciers, à raison du dommage que leur cause l'interdiction d'exploiter, dans une zone de cent mètres de chaque côté d'un tunnel, les couches de houille existant dans leur tréfonds. En effet, cette interdiction les empêchait de toucher les redevances tréfoncières qui leur seraient revenues si le concessionnaire avait exploité le massif houiller. Le Conseil d'Etat a vu là un préjudice résultant pour les propriétaires tréfonciers de l'exécution d'un travail public, et il a décidé en l'espèce que, « pour régler l'indemnité, il y a lieu de rechercher la différence entre la valeur vénale de la propriété au moment où l'interdiction a été prononcée et celle qu'elle a conservée depuis ».

Il y a lieu de mentionner ici une décision, en apparence contradictoire, du Tribunal des Conflits « Compagnie des houillères de Saint-Etienne c/ Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. » (Lebon, 5 mai 1877, p. 444) : « Lorsque des arrêtés préfectoraux ont interdit provisoirement, dans l'intérêt d'une Compagnie de chemins de fer, l'exploitation d'un massif houiller, situé sous une gare,

et ont prorogé cette interdiction, la durée illimitée de cette interdiction peut être assimilée à *une dépossession définitive*. Dès lors, il n'appartient pas au Conseil de préfecture de statuer, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 Pluviôse an VIII, sur l'action intentée par la Société contre la Compagnie de chemin de fer : c'est donc à tort que le préfet a revendiqué le jugement de cette instance pour la juridiction administrative ; aussi l'arrêté de conflit du préfet est annulé ».

On a prétendu que le Tribunal des Conflits avait attribué dans cet arrêt de 1877, le caractère de dépossession à l'acte qui, dans son arrêt de 1861, avait été considéré comme un dommage. En réalité, il n'y a pas de revirement de jurisprudence, et les deux arrêts invoqués sont conciliables. En effet, la question à résoudre par le juge du conflit se ramène à celle-ci : l'interdiction d'exploiter a-t-elle causé un dommage aux concessionnaires de mines, ou leur a-t-elle enlevé la propriété d'une partie de leur mine ? C'est l'examen des faits qui établira cette distinction et déterminera par suite la compétence, soit administrative, soit judiciaire.

Ainsi, le Tribunal des Conflits a jugé dans l'arrêt de 1877 qu'il y avait en fait une véritable dépossession, car l'interdiction indéterminée d'exploiter n'était qu'une forme déguisée de l'expropriation, la Compagnie déclarant que la conservation de sa gare exigeait que le sous-sol restât pour toujours indisponible et inutilisable. *Par contre, le même Tribunal des Conflits a décidé dans son arrêt « Coste et Clavel, Mines des Combes et Société de Rivede-Gier c/ Chemin de fer de Lyon » (Lebon, 7 avril 1884, p. 321) que « la demande d'indemnité formée par une société minière contre une Compagnie de chemin de fer à raison du préjudice résultant d'une décision par laquelle le Ministre des Travaux publics a interdit l'exploitation de la mine à moins de trente mètres du plan vertical passant par l'axe de la voie ferrée, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, rentre dans la compétence du Conseil de préfecture. Cette interdiction n'ayant pas le caractère d'une dépossession complète et définitive ne constitue qu'un dommage en matière de Travaux publics et n'est*

pas une expropriation, et l'appréciation des dommages de cette nature est réservée à l'autorité administrative ».

Par conséquent, le concessionnaire est privé de la faculté d'exploiter, sans que celle-ci soit transmise à l'Etat ou à la Compagnie de chemin de fer : « il y a perte sans acquisition correspondante », et c'est bien là ce qui caractérise le dommage. *Il en est de même dans les arrêts précités* « *Compagnie de Lyon c/ Consorts Neyret* » 2^e espèce) (Lebon, 22 mai 1896, p. 429) et « *Compagnie de Lyon c/ Consorts Thiollières* » (Lebon, 22 mai 1896, p. 431).

Le Conseil d'Etat, en présence d'un arrêté du préfet, antérieur à la loi du 27 juillet 1880, interdisant jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné l'exploitation d'une partie de la concession minière, en vue de protéger un tunnel dépendant d'une voie ferrée, a admis que « les concessionnaires de la mine, aussi bien que les propriétaires de la surface, sont fondés à demander à la Compagnie exploitante la réparation du dommage résultant soit de l'interdiction d'extraire les produits de la mine, soit de la suppression des redevances tréfoncières auxquelles ils auraient eu droit si la mine avait continué à être exploitée ».

De même encore, dans l'arrêt précité « *Compagnie P.-L.-M. c/ Société des Redevances de la Chaux* » (Lebon, 13 décembre 1901, p. 885) le Conseil d'Etat a admis le principe du droit à indemnité au profit des propriétaires de la surface pour la privation des redevances tréfoncières qui résultaient de l'interdiction, prononcée par un arrêté préfectoral antérieur à la loi de 1880, d'exploiter une partie de la concession des mines de houille de Terrenoire, en vue de la protection de la ligne de Saint-Etienne à Lyon. Le Conseil de préfecture avait donc bien jugé en décidant qu'un dommage, dont la réparation incombe à la Compagnie requérante, avait été causé à ces propriétaires.

Il n'est donc pas douteux que le Conseil d'Etat admettait, sous l'empire de la loi de 1810, la possibilité d'indemnités à raison des sujétions imposées aux mines dans l'intérêt des chemins de fer. Et l'Administration, recon-

naissant l'équité de cette jurisprudence, avait l'habitude d'annexer dans les cahiers des charges des chemins de fer une disposition qui la consacrait expressément et faisait l'objet de l'article 24 du cahier des charges-type ».

C'est dans l'arrêt « *Compagnie P.-L.-M. c/ Bayle et consorts de Werbrouck* » (Lebon, 27 juillet 1906, p. 702) que le Conseil d'Etat a consacré un système nouveau : « Lorsque le préfet, usant des pouvoirs qu'il tient de l'article 50 de la loi du 27 juillet 1880, interdit aux concessionnaires d'une mine d'exécuter sans autorisation aucun travail souterrain à moins de vingt mètres des limites d'un chemin de fer, la sujétion qui résulte dans l'avenir de cette prescription pour toutes les parties de la mine qui n'ont pas encore été exploitées ne donne naissance à aucun droit à indemnité. Mais il en est autrement, quand les parties traversées par le chemin de fer sont ouvertes ou se trouvent dans le prolongement de filons déjà attaqués ».

Cet arrêt n'est que la consécration des conclusions prises par le commissaire du Gouvernement, M. Teissier. Celui-ci estimait qu'on ne pouvait soutenir que les sieurs Bayle et de Werbrouck étaient sans droit à réclamer la réparation des dommages causés par les interdictions et les sujétions contenues dans l'arrêté préfectoral, sous le prétexte que cet arrêté préfectoral était postérieur à la loi de 1880. En effet, « l'objet du nouvel article 50 modifié par la loi de 1880 n'était pas de déterminer les cas où les sujétions peuvent être imposées sans indemnité aux concessionnaires de mines, mais de préciser les cas dans lesquels le préfet a le droit d'exercer ses droits de police ».

D'autre part, les dommages doivent être directs, matériels, nés et actuels pour donner droit à une réparation. Dès lors, « le droit à indemnité ne peut se concevoir si les sujétions imposées, à raison du passage d'un chemin de fer au travers d'un périmètre minier, n'affectent qu'une partie de ce périmètre non encore soumise à l'exploitation ou dont l'exploitation n'est ni amorcée, ni étudiée. Au contraire, il y aura dommage direct et actuel lorsque les sujétions imposées, à raison de la traversée de la voie

ferrée, sont afférentes à des parties de la concession ouvertes à l'exploitation ou se trouvent dans le prolongement de filons déjà attaqués ».

C'est la même jurisprudence qui se dégage d'un arrêt récent du Conseil d'Etat, « Société civile des mines de Joudreville c/ Compagnie des Chemins de fer de l'Est » (Lebon, 2 mars 1932, p. 246), affaire où le préfet avait prescrit à ladite Société de n'enlever, dans la partie de la zone exploitée s'étendant à cinquante mètres de part et d'autre de la voie ferrée, que certaines fractions du gisement: « Cette société est fondée, la voie ferrée n'ayant pas encore été concédée à la date de la concession de la mine, à réclamer à la Compagnie de chemins de fer une indemnité pour dommage causé par un travail public ». Et le Conseil d'Etat ajoute que l'éventualité de la construction d'une voie ferrée ne devait pas normalement entrer dans les prévisions de la société minière.

Ainsi, les Compagnies doivent une indemnité au concessionnaire de mines lorsque la partie traversée par le chemin de fer est déjà ouverte à l'exploitation ; par contre, aucune indemnité n'est due si les parties traversées de la mine ne sont pas encore exploitées, parce que le concessionnaire devait connaître, au moment de l'obtention de la concession, toutes les conséquences que pouvaient avoir pour lui les mesures de sécurité que l'Administration serait amenée à prendre pour la conservation de la voie ferrée.

Ajoutons que, pour tous les ouvrages publics autres que ceux de voirie, *le Conseil d'Etat a décidé dans son arrêt « Société houillère de Flines-les-Râches c/ Villes de Roubaix et Tourcoing » (Lebon, 8 novembre 1911, p. 992) qu'« il n'appartient pas au Conseil de préfecture de connaître, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 Pluviôse an VIII, de l'action en réparation des dommages causés à des ouvrages publics par des travaux exécutés pour l'exploitation d'une mine, dès lors que ces travaux n'ont point le caractère de travaux publics ».* (Voir dans le même sens l'arrêt « *Sieur Vernières* » (Lebon, 26 mars 1918, p. 332).

Signalons enfin que les travaux d'exploitation des mines doivent être rangés parmi « les fouilles et excavations » qui ne peuvent être entreprises qu'après l'agrément de l'autorité militaire, et que, de ce fait, il est possible que certaines restrictions soient imposées à l'exploitation d'une concession. Un décret peut alors fixer les conditions de l'exploitation minière et décider que « les travaux seront effectués aux frais du concessionnaire, sans priver par là celui-ci du droit de faire état de ces dépenses dans les demandes en réparation qu'il adressera au ministre, pour réparer les préjudices résultant des servitudes imposées ».

C'est ce qui résulte de l'arrêt du Conseil d'Etat « Société lorraine minière et métallurgique » (Lebon, 29 janvier 1937, p. 133).

C) La protection du personnel occupé dans les mines

Parmi les raisons qui peuvent justifier l'intervention de l'Administration dans les travaux d'exploitation d'une mine, le législateur avait ajouté en 1907 l'hygiène des ouvriers mineurs, et le décret-loi du 24 mai 1938 mentionne explicitement la sécurité du personnel comme susceptible de motiver la promulgation de règlements généraux. L'Administration agit d'une manière préventive en prescrivant des mesures de police portant sur la vérification et la solidité des travaux, la sécurité de la surface, l'hygiène et la sécurité du personnel. « Ainsi que le disent deux avis du Conseil d'Etat en date des 22 juin et 15 novembre 1910, ce n'est pas en réglementant directement le travail des ouvriers mineurs qu'on doit assurer leur sécurité et leur hygiène, mais en réglementant la mine elle-même : les mesures à prendre doivent porter sur les choses, sur les objets ; elles doivent tendre à rendre « la mine inoffensive » (8).

La police des mines est confiée à deux catégories d'agents : d'une part, les ingénieurs des mines, et d'autre part, les délégués mineurs à la sécurité et à l'hygiène des ouvriers.

(8) Aguillon, Supplément, n° 609 a, p. 88.

Les ingénieurs des mines ont un double rôle : l'un, de conseil, l'autre de commandement ; ils visitent au moins une fois l'an les exploitations minières dont ils ont le contrôle. C'est seulement au cas d'un danger imminent que l'ingénieur des mines cesse d'être un agent d'information pour devenir un organe d'action : sous sa propre responsabilité (art. 5 du décret du 3 janvier 1813) il fait alors les réquisitions nécessaires au maire ou à son adjoint, pour qu'il soit obvié à ce danger.

Ainsi, l'ingénieur des mines prend de sa propre initiative des décisions exécutoires, dès qu'il s'agit de sécurité.

Les délégués mineurs à la sécurité ont été créés par la loi du 8 juillet 1890, mais leur statut a été modifié par le décret-loi du 2 mai 1938, que nous n'avons pas à examiner ici, mais dont le but est d'améliorer les conditions de travail et de production des industries extractives.

Les délégués mineurs, mandataires des ouvriers, sont des représentants élus par le personnel du fond des exploitations souterraines ; ils sont aussi délégués, dans les petites entreprises, pour les ouvriers du jour.

Ils ont pour mission d'informer les exploitants et l'Administration des conditions de sécurité et d'hygiène dans lesquelles travaille le personnel, d'examiner, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles s'est produit l'accident, afin d'en éviter le retour, de prévenir immédiatement l'Administration en cas de danger imminent. Ils peuvent également, depuis la loi du 28 mars 1928, soumettre à l'Administration des mines toutes les suggestions d'ordre professionnel tendant à favoriser le développement de la production. Enfin, leur fonction principale est de visiter les travaux souterrains de leur circonscription.

Le Conseil d'Etat a jugé, dans son arrêt « Société des Mines de Montebras » (Lebon, 16 décembre 1908, p. 1042) que seules les mines en exploitation sont soumises aux visites des délégués mineurs. En conséquence, lors même qu'une mine a été abandonnée dans les formes légales et qu'un ou deux employés seulement restent chargés de

l'entretien des galeries, elle n'est pas soumise à ces visites, et aucune redevance n'est due de ce chef aux délégués mineurs.

Appendice : De la réquisition des mines de combustibles

La loi du 3 juillet 1877 règle le régime des réquisitions ; mais cette loi a été modifiée par celle du 23 juillet 1911, et les dispositions qui concernent les houillères sont devenues l'article 57 ainsi libellé : « **En cas de mobilisation partielle ou totale de l'armée, les exploitants de mines de combustibles sont tenus, sous la surveillance des ingénieurs de l'Etat, de mettre à la disposition du Ministre de la Guerre, et dans les délais fixés par lui, les ressources en combustibles extraits ou à extraire, en coke ou agglomérés fabriqués ou à fabriquer, nécessaires pour le service de l'Armée ou de la flotte, les établissements de la Guerre ou de la Marine, les transports militaires et les approvisionnements des places de guerre** ».

Tant que dure la réquisition, aucun exploitant ne peut faire de livraison à des tiers.

En cas d'inexécution par suite de mauvais vouloir des ordres de réquisition, les exploitants sont passibles d'une amende qui peut s'élever au double de la valeur des prestations requises ; il peut, en outre, être procédé à la prise de possession de la mine par ordre du Ministre de la Guerre, qui en assure l'exploitation jusqu'à ce qu'elle ait fourni les quantités requises.

Les indemnités auxquelles donnent lieu les réquisitions de combustibles sont évaluées par une commission comprenant des membres civils et des membres militaires nommés par le Ministre de la Guerre. Si l'intéressé n'accepte pas l'indemnité allouée, le différend est tranché par le Conseil d'Etat au contentieux.

§ 2. — LES SANCTIONS DU CONTRÔLE ADMINISTRATIF

Le contrôle de l'Administration sur le concessionnaire de mines comporte *des sanctions pénales et des sanctions administratives*.

A) *Les Sanctions pénales*

Les sanctions pénales sont prévues par les articles 93 à 95 du Titre X de la loi de 1810.

Aux termes de l'article 93, « les contraventions des propriétaires de mines exploitants non encore concessionnaires ou autres personnes, aux lois et règlements, seront dénoncées et constatées comme les contraventions en matière de voirie et de police ».

Quel que soit l'auteur de la contravention, le Titre X de la loi s'applique ; mais de quelles lois et de quels règlements s'agit-il au juste ? Il faut entendre toutes les règles de police destinées à assurer le contrôle et la sécurité des mines. En conséquence, la violation des règlements destinés à assurer la police des mines, les contraventions aux arrêtés individuels de police pris par les préfets et les contraventions aux dispositions des cahiers des charges tombent sous le coup du Titre X.

Quant aux contraventions proprement dites dont parle l'article 93, elles englobent toutes les infractions en matière d'exploitation de mines qui constituent ce que l'on appelle des délits-contraventions, et qui sont du ressort du Tribunal correctionnel, au même titre que les délits correctionnels. La compétence des tribunaux de police correctionnelle prévue par l'article 95 de la loi de 1810 exclut donc celle du Conseil de préfecture, que l'on pourrait croire applicable d'après la phrase finale de l'article 93.

Il n'est pas surprenant qu'il en soit ainsi, car, si l'Administration prend toutes les mesures préventives qui s'imposent, c'est au pouvoir judiciaire qu'il appartient de prendre les mesures répressives qui en sont la conséquence.

B) *Les Sanctions administratives*

Beaucoup plus importantes sont *les sanctions administratives*. L'article 8 de la loi du 27 avril 1838 autorise l'Administration à interdire par voie administrative, « *etiam manu militari* », tout puits, toute galerie ou tout autre travail d'exploitation ouvert en contravention aux lois ou règlements sur les mines ; mais, en ce cas, l'arrêté

du préfet peut faire l'objet d'un recours contentieux au Conseil d'Etat.

L'article 9 de la loi du 27 avril 1938, comme l'article 13 du décret du 14 janvier 1909, autorise, d'autre part, le préfet à faire exécuter d'office, aux frais du concessionnaire, tous les travaux prescrits que celui-ci n'exécuterait pas dans le délai fixé.

Mais la sanction administrative la plus importante, celle sur laquelle nous allons principalement insister est la *déchéance*. Ce moyen de prévention indispensable pour l'intérêt public est une peine frappant le concessionnaire ou le titulaire d'un permis d'exploitation, lorsqu'il a manqué à une de ses obligations.

Le Tribunal des Conflits, dans son arrêt « Héritiers Grange et Consorts c/ Balmain, Frèrejean, Roux et Cie » (Lebon, 24 novembre 1877, p. 938) a jugé que, « lorsqu'une mine est réputée abandonnée ou cesse d'être exploitée, c'est à l'Administration qu'il appartient, sauf le recours par voie contentieuse, de vérifier les faits et de prononcer, s'il y a lieu, le retrait ou la déchéance de la concession ».

La loi de 1810 n'avait pas prévu l'éventualité de la déchéance, puisque le droit du concessionnaire sur la mine était perpétuel et échappait ainsi à toute action administrative (sauf l'obligation d'exploiter, ce qui constituait une différence essentielle avec la propriété ordinaire). Aussi l'article 49 de cette loi ne faisait-il aucune allusion à la déchéance, et l'Administration était absolument désarmée pour remédier aux inconvénients que le chômage ou l'abandon d'une mine pouvait avoir pour le public.

C'est seulement la loi du 29 avril 1838 qui permit de prononcer la déchéance des concessionnaires au cas où la suspension ou la restriction de l'exploitation serait dangereuse pour la sûreté publique ou porterait atteinte aux besoins des consommateurs.

La jurisprudence du Conseil d'Etat s'est fixée en ce sens que l'article 49 de la loi de 1810 peut être appliqué à toute mine abandonnée susceptible d'être utilement

exploitée, sous réserve des excuses légitimes que l'exploitant ferait valoir.

C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Sieur Péron » (Lebon, 28 juillet 1852, p. 319) où le Conseil d'Etat annule une décision du Ministre de la Guerre qui avait prononcé le retrait d'une concession en Algérie : en effet, le concessionnaire avait justifié « qu'une cause légitime l'avait empêché de reprendre, dans les délais prescrits, les travaux de son exploitation, dont la suspension prolongée avait motivé le retrait prononcé par le ministre ».

De même, dans les arrêts « Société métallurgique et minière des Cévennes » (Lebon, 13 janvier 1905, p. 35, 1^{re} espèce) et « Compagnie houillère de Saint-Germain-Alais » (Lebon, 13 janvier 1905, p. 36, 2^e espèce) le Conseil d'Etat a jugé que « les décisions du ministre des Travaux publics prononçant le retrait d'une concession de mines, pour abandon prolongé d'exploitation portant atteinte à la sûreté publique et aux besoins des consommateurs, doivent être annulées si le concessionnaire justifie devant le Conseil d'Etat qu'une excuse légitime l'a empêché de reprendre l'exploitation suspendue momentanément ».

Dans la première espèce, le Conseil d'Etat admet comme excuse légitime le fait que le gisement n'est pas susceptible de donner lieu à une exploitation utile avant la mise en service d'une ligne de chemin de fer inachevée lors du retrait de la concession.

Dans la deuxième espèce, il a admis que « le fait que l'épuisement du puits de forage a été reconnu impossible avec les moyens dont on disposait à l'époque où l'envahissement des eaux s'est produit, alors même qu'il existerait actuellement des procédés permettant de remettre la mine en exploitation, si ces procédés sont trop récents pour que la Compagnie soit en faute de n'en pas avoir fait application avant le retrait » est une cause d'excuse légitime.

Et dans l'arrêt « Peyralbe » (Lebon, 10 mars 1911, p. 316) le Conseil d'Etat a reconnu que la déchéance avait été prononcée à tort par le Ministre des Travaux publics contre le concessionnaire de la mine, « qui avait engagé d'importantes dépenses en vue d'en assurer l'exploitation

et l'exploration, et avait effectué les travaux nécessaires pour obtempérer à la mise en demeure du préfet d'avoir, dans le délai de deux mois, à exécuter des travaux sérieux en profondeur ».

Par contre, il a validé les arrêtés de déchéance prononcés par le préfet, et, par suite, n'a pas considéré comme excuses légitimes :

1° les raisons tirées des conventions matrimoniales du concessionnaire de la mine qui, marié sous le régime dotal, ne pouvait employer les fonds dotaux pour l'exploitation d'une mine. C'est ce qui résulte de l'arrêt « *Dame d'Estourmel et Sieur Roubaud* » (Lebon, 13 janvier 1905, p. 37, 3^e espèce) ;

2° le fait que la Société concessionnaire a passé plusieurs années sans exploiter, sous le prétexte qu'elle ne pouvait rien faire avant de savoir si la Compagnie d'Orléans consentirait à construire, moyennant une subvention kilométrique, un embranchement reliant son réseau à la mine. C'est ce qui résulte de l'arrêt « *Compagnie des mines de houille de Château-sur-Cher* » (Lebon, 27 juillet 1906, p. 694). En effet, ajoute le Conseil d'Etat, cette Société devait prévoir, au moment de l'obtention de la concession, l'installation à ses frais d'un mode de transport approprié ;

3° le fait que la Compagnie concessionnaire de la mine reste dans une inaction prolongée, sous le prétexte que le ministre lui a imposé des travaux d'aération considérables et qu'elle n'a pu se procurer les fonds nécessaires pour les réaliser. C'est ce qui résulte de l'arrêt « *Société anonyme des mines de houille de Lubière* » (Lebon, 10 avril 1908, p. 437). Il s'agit, là encore, de dépenses destinées à la sécurité du personnel, que la Compagnie devait prévoir au moment où elle a sollicité la concession.

Enfin, dans son arrêt « *Sieur de Roux* » (Lebon, 15 novembre 1912, p. 1066) le Conseil d'Etat a décidé que « le Ministre des Travaux publics ne commet pas d'excès de pouvoir en prononçant la déchéance d'un concessionnaire qui a cessé depuis vingt-cinq ans, et malgré de

nombreuses mises en demeure, tous travaux préparatoires à l'exploitation d'une mine susceptible d'exploitation utile. En effet, l'inaction du concessionnaire peut porter atteinte à la sécurité publique et aux besoins des consommateurs ».

La déchéance des concessionnaires soumis à la loi de 1810 peut être prononcée dans les cas suivants :

a) pour abandon, chômage (art. 49 de la loi de 1810), suspension ou restriction non justifiée de l'exploitation (art. 10 de la loi du 27 avril 1838) ;

b) pour réunion de mines de même nature sans autorisation du Gouvernement (décret du 23 octobre 1852) ;

c) pour mutation de propriété entre vifs ou amodiation sans autorisation (art. 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911) ;

d) pour défaut de paiement des taxes dues à un syndicat de dessèchement (art. 6 de la loi du 27 avril 1838) ;

e) pour défaut de paiement des frais faits d'office par l'Administration (art. 9 de la loi du 7 avril 1838).

La procédure de déchéance est prévue à l'article 6 de la loi de 1838. Elle comporte une mise en demeure du préfet invitant le concessionnaire à régulariser sa situation dans un délai de deux mois. Elle est prononcée par le Ministre des Travaux publics. L'arrêté ministériel peut être déféré au Conseil d'Etat par les intéressés, notamment par le concessionnaire : c'est un recours de pleine juridiction qui doit être formé par l'intermédiaire d'un avocat dans le délai de deux mois de la décision attaquée.

Ainsi, *le Conseil d'Etat a jugé dans son arrêt « Salarmier »* (Lebon, 13 novembre 1896, p. 719) que « le recours contre une décision du Ministre des Travaux publics prononçant le retrait de la concession de mine ne peut être introduit sans ministère d'avocat lorsqu'il est fondé non sur un excès de pouvoir, mais sur la fausse application de la loi ».

De même encore, dans les arrêts « Sieur Hans » (Lebon, 13 novembre 1903, p. 679) et « *Dame Perreau et autres* » (Lebon, 18 novembre 1904, p. 725) il a décidé que

« le recours dirigé contre un arrêté du Ministre des Travaux publics prononçant la déchéance du concessionnaire ne rentre pas dans les cas prévus par l'article 2 du décret du 2 novembre 1864, où les dépens peuvent être mis à la charge de l'Etat ».

Enfin, dans son arrêt « *Sieur Van Bellinghem et autres* » (Lebon, 11 mai 1917, p. 390) le Conseil d'Etat a jugé que « l'Administration a pu régulièrement notifier l'arrêté du Ministre des Travaux publics prononçant la déchéance d'une concession de mine à un particulier qui était l'un des concessionnaires primitifs, et qui, s'il avait cédé ses droits, avait agi comme représentant et fondé de pouvoirs des propriétaires de la concession. En conséquence, une requête pour annuler cet arrêté ministériel n'est pas recevable du moment qu'elle a été enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat plus de deux mois après la notification dudit arrêté au particulier, représentant du propriétaire de la concession ».

A l'expiration du délai de recours contre l'arrêté ministériel, ou après l'arrêt du Conseil d'Etat confirmant la décision du ministre qui a prononcé la déchéance, il est procédé à la mise en adjudication de la mine. Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt « *Lebreton-Dulier c/ Desgranges et Descat et consorts* » (Lebon, 26 mai 1876, p. 495) espèce où l'Administration, après l'arrêté de déchéance du ministre, avait décidé de procéder à l'adjudication de la concession, les liquidateurs ne s'y opposant pas et voulant toucher le prix — a jugé que « l'un des actionnaires ne pouvait arrêter les effets de la décision portant déchéance en offrant de consigner la somme nécessaire ».

Le préfet a donc bien fait, en l'occurrence, de procéder à l'adjudication, et le ministre, d'approuver cette adjudication.

Pour ce qui concerne les concessions soumises à la loi de 1919, l'article 2 paragraphe 6 prévoit que le cahier des charges des concessions devra préciser les cas dans lesquels la déchéance du concessionnaire sera prononcée pour inobservation des conditions générales ou particulières imposées aux concessionnaires.

Il n'en est pas moins vrai que la déchéance reste encore une mesure grave. En effet, quoique la procédure d'adjudication soit supprimée, la concession est transférée entièrement à l'Etat, qui reprend gratuitement tous les ouvrages aménagés par le concessionnaire ; en outre, les hypothèques grevant la concession disparaissent avec la déchéance. Toutefois, par mesure d'équité, l'Administration accorde une indemnité pour le montant de la plus-value que les travaux du concessionnaire auraient donnée à la mine, et cette indemnité est fixée par la même décision que la déchéance.

Ajoutons que des précisions ont été apportées *par le décret-loi du 30 octobre 1935*, pris en exécution de la loi du 8 juin 1935, pour les concessions de mines soumises à la loi de 1810.

Aux termes de l'article 2 de ce décret-loi, « les concessions de mines instituées sous le régime de la loi du 21 avril 1810, qui, après mise en déchéance et adjudication infructueuse, appartiennent à l'Etat, seront annulées si, depuis cette adjudication, elles sont restées inexploitées pendant dix années consécutives ».

Le règlement d'administration publique du 6 septembre 1936, qui a fixé les conditions d'application de ce décret-loi, stipule que cette annulation sera prononcée par arrêté du Ministre des Travaux publics et du Ministre des Finances.

Enfin, aux termes de l'article 3 du décret-loi du 30 octobre 1935 : « Lorsqu'une concession, indivise entre plusieurs concessionnaires, est restée inexploitée depuis dix ans, le retrait de la concession pourra être prononcé ».

Le règlement d'administration publique du 6 septembre 1936 susvisé dispose que le retrait de la concession pourra être poursuivi soit d'office, soit à la demande d'un des concessionnaires, et qu'il sera prononcé par arrêté ministériel, après avis du Conseil général des mines, dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 27 avril 1838 (9).

(9) Cf. *supra*, p. 143.

CHAPITRE III

LES RAPPORTS DU MINEUR AVEC LE PROPRIÉTAIRE DE LA SURFACE

Toutes les fois que la mine et la surface se trouvent en présence, c'est la mine qui a la préférence en raison de son importance économique. Il n'est donc pas possible pour le propriétaire superficiaire de réclamer la suspension de l'exploitation : il pourra seulement intervenir par l'action en dommages et intérêts.

Le propriétaire du sol, qui a la propriété de l'espace intermédiaire entre la surface et les gisements concédés, peut y effectuer les travaux qu'il veut et exploiter à ciel ouvert les filons affleurant sur son terrain, sous la seule restriction de ne pas nuire aux galeries de la mine.

Les rapports du mineur et du propriétaire de la surface sont aussi fréquents que variés :

1° Tout concessionnaire de mine doit payer aux propriétaires de terrains situés à l'intérieur des limites de sa concession une redevance appelée « *redevance tréfoncière* », qui constitue « un coup de chapeau à la propriété de la surface », et apparaît comme une compensation accordée au propriétaire superficiaire, qui se trouve exproprié par le décret de concession créant le gisement minier.

2° Le concessionnaire, comme le titulaire du permis d'exploitation a, pour exploiter la mine, cette prérogative exceptionnelle *d'occuper les terrains de la surface*.

Il y a d'ailleurs lieu de distinguer les occupations de terrains sis à l'intérieur du périmètre de la concession, qui exigent un arrêté préfectoral, et celles qui n'ont lieu, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la concession, qu'après la déclaration d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'Etat.

3° *Les dommages causés à la surface* sont inévitables ; en effet, les travaux souterrains de la mine menacent la solidité du sol, causent des éboulements ou des affaissements, dérangent le régime des eaux (sources ou puits taris, dérivations, eaux saines du propriétaire de la surface altérées par les infiltrations d'eaux corrompues provenant de l'exploitation) ; d'autre part, des crevasses apparaissent, des murs se lézardent, des canalisations se rompent, des routes doivent être remblayées, etc... Tous ces dommages, depuis la loi du 27 juillet 1880 modifiant la loi du 21 avril 1810, sont visés *par le dernier alinéa de l'article 43*, dont voici le texte :

« Les dispositions des paragraphes 2 et 3, relatives au mode de calcul de l'indemnité due au cas d'occupation et d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherche ou d'exploitation : la réparation de ces dommages reste soumise au droit commun ».

Un décret rendu sur conflit « de Grimaldi » (Lebon, 12 août 1854, p. 778) avait déjà décidé que l'autorité judiciaire, et non les tribunaux administratifs, est seule compétente pour connaître du préjudice causé par l'exploitation d'une mine au propriétaire de la surface postérieurement à la concession, ainsi que des obligations résultant entre les parties de faits qui sont propres à quelques-unes d'entre elles et dont elles doivent supporter la responsabilité.

La jurisprudence admet sans difficulté que le concessionnaire doit réparer, au moyen de dommages-intérêts, le préjudice causé au propriétaire superficiaire par ses travaux d'exploitation, et que les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol aux concessionnaires de mines sont soumises aux tribunaux judiciaires.

Cependant, le fondement de la responsabilité du concessionnaire a varié (1).

(1) Voir sur cette question : « La responsabilité des mines à l'occasion des affaissements de la surface du sol ». Thèse de Delcourt René, Dijon, 1931.

Jusqu'en 1842, la jurisprudence a appliqué aux rapports existant entre le mineur et le propriétaire de la surface l'article 1382 du Code civil : c'était dire que le concessionnaire n'est responsable que de ses fautes, et admettre pratiquement son irresponsabilité, car comment prouver une faute à mille pieds de profondeur ?

Aussi la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, dans son arrêt « *Cie de la Grand-Croix c/ Guillemin* » en date du 20 juillet 1842 (D., 1842-1-396) fit application du principe de la responsabilité objective de l'article 1384, qui présume le concessionnaire en faute. Il semblait juste que l'exploitation minière, qui crée le risque et bénéficie des bons risques, fût aussi chargée des mauvais.

Toutefois, un grave inconvénient subsistait encore : il était bien difficile de présumer la faute d'un concessionnaire de mine dont l'exploitation est régulière. Aussi d'autres théories avaient-elles été soutenues (obligation légale de voisinage, abus du droit, responsabilité du fait des choses inanimées).

Mais aujourd'hui, depuis le célèbre arrêt « *Jeand'heur* » rendu par la Cour de Cassation toutes Chambres réunies le 13 février 1930 (D., 1930-1-57) « il est établi présomption de responsabilité à l'encontre de celui qui a causé un dommage à autrui ». Le fondement de la responsabilité du mineur vis-à-vis du propriétaire de la surface est donc devenu une présomption de responsabilité, et non plus la présomption de faute de l'article 1384 ; le mineur est considéré comme le gardien de la mine qu'il exploite : il la dirige et la surveille, mais il pourra s'affranchir de sa responsabilité en prouvant que les dommages causés au propriétaire de la surface sont imputables à la faute de celui-ci ou à celle d'un tiers.

Ces règles s'appliquent de la même manière quand le propriétaire superficiaire est une personne morale administrative.

L'indemnité due au propriétaire de la surface doit normalement comprendre « le *damnum emergens* et le *lucrum cessans* », c'est-à-dire le dommage causé et la

perte subie, appréciés au moment où s'est produit le préjudice. Les tribunaux judiciaires fixent en général une indemnité pécuniaire, mais ils peuvent aussi ordonner l'exécution de certains travaux, pourvu qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions de l'Administration.

Quant au moment de l'indemnité due pour dommage causé à la surface, il était admis dans un premier état de la jurisprudence que le dommage devait être assimilé à l'occupation, et que l'indemnité était, en conséquence, fixée au double du préjudice.

Mais la Cour de Cassation modifia sa jurisprudence dans l'arrêt *Pras c/ Cie des mines de la Loire* « rendu toutes Chambres réunies le 23 juillet 1862 (D. P., 1862-1-257) en proclamant le principe de la réparation égale au dommage ; et cette jurisprudence fut confirmée par le dernier alinéa de l'article 43 de la loi du 27 juillet 1880, qui a modifié la loi de 1810.

Signalons que, si le concessionnaire de mine doit réparer les dommages causés à la surface, le propriétaire superficiaire, de son côté, est tenu de respecter les travaux d'exploitation du mineur. Ainsi, le propriétaire de la surface doit réparation, dans les termes du droit commun, pour tout dommage qu'il aura occasionné à la mine par ses entreprises.

4° Des litiges concernant le bornage de la mine peuvent surgir entre le mineur et les propriétaires du sol, ceux-ci voulant s'opposer à ce que des bornes soient plantées dans leurs terrains.

L'exploitation des mines étant indispensable à l'intérêt général, le concessionnaire se trouve régulièrement couvert vis-à-vis des propriétaires de la surface par l'arrêté préfectoral qui lui enjoint de faire le bornage ; mais si, au cours de cette opération, des dommages sont causés à la propriété de la surface, le concessionnaire en doit réparation. D'autre part, les règles de l'occupation pourraient être invoquées pour faire aboutir le bornage des concessions.

5° Au cours des travaux d'exploitation, *des substances inconcessibles* qui, légalement, appartiennent au propriétaire de la surface, *peuvent être enlevées*. Sans doute, le concessionnaire utilisera à l'intérieur de la mine, comme remblai ou muraillement, sans payer d'indemnité au propriétaire du sol, ces substances inconcessibles abattues. Cependant, une fois que les substances inutilisées à l'intérieur de la mine ont été extraites au jour, le droit du concessionnaire de disposer de ces substances est admis, s'il s'agit de dépendances légales de la mine, telles que les puits et les galeries ; mais il ne l'est plus, s'il s'agit d'industries annexes, telles que les fabriques de coke, d'agglomérés ou de fusion des métaux. C'est pourquoi le mineur doit, en ce cas, indemniser le propriétaire du sol.

En principe, ce dernier n'utilisera les substances non concessibles extraites qu'en remboursant au concessionnaire le prix de leur abattage, calculé d'après le prix de revient moyen et normal que cet abattage aurait coûté à une exploitation spéciale desdites substances.

Et, si le concessionnaire avait disposé de la substance pour l'usage d'une entreprise annexe ou pour le commerce, « il devrait au propriétaire superficiaire une indemnité équivalente à la valeur nette du produit, c'est-à-dire à sa valeur commerciale brute sur le carreau, diminuée du coût d'extraction moyen ou du prix de revient normal » (2).

Il est vrai que la Cour de Poitiers, dans l'arrêt « Bally c/ de Lepinerays » du 3 août 1881 » *confirmé par l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 27 janvier 1885* » (S., 1886-1-61) avait accordé les substances abattues au propriétaire de la surface sans en déduire le coût normal de l'abattage, parce que cet abattage n'était que la conséquence nécessaire des travaux indispensables pour la mise à découvert des couches à exploiter.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les dommages causés à la surface, ni sur les litiges entre le mi-

(2) Aguillon, Tome I, n° 231.

neur et le propriétaire de la surface concernant le bornage, ni sur la question de l'abattage des substances inconcessibles.

Il nous reste à étudier :

dans une Section I, la redevance tréfoncière ;

dans une Section II, le Contentieux des occupations de terrains.

SECTION I

La redevance tréfoncière

La redevance tréfoncière, qui constitue le fameux coup de chapeau à la propriété, est due par le concessionnaire de mine à tout propriétaire de terrains situés à l'intérieur des limites de sa concession.

a) Le type normal de redevance tréfoncière consiste *en une rente annuelle* déterminée par hectare d'après la superficie possédée dans le périmètre concédé, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la mine est exploitée ou non, ni sous quels terrains l'exploitation se poursuit. *C'est la redevance tréfoncière fixe* ; elle est toujours infime : (il s'agit de quelques sous et même de centimes). Exceptionnellement, il peut y avoir « *une redevance proportionnelle* » aux extractions faites, et versée aux propriétaires sous les terrains desquels a lieu l'exploitation ; elle est payée soit en argent, soit en nature par remise d'une partie du produit extrait.

Dans des cas plus rares encore, *la redevance tréfoncière est mixte* : elle est stipulée en faveur des propriétaires sous le terrain desquels l'exploitation a lieu, mais la redevance ainsi attribuée est fixe, variant avec la surface.

Avec la redevance proportionnelle, il faut reconnaître aux propriétaires superficiaires le droit d'exercer une surveillance et de faire des constatations, sauf celui de s'immiscer dans les travaux d'exploitation.

Comme la valeur de la redevance tréfoncière avait diminué jusqu'à devenir insignifiante, l'Administration

n'accorde plus aujourd'hui au propriétaire superficiaire qu'un droit à une somme une fois versée par le concessionnaire ou par le titulaire d'un permis d'exploitation.

Ce droit est actuellement *de trois francs par hectare* pour les concessions, *et de un franc par hectare* pour le permis d'exploitation (article 15 du décret du 29 avril 1928 relatif au permis d'exploitation).

L'expression de redevance ne s'applique qu'à une rente payable à termes fixes ; or, l'on considère le paiement d'une somme versée comme l'équivalent d'une rente. En réalité, il faut voir là une survivance d'un droit disparu.

Signalons que l'Etat, les départements et les communes peuvent percevoir les redevances tréfoncières correspondant aux parties de la surface qui constituent des dépendances du domaine public.

b) Les trois articles de la loi de 1810 qui règlent les redevances tréfoncières sont les articles 6, 17 et 42.

Aux termes de l'article 6 « cet acte (de concession) règle le droit des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées ».

Aux termes de l'article 17 « l'acte de concession, fait après l'accomplissement des formes prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs, ou de leurs ayants droit, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé ».

Enfin, aux termes de l'article 42, modifié par la loi du 27 juillet 1880, le droit accordé par l'article 6 de la présente loi au propriétaire de la surface sera réglé sous la forme fixée par l'acte de concession ».

Ainsi se trouve affirmé le pouvoir de décision discrétionnaire du Gouvernement sur la quotité et la modalité de la redevance tréfoncière.

C'est l'Administration qui fixe les droits du propriétaire du sol, nonobstant toutes les conventions antérieures entre ce propriétaire et le concessionnaire, conven-

tions qui tomberont du fait de l'acte de concession. C'est ce qu'a décidé le *Conseil d'Etat dans l'ordonnance au contentieux « Mines de houille de la Péronnière »* (Lebon, 24 janvier 1856, p. 49 : « On ne peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat, par la voie contentieuse, contre la disposition d'une ordonnance de concession rendue en matière de mines, laquelle, en réglant les redevances dues par les concessionnaires aux propriétaires de la surface, décide que l'application du tarif fixé par l'ordonnance sera faite nonobstant les stipulations contraires qui pourraient résulter des conventions antérieures entre ces concessionnaires et lesdits propriétaires ».

De même, dans le décret rendu sur conflit dans l'affaire « *Vincent et Jalabert c/ Cie des mines de la Péronnière* » (Lebon, 5 novembre 1851, p. 649) il a été jugé que « le tribunal civil est incompétent pour statuer sur une demande formée par le propriétaire de la surface contre le concessionnaire, et tendant à faire fixer, en vertu de conventions particulières et antérieures, la redevance tréfoncière à un taux supérieur à celui établi par l'ordonnance de concession ».

Par ailleurs, lorsque les conventions antérieurement intervenues sur le montant des redevances à payer aux propriétaires de la surface sont annulées par l'acte de concession, les tribunaux judiciaires sont incompétents pour statuer sur une demande en exécution desdites conventions : c'est ce qu'a décidé l'*ordonnance sur conflit « Fulchiron et consorts c/ Cie. des Mines de la Péronnière »* (Lebon, 1^{er} juin 1843, p. 245).

Mais le Gouvernement peut aussi, s'il l'estime opportun, homologuer les conventions antérieures intervenues entre les parties, comme il l'a fait en 1824 lors de l'institution de 22 concessions de houille dans la Loire.

Quant aux conventions postérieures à la concession, elles sont pleinement valables, car elles ne sont acceptées par le concessionnaire que s'il y trouve un avantage.

Le *Conseil d'Etat, dans son arrêt « Sieurs Bouvet et Hébert »* (Lebon, 11 avril 1913, p. 409) a jugé, en outre.

que « les requérants, agissant en qualité de propriétaires de la surface d'une partie de la mine concédée, ne sont recevables à déférer au Conseil d'Etat par la voie contentieuse le décret de concession qu'en ce qui a trait à la redevance qui leur a été attribuée ».

Tous les litiges s'élevant entre le concessionnaire et le propriétaire superficiaire qui a obtenu une redevance tréfoncière ressortissent à l'autorité judiciaire. En effet, ces contestations relatives au montant et à l'acquittement de redevances se ramènent à des litiges entre intérêts privés.

Mais le Conseil d'Etat est compétent toutes les fois que l'acte de concession doit être interprété.

Ainsi il a interprété, sur renvoi des tribunaux judiciaires, les articles 1 et 2 d'une ordonnance de concession du 30 août 1820, dans les arrêts suivants : « *Cie des Mines de Roche la Molière et Firminy c/ 1° Fulchiron-Rulhière* (Lebon, 24 avril 1891, p. 304) ; 2° « *Consorts Gaudet* » (Lebon, 18 janvier 1901, p. 44) ; 3° « *Société civile de tréfonds* » (Lebon, 13 juin 1902, p. 451).

Dans ces arrêts, le Conseil d'Etat a donné une interprétation : a) sur la manière de déterminer la profondeur des puits d'extraction ; b) sur ce qu'il faut entendre par « *méthode d'exploitation par remblais* », conduisant à une réduction d'un tiers de la redevance tréfoncière, s'il y a un enlèvement de 5/6 de la houille contenue dans chaque tranche de couche : (il s'agit, dans ce système d'exploitation, de combler tous les vides au moyen de terres ou de roches stériles mises en place par la main de l'homme, de façon à assurer la conservation du toit de la mine et à rendre possible l'extraction complète de la masse exploitée) ; c) sur la redevance applicable aux charbons trouvés en petite quantité, dans les carrières à ciel ouvert, mélangés aux matériaux de remblais, cette redevance étant réglée d'après la profondeur des puits par lesquels les charbons sont remontés au jour.

c) La redevance tréfoncière, qui ne peut en aucun cas représenter la valeur du tréfonds ni une indemnité d'ex-

propriation, est, en somme, l'équivalent de la dépréciation résultant pour le propriétaire superficiaire de l'exploitation de la mine sur son terrain.

Voyons quels en sont les principaux caractères.

En elle-même, la redevance en argent due par le concessionnaire est mobilière ; mais l'article 18 de la loi de 1810 la répute immeuble tant qu'elle reste attachée à la propriété de la surface ; en effet, elle augmente la valeur du fonds et lui emprunte sa nature immobilière.

La redevance tréfoncière est inséparable du fonds, si ce n'est par la volonté du propriétaire, et le *Conseil d'Etat* a jugé dans le décret au contentieux « *Marsais* » (Lebon, 19 avril 1859, p. 502) que « le préfet et après lui le Ministre des Travaux publics ont excédé leurs pouvoirs, lorsqu'en désignant une propriété sous laquelle se trouvait une mine en exploitation comme devant être cédée pour cause d'utilité publique, ils avaient décidé que l'expropriation comprendrait la surface du terrain et ne s'étendrait pas au droit à la redevance ».

D'autre part, cette redevance constitue un droit réel, opposable aux tiers, de sorte que les créanciers et les ayants cause du propriétaire peuvent invoquer ce droit réel en vertu de leur droit de suite. Elle est, de même, comprise dans l'hypothèque du sol et ne peut être hypothéquée en dehors de celui-ci ; elle est vendue et saisie avec lui. Il a cependant été jugé que la redevance tréfoncière ne constitue pas un droit réel sujet à transcription (*Cassation, Requête « Demoiselle Pollet c/ Compagnie des Mines de Roche la Molière et Firminy »*, 5 juillet 1910, (S., 1913-1-513).

Indépendamment du cas où la redevance tréfoncière cesse d'être due par suite de la fin de la concession, le droit à cette redevance disparaît lorsque le propriétaire superficiaire y renonce.

Enfin, par application de l'article 598 du Code Civil, l'usufruitier jouit de la redevance tréfoncière si la mine est déjà exploitée lors de la constitution de l'usufruit ; dans le cas contraire, la jouissance appartient au nu propriétaire.

SECTION II

Le Contentieux des occupations de terrains

Le mineur étant dans l'obligation de construire des chemins, des canaux, des voies ferrées, etc... pour amener vers les voies publiques tous les minerais extraits au jour, les occupations des terrains de la surface sont indispensables pour l'exploitation d'une mine.

Cependant un certain nombre de terrains sont déclarés exempts de tous travaux par l'article 11 de la loi de 1810, modifié en 1880 ; d'autre part, lorsque les travaux sont effectués sous des maisons ou lieux d'habitation, le concessionnaire doit donner caution de payer toute indemnité en cas d'accident (article 15 de la loi de 1810, modifié par la loi du 12 avril 1928).

Nous avons déjà rencontré ces deux textes au sujet des rapports du propriétaire superficiaire avec le titulaire d'un permis de recherches ordinaire (3) ou exclusif.

Aux termes du premier paragraphe de l'article 11 de la loi de 1810, « nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra, sans le consentement du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, ni d'établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins ».

L'énumération de ce paragraphe relatif à la zone de « prohibition intérieure » est limitative, le législateur de 1880 s'étant borné à y ajouter « les ateliers ». Toutefois, les travaux préparatoires de la loi de 1880 montrent qu'on a voulu prohiber toute occupation des enclos murés, cours et jardins.

C'est uniquement aux tribunaux judiciaires qu'il appartient de connaître des contestations relatives à l'article 11 et notamment de définir ce qu'il faut entendre par enclos et jardins. « Le jardin, que ce soit jardin d'agrément ou jardin potager, doit être la dépendance d'une habitation, le complément de la vie domestique, familiale,

(3) Cf. *supra*, p. 60-61.

qui se rattache à cette notion de l'habitation, sans qu'il doive y avoir nécessairement contiguïté (4) ».

Le Conseil d'Etat, dans le décret au contentieux « Mines de Terre-Noire » (Lebon, 17 janvier 1867, p. 77) a jugé que « la décision par laquelle le Ministre des Travaux publics a autorisé un concessionnaire à exécuter des travaux de puits et galeries, ne peut être attaquée, pour excès de pouvoir, devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, par des propriétaires de surface, à raison de ce que l'autorisation aurait été accordée en violation des dispositions de l'article 11 créant une zone de protection. L'opposition des propriétaires aux travaux de la mine devait être portée devant l'autorité judiciaire ».

Par contre, dans l'arrêt « Dame Veuve Royon » (Lebon, 10 juin 1910, p. 454) le Conseil d'Etat a décidé que « l'arrêté du préfet autorisant un concessionnaire de mine à occuper pour son exploitation des terrains enclos de murs ou des jardins est entaché d'excès de pouvoir ».

Le deuxième paragraphe de l'article 11, ainsi libellé : « Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de cinquante mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenantes, sans le consentement des propriétaires de ces habitations » vise la zone de « prohibition extérieure ». Le propriétaire des terrains lui-même ne peut ouvrir des puits et galeries dans cette zone de cinquante mètres sans le consentement du propriétaire des habitations.

Ce n'est d'ailleurs que l'ouverture des puits et galeries avec orifices au jour qui est interdite : par conséquent, l'article 11 n'est plus applicable aux travaux qui se poursuivent souterrainement.

Ajoutons que la protection de l'article 11 s'étend aussi bien aux habitations construites postérieurement à la concession qu'à celles existant lors de son institution.

Enfin, le concessionnaire de mines, aux termes de l'article 15 de la loi de 1810, modifié par la loi du 12 avril 1928, donnera caution de payer en cas d'accident toute indemnité, soit au propriétaire de la surface pour les tra-

(4) Voir Aguillon, Supplément, n° 317, p. 47.

vaux à faire sous ses maisons ou lieux d'habitation ou dans leur voisinage immédiat, soit au concessionnaire d'une mine voisine pour les travaux menaçant son exploitation.

Toutes les difficultés de cet ordre ressortissent aux tribunaux judiciaires. Mais cela n'empêche pas l'Administration, le cas échéant, de prescrire toutes les mesures de police utiles — droit qu'elle tient du Titre V de la loi de 1810 : elle peut notamment arrêter les travaux, si le concessionnaire ne fournit pas la caution imposée.

Ajoutons que les propriétaires intéressés peuvent se constituer en association dans les conditions de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour demander en justice la constitution de la caution.

Les articles 43 et 44 de la loi de 1810, modifiés par les lois du 27 juillet 1880 et du 16 décembre 1922, réglementent les rapports concernant les occupations de terrains entre le concessionnaire de la mine et le propriétaire de la surface.

L'article 43 vise l'occupation dans l'intérieur du périmètre de la concession, qui a lieu à la suite d'un arrêté préfectoral, tandis que l'article 44 accorde, moyennant une déclaration d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'Etat, le droit énorme d'exproprier les terrains nécessaires à l'exploitation de la mine, soit à l'intérieur, soit en dehors du périmètre de la concession.

Nous examinerons donc :

dans un premier paragraphe, les occupations par arrêté préfectoral ;

dans un deuxième paragraphe, les occupations par décret déclaratif d'utilité publique.

§ 1. — LES OCCUPATIONS PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Le concessionnaire de mine peut être autorisé à occuper, dans l'intérieur du périmètre, tous les terrains que l'Administration a reconnus nécessaires à l'exploitation, moyennant une indemnité à payer au propriétaire de la surface ; la quotité de cette indemnité est fixée par les tribunaux civils. Le concessionnaire ne prive pas le

propriétaire superficiare de la propriété qui lui appartient, mais il lui impose, à titre de servitude, l'occupation pour un temps *qui ne dépasse pas cinq ans* (5). La mine devient le fonds dominant et la propriété de la surface, le fonds servant.

Une fois l'autorisation obtenue, le concessionnaire peut entreprendre les travaux comme il l'entendra, quitte à être soumis à la surveillance de l'Administration.

a) Aux termes du premier paragraphe de l'article 43 de la loi de 1810, modifié par la loi du 16 décembre 1922, « le concessionnaire peut être autorisé, par arrêté préfectoral pris après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper, dans le périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement des routes, des chemins de fer ou des canalisations destinées au transport des produits extraits, ne modifiant pas le relief du sol ».

Les travaux en vue desquels l'occupation est permise sont donc les suivants :

1° *Les travaux nécessaires à l'exploitation de la mine.* Ce sont les sondages, le forage des puits, le percement des galeries d'extraction, d'aérage ou d'écoulement des eaux, la construction des ateliers, des magasins et de leurs dépendances, les travaux devant permettre la canalisation ou le détournement des eaux dont l'infiltration menacerait l'exploitation de la mine. Ce sont encore les dépôts de matériaux ou déblais, comme cela résulte de l'ordonnance sur conflit « *Fogle c/ Collard* » (Lebon, 3 décembre 1846, p. 522) qui a déclaré qu'un concessionnaire de mines tenant le droit d'occuper, dans le périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation « ne peut être actionné devant l'autorité judiciaire à l'effet d'enlever les matériaux et déblais déposés par ses ouvriers sur le terrain d'un particulier et de rétablir les lieux dans leur ancien état ».

(5) Cf. *supra*, p. 27.

Il en est de même de l'extraction des terres pour remblayer les galeries de la mine. *Le Conseil d'Etat, dans son décret au contentieux « Sauzéas »* (Lebon, 7 mai 1863, p. 427), a décidé que « l'arrêté par lequel le préfet a autorisé un concessionnaire de mine à occuper un terrain pour en tirer des remblais nécessaires à son exploitation ne peut être, de la part du propriétaire de ce terrain, l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux ».

Le concessionnaire peut aussi occuper :

soit les terrains nécessaires pour installer une exploitation à ciel ouvert, si ce mode d'exploitation est approuvé par l'Administration, comme l'a admis le décret au contentieux « *Galland c/ Compagnie des mines d'asphalte de Seyssel* » (Lebon, 22 août 1853, p. 855) ;

soit les terrains contenant des minerais de fer superficiels exploitables par le propriétaire du sol, sans que l'arrêté du préfet autorisant l'occupation puisse être l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat de la part du propriétaire de la surface. *C'est ce qu'a jugé le Conseil d'Etat dans le décret au contentieux « Sieur Denier »* (Lebon, 14 avril 1864, p. 348) et dans l'arrêt « *Sieur et Dame Harvin c/ Compagnie de Mokta-el-Hadid* » (Lebon, 21 juillet 1882, p. 707) ;

soit encore les parcelles de terrains appartenant à un propriétaire de la surface, à l'effet d'aménager au-dessus une passerelle permettant d'évacuer les cendres des chaudières, celles des machines d'extraction et celles d'une Centrale électrique produisant la force indispensable pour le fonctionnement de tout l'outillage électrique de la mine. *C'est ce qui résulte de l'arrêt du Conseil d'Etat « Sieur Magnien »* (Lebon, 15 juin 1934, p. 691).

2°) *Les travaux destinés à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles ou des minerais*, ainsi qu'à la construction de tous les établissements et dépendances nécessaires à cette fin, à l'exclusion des industries annexes, peuvent également donner lieu à occupation.

Il convient de ranger parmi les dépendances « les rigoles destinées, soit à amener les eaux aux machines et ateliers, soit à les évacuer après utilisation ou après extraction de la mine (6) ». Il s'agit là d'un simple droit de conduite, mais non d'un droit aux eaux.

3° Si l'on a admis la possibilité des occupations pour les chemins de charroi, il n'en a pas été de même pour les chemins de fer. Il y a lieu, à cet égard, d'examiner la jurisprudence du Conseil d'Etat antérieure à la loi du 27 juillet 1880 et celle postérieure à cette loi.

Avant la loi du 27 juillet 1880, le Conseil d'Etat avait décidé que le préfet excédait ses pouvoirs en autorisant un concessionnaire de mines à occuper des terrains :

ou pour y construire un chemin de fer destiné au service de son exploitation, lorsque les terrains occupés sont situés en dehors du périmètre de la concession. *C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Dehaynin c/ Compagnie Arnoux »* (Lebon, 8 mars 1851, p. 170) ;

ou pour y construire un chemin de fer destiné à relier un des puits de la concession à une ligne de chemin de fer. *C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Sieur Boucaud »* (Lebon, 20 février 1868, p. 201) ;

ou pour y construire une voie ferrée permanente à voie normale et à traction de locomotives destinée à relier le carreau de la mine à un chemin de fer. *C'est ce qui résulte de l'arrêt « Morel, Pommart et autres »* (Lebon, 5 août 1881, p. 787). (A noter que les faits déférés au Conseil d'Etat étant antérieurs à la loi de 1880, celle-ci n'a pas été invoquée en l'espèce).

Par contre, le Conseil d'Etat avait jugé que le préfet n'excédait pas ses pouvoirs en autorisant des occupations de terrains :

ou pour y établir des petits chemins de fer de mines, à voie étroite et à traction de chevaux, qui étaient considérés comme des prolongements des voies souterraines.

(6) Aguillon, Tome I, n° 339.

C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Mines de Litry » (Lebon, 28 mars 1862, p. 270) ;

ou pour maintenir un chemin de charroi ordinaire établi sur le terrain de la concession, avec rail à faible écartement, devant servir à la circulation des wagons traînés par des chevaux. *C'est ce qui résulte du décret au contentieux « Commission administrative des hospices d'Angers » (Lebon, 23 février 1870, p. 143) ;*

ou pour y établir une voie ferrée de transport avec rail à faible écartement et wagons traînés par des chevaux. *C'est ce qui résulte de l'arrêt « Sellière c/ Servier » (Lebon, 9 juillet 1875, p. 676) ;*

ou pour y établir une voie ferrée à voie normale, mais avec traction de chevaux, destinée à relier un puits d'extraction à un canal. *C'est ce qui résulte de l'arrêt « Behague c/ Compagnie des Mines de l'Escarpelle » (Lebon, 15 juin 1877, p. 608) ;*

ou pour y établir des voies destinées au passage de charrettes sur le quai de chargement et à la pose d'une voie ferrée à voie étroite pour le passage des wagons sortant de la mine. *C'est ce qui résulte de l'arrêt « de Forbin d'Oppède » (Lebon, 16 novembre 1877, p. 874).*

Ainsi, avant la loi du 27 juillet 1880, la différence des solutions rendues par le Conseil d'Etat était surtout motivée par les faits, par la nature et le degré d'importance des chemins de fer.

Mais depuis la loi de 1880, « il n'y a pas lieu de se préoccuper de la largeur de la voie ni du mode de traction. Une seule distinction subsiste : le chemin de fer modifie-t-il ou ne modifie-t-il pas le relief du sol ? » (7)

Si le chemin de fer ne modifie pas le relief du sol, l'occupation par arrêté préfectoral est possible ; mais si le chemin de fer modifie le relief du sol, il faut une déclaration d'utilité publique et un décret en Conseil d'Etat, à l'intérieur comme à l'extérieur du périmètre de la concession ; et le Conseil d'Etat, saisi par le recours en

excès de pouvoir contre l'arrêté du préfet, devient ainsi juge du fait. *C'est ce qu'a décidé l'arrêt « Consorts de Charpin »* (Lebon, 10 février 1905, p. 150) en déclarant que « le préfet n'excède pas ses pouvoirs en autorisant un concessionnaire de mines à occuper, dans le périmètre de la concession, divers terrains nécessaires pour l'établissement des chemins de fer, embranchements avec le chemin de fer P.-L.-M., voies de garages, annexes d'un puits d'extraction. Ces travaux n'affectent pas le relief du sol et, l'occupation des terrains étant nécessaire à l'exploitation de la mine, l'occupation peut être autorisée sans déclaration préalable d'utilité publique ».

D'autre part, dans ses arrêts « Sieur Delobel » (Lebon, 2 août 1918, p. 812) et « *Sieurs Dassé, Villenave et Coyola* » (Lebon, 19 mars 1922, p. 249) le Conseil d'Etat a jugé que le préfet est compétent pour autoriser l'occupation de terrains nécessaires à l'exploitation, dès lors que « les travaux de surface du concessionnaire, bien que susceptibles de modifier le relief du sol, ne concernent que des travaux étrangers à l'établissement d'un chemin de fer ».

Par contre, dans son arrêt « Epoux Cambier » (Lebon, 8 août 1924, p. 826) le Conseil d'Etat a déclaré que « l'arrêté, par lequel le préfet autorise un concessionnaire de mine à recourir à l'occupation temporaire pour l'établissement d'un chemin de fer sur un remblai élevé, entraînant de ce fait une modification du relief du sol, est entaché d'excès de pouvoir ».

4° L'occupation a été admise *pour la construction de maisons destinées aux ouvriers mineurs*, afin d'assurer une bonne exploitation de la mine.

Cela résulte de l'arrêt du Conseil d'Etat « Sieurs Leroy, Delvallez et Bailleul » (Lebon, 4 décembre 1925 p. 982) qui a validé l'arrêté préfectoral ayant autorisé le concessionnaire à occuper, dans le périmètre de la concession, en vertu de l'article 43 de la loi de 1810, « les terrains sur lesquels doivent être édifiées les maisons destinées au logement des ouvriers de la mine, à condition

toutefois que cette occupation soit nécessaire pour assurer une bonne exploitation du gisement minier ».

5° La loi du 16 décembre 1922 a ajouté, comme étant susceptibles d'occupation, les terrains nécessaires à *l'établissement de canalisations destinées au transport des produits extraits* et ne modifiant pas le relief du sol. Le but poursuivi était de permettre que le pétrole, grâce à ces canalisations, pût être livré à la consommation.

b) *Les formalités administratives* qui doivent précéder l'occupation sont simples.

Le concessionnaire adresse au préfet une demande à laquelle un plan est annexé, pour faire connaître l'objet et les motifs de l'occupation, ainsi que les emplacements des parcelles à occuper. Depuis 1880, l'arrêté préfectoral autorisant l'occupation n'est pris qu'après une enquête « de commodo et incommodo » auprès des propriétaires intéressés, qui sont invités à présenter leurs observations. *Le Conseil d'Etat, dans son arrêt « Sieur de Vault » (Lebon, 11 février 1898, p. 103)* a jugé, dans le cas d'une Société qui avait été autorisée à occuper, dans toute son étendue, un étang appartenant au sieur de Vault et avait demandé ensuite à occuper une bande de terrain destinée à la création d'une rigole d'écoulement, que « cette seconde demande devait être communiquée au propriétaire du terrain. Comme il résulte de l'instruction que cette communication n'a pas eu lieu, l'arrêté préfectoral autorisant l'occupation de cette bande de terrain doit être annulée pour violation des formes ».

Le préfet, après avis des ingénieurs des mines, rend son arrêté fixant la situation et l'étendue des parcelles à occuper ; il reste alors au concessionnaire à faire régler par les tribunaux judiciaires l'indemnité due au propriétaire de la surface, indemnité dont le paiement n'est pas préalable à l'occupation.

L'autorité administrative est seule compétente, sauf recours en excès de pouvoir, pour trancher les difficultés qui peuvent s'élever entre le concessionnaire et les pro-

priétaires de la surface relativement à l'occupation des terrains. Mais l'arrêté du préfet ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire des terrains dont l'occupation a été autorisée fasse valoir devant l'autorité judiciaire, s'il s'y croit fondé, les droits qui peuvent résulter à son profit des articles 43 et 44 de la loi de 1810. *C'est ce qui résulte des décrets au contentieux précités : « Mines de Litry » (Lebon, 28 mars 1862, p.270) ; « Sauzéas » (Lebon, 7 mai 1863, p. 427) ; « Denier » (Lebon, 14 avril 1864, p. 348) ; et de l'arrêt « Sieur et Dame Harvin c/ Compagnie de Mokta-el-Hadid » (Lebon, 21 juillet 1882, p. 707).*

Ajoutons que le concessionnaire autorisé à occuper doit, avant de prendre possession, faire au propriétaire de la surface une notification préalable pour lui permettre de prendre les mesures conservatoires de ses droits, et que toute occupation effectuée sans autorisation constitue une voie de fait donnant droit à une action en dommages et intérêts, indépendamment de l'indemnité d'occupation qu'il nous faut examiner maintenant.

c) L'article 43 de la loi de 1810, modifié en 1880 et en 1922, prévoit deux cas d'indemnité d'occupation :

1° Si les travaux ne sont que passagers, et si le sol où ils sont effectués peut être remis en culture au bout d'un an, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

2° Le propriétaire de la surface peut contraindre le concessionnaire à acquérir le terrain, si l'occupation a duré plus d'une année, ou si les terrains occupés ne sont plus susceptibles de culture : c'est une réquisition d'achat avec indemnité fixée au double de la valeur du terrain, et non une expropriation.

Mais le propriétaire peut également préférer garder son terrain et recevoir une indemnité annuelle.

L'article 43 paragraphe 4 ajoute : « la pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité, si le propriétaire l'exige ».

Il s'agit là de terres extérieures à la surface occupée. L'indemnité d'achat est fixée au double de la valeur, comme l'indemnité d'occupation.

Qu'il y ait occupation ou achat, l'indemnité est du double du produit net du terrain dans le premier cas, du double de la valeur du terrain avant l'occupation dans le second, et toutes les contestations relatives à ces indemnités sont de la compétence des tribunaux civils.

§ 2. — LES OCCUPATIONS PAR DÉCRET DÉCLARATIF D'UTILITÉ PUBLIQUE

Dans tous les travaux qui nécessitent une déclaration d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, l'Administration intervient pour légitimer l'occupation des terrains et pour autoriser le plan de l'ouvrage, comme s'il s'agissait d'un véritable travail public.

Aux termes du premier paragraphe de l'article 44 de la loi de 1810, modifié en 1922, « un décret rendu en Conseil d'Etat peut déclarer d'utilité publique les canaux et les chemins de fer, modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre, ainsi que les canaux, les chemins de fer, les canalisations destinées au transport des produits extraits, les routes nécessaires à la mine et les travaux de secours, tels que puits ou galeries, destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux, à exécuter en dehors du périmètre ».

Les travaux en vue desquels l'occupation par décret déclaratif d'utilité publique est possible sont donc les suivants :

1° Les canaux de navigation et les chemins de fer modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre.

Avant la loi du 27 juillet 1880, le Conseil d'Etat estimait que l'établissement d'une voie ferrée permanente, ou de canaux de navigation, ne pouvait, à raison de la nature des travaux qu'ils exigent et des servitudes qu'ils imposent à la propriété, être autorisé que par décret du Président de la République, rendu dans la forme des règlements

d'administration publique, et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Depuis la loi de 1880, les canaux de navigation et les chemins de fer modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre de la concession, peuvent être déclarés d'utilité par décret rendu en Conseil d'Etat, et c'est le Conseil d'Etat, saisi par le recours en excès de pouvoir contre l'arrêté du préfet, qui estimera si un chemin de fer projeté modifie ou non le relief du sol.

Dans l'arrêt précité, « Veuve Royon » (Lebon, 10 juin 1910, p. 454) il a jugé que les travaux de construction d'un chemin de fer en vue desquels l'occupation a été autorisée ont le caractère d'ouvrages modifiant le relief du sol, et ne peuvent être entrepris qu'après une déclaration d'utilité publique, comme l'exige l'article 44.

2° En dehors du périmètre de la concession, *l'article 44 s'applique aux canaux, chemins de fer, canalisations destinées au transport des produits extraits, et routes nécessaires à la mine.*

Il s'agit ici de mettre la mine en relation avec le dehors. L'article 44 stipule que « les voies de communication créées en dehors du périmètre pourront être affectées à l'usage du public, dans les conditions établies par le cahier des charges », et si le concessionnaire s'y refusait, l'Administration supprimerait l'autorisation.

La loi du 16 décembre 1922, qui a modifié l'article 44, permet au concessionnaire d'exproprier les terrains sur lesquels des canalisations destinées au transport du pétrole pourront être établies.

Le Conseil d'Etat a, en outre, décidé dans l'arrêt « Sieur Reyne et demoiselle Barral » (Lebon, 15 novembre 1929, p. 993) que les dispositions de l'article 44 « ne contiennent aucune limitation dans les modes de transport destinés à assurer, dans un but d'utilité générale, l'exploitation de la mine ; les câbles transporteurs aériens qui comportent des constructions formant emprise sur

les terrains soumis à expropriation, sont englobés dans les dispositions de cet article ».

3° Donnent encore lieu à l'application de l'article 44 les travaux de secours.

Ce sont les puits ou galeries destinés à faciliter l'aération et l'écoulement des eaux en dehors de la concession, ce qui est indispensable à l'exploitation. Mais « le service du sortage des produits est exclu, en principe, des travaux de mine qui peuvent nécessiter des travaux dits travaux de secours » (8) : il ne s'agit là, en effet, que d'améliorer les conditions économiques de l'exploitation, et non d'effectuer des travaux utiles à cette exploitation.

Le Conseil d'Etat a jugé dans son arrêt « Compagnie des houillères d'Ahun » (Lebon, 6 décembre 1912, p. 1167) « que la construction d'un barrage sur la Creuse et l'installation d'une usine hydro-électrique destinée à produire à meilleur compte la force nécessaire à l'épuisement des eaux d'une concession minière ne rentrent pas dans la catégorie des travaux de secours, prévus par l'article 44 de la loi de 1810. Ces travaux ne sauraient être assimilés à la construction d'un canal : en conséquence, la décision du Ministre des Travaux publics, à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique pour ces travaux, ne peut être annulée pour excès de pouvoir ».

Aux termes du deuxième paragraphe de l'article 44, « dans les cas prévus par le présent article, les dispositions de la loi du 3 mai 1841, relatives à la dépossession des terrains et au règlement des indemnités, seront appliqués ».

La loi de 1841, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935 sur l'expropriation et par celui du 30 octobre 1935, a eu pour but de confier l'attribution de l'indemnité à la juridiction civile ; et les travaux faits par le concessionnaire dans les conditions de l'article 44, sont des travaux privés, accomplis sous la surveillance des ingénieurs des mines, qui ressortissent à la juridiction ordinaire, et

(8) Aguillon, Tome I, n° 368.

non à la juridiction administrative, notamment en ce qui concerne les litiges avec les tiers.

Ainsi, les chemins de fer miniers établis dans l'intérêt du concessionnaire restent exclusivement à son service et n'ont pas le caractère de travaux publics : ce sont des chemins de fer privés échappant au régime et à la compétence applicables en matière de travaux publics.

C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat dans l'arrêt « Ministre des Finances c/ Sieur Barliac » (Lebon, 2 mai 1873, p. 371) en refusant de reconnaître le caractère de travaux publics à un chemin de fer destiné à l'exploitation d'une forêt dépendant du domaine de l'Etat.

De même, le Conseil d'Etat a jugé dans l'arrêt « Sieur de Richard d'Aboncourt c/ Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et d'Anzin » (Lebon, 2 décembre 1904, p. 775) que les travaux d'un concessionnaire de mine autorisé par application de l'article 44 à construire un chemin de fer et divers ouvrages accessoires, avec interdiction d'organiser un service public de transport, n'ont pas le caractère de travaux publics. Dans ces circonstances, le Conseil de préfecture était incompétent pour statuer sur une demande d'indemnité à raison de dommages causés par lesdits travaux.

Et le Tribunal des Conflits, qui avait eu à trancher un conflit négatif (le Tribunal civil s'étant déclaré incompétent, et le Conseil d'Etat ayant déclaré par l'arrêt qui précède le Conseil de préfecture incompétent) décida dans l'arrêt « Sieur de Richard d'Aboncourt c/ Société des Hauts-Fourneaux de Denain et d'Anzin » (Lebon, 3 juin 1905, p. 507) « qu'il n'appartient pas à la juridiction administrative de connaître d'une demande en dommages et intérêts formée par un particulier contre une Société exploitant une mine, à raison du préjudice que lui cause un chemin de fer minier, construit par ladite Société dans son intérêt exclusif ».

CHAPITRE IV

LES RAPPORTS DU MINEUR AVEC UN AUTRE MINEUR

Bien que les relations entre mines voisines ou superposées soient fréquentes, elles n'ont fait l'objet dans la loi du 21 avril 1810 que de l'article 45, qui a trait à l'écoulement des eaux, et dans la loi du 27 avril 1838 « relative à l'assèchement et à l'exploitation des mines », que des articles 1 à 6.

Et pourtant, en dehors de ces dispositions légales, il existe bien d'autres rapports entre mines voisines.

1° Chaque concessionnaire est responsable de *tous les dommages* qu'il cause à la mine voisine, non seulement par sa faute ou sa négligence, en vertu de l'article 1382 du Code Civil, mais aussi, abstraction faite de toute faute, par l'application du principe de la responsabilité objective de l'article 1384.

Une opinion assez répandue n'admet cette solution qu'au cas où les deux concessions ont été accordées à la même date, tandis que, si elles ne sont pas contemporaines (1), c'est la mine la plus récente en date qui est tenue de réparer tous les dommages causés à la mine la plus ancienne, « alors même qu'il n'y aurait aucune faute à reprocher à son propriétaire, la nouvelle concession ne pouvant porter atteinte à des droits acquis ».

Signalons qu'au cas où les travaux d'un concessionnaire de mines menacent un autre mineur d'un danger immédiat, la mine menacée a le droit de demander caution à l'autre, d'après l'article 15 de la loi de 1810, modifiée en 1928 (2), pour la couvrir des dégâts susceptibles d'être causés par un accident éventuel.

(1) Dalloz, « Répertoire pratique de Législation », Tome VIII, Mines, Minières, Carrières », n° 286.

(2) Cf. *supra*, p. 157-158.

2° *L'opération du bornage des concessions* peut aussi donner naissance à un conflit entre deux mineurs voisins. En ce cas, la compétence appartient aux tribunaux judiciaires, aux termes de l'article 56 paragraphe 2 de la loi de 1810, ainsi conçu : « A l'égard des contestations qui auraient lieu entre des exploitants voisins (relativement à la limitation des mines), elles seront jugées par les Tribunaux et Cours ».

Et le Conseil d'Etat, dans son décret au contentieux « Mines d'Unieux et Fraisse » (Lebon, 22 mars 1866, p. 278) a décidé que « l'arrêté par lequel le préfet refuse de prescrire un nouveau bornage de la ligne séparative de deux concessions, et la décision confirmative du Ministre des Travaux publics, ne font pas obstacle à ce que les concessionnaires fassent valoir devant l'autorité judiciaire les droits que chacun d'eux tient de son acte de concession ».

3° Lorsqu'il a été institué *deux concessions distinctes pour des substances connexes* coexistant dans le même gisement géologique — comme c'est le cas pour certains minéraux associés (filons de galène et pyrites de cuivre) ou pour des substances juxtaposées (houille et minerai de fer) — l'Administration met en demeure le concessionnaire le plus ancien en date de poursuivre les travaux d'extraction, à charge de livrer les produits abattus à l'autre concessionnaire, qui remboursera les frais d'exploitation de toute nature. Si le concessionnaire le plus ancien refuse, c'est le second qui se substitue à lui.

Par contre, quand les gisements sont distincts, l'institution de concessions superposées est faite par l'Administration à qui incombe le soin de veiller à ce que les travaux ne se contrarient pas : pourvu que l'utilité de ces travaux soit justifiée, chaque concession doit supporter ceux entrepris par l'autre exploitation.

4° *Les travaux d'exploitation d'une mine ne peuvent empiéter sur la mine voisine* ; sinon, le concessionnaire lésé aurait le droit d'obtenir de l'autre une indemnité pour les matériaux extraits indûment, et, si l'empiétement

était volontaire, il y aurait un délit pénal, un véritable vol tombant sous le coup des articles 379 et 401 du Code Pénal.

Toutefois, le préfet a la possibilité d'accorder à l'une des mines un droit de passage au milieu des travaux de l'autre, moyennant une indemnité dont le montant sera réglé par les tribunaux, à défaut d'entente amiable.

D'autre part, le préfet peut, en vertu des pouvoirs de police qu'il tient de l'article 50 de la loi de 1810, obliger les concessionnaires à laisser intact entre deux mines voisines un banc de matières minérales ou « *investison* », qui reste la propriété de la mine à laquelle il est imposé.

« Il s'agit là, pour le concessionnaire, d'une obligation qui constitue une véritable servitude légale d'utilité publique, et que, par suite, il doit supporter, comme toute servitude d'utilité publique, sans qu'il puisse réclamer une indemnité à qui que ce soit » (3).

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces différents rapports entre mineurs ; nous insisterons cependant sur la *servitude d'écoulement des eaux entre deux mines voisines*, qui fait l'objet de l'article 45 de la loi de 1810, ainsi conçu : « Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité ; lorsque, d'un autre côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire et tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre : le règlement s'en fera par experts ».

Cet article 45 prévoit une double hypothèse :

Première hypothèse : l'envahissement d'une mine par les eaux d'une autre mine. Le législateur ne fait qu'appliquer ici les articles 640 et 641 du Code Civil relatifs à la servitude d'écoulement d'eaux, en les adaptant à la matière. Il y a lieu à indemnité d'une mine en faveur

(3) Aguillon, Tome I, n° 406.

de l'autre, même si aucune faute n'a été commise dans la direction ou l'exécution des travaux de la mine envahissante. *La Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, dans son arrêt « Compagnie des Mines du Cros c/ Société des Houillères de Saint-Etienne » en date du 23 mai 1905 (D. P., 1906-1-281)* a décidé que, par application de l'article 45 de la loi de 1810, « la mine inondante ne doit une indemnité à la mine inondée qu'en raison des eaux qui ont pénétré en plus grande quantité dans cette dernière, par l'effet des travaux de la première ; la mine inondée était tenue de supporter sans indemnité les eaux s'écoulant naturellement sur son fonds en dehors de l'intervention de l'homme ».

Ajoutons que les tribunaux civils ont la faculté d'ordonner l'installation d'une machine pour empêcher le renouvellement des inondations, et que la mine inondante qui cause un préjudice à une mine voisine a la possibilité de prévenir le dommage en assurant l'épuisement des eaux.

Deuxième hypothèse : l'épuisement des eaux d'une mine par les travaux d'exploitation d'une autre mine. Pour que le droit à une indemnité soit ouvert, il faut que l'évacuation des eaux résulte directement des travaux effectués, et qu'une plus-value, conséquence de la disparition des eaux, soit constatée au profit de la mine dont les eaux ont été évacuées.

L'indemnité de l'article 45 est une charge réelle, « une créance de la mine exhaurante sur la mine exhaurée, constituant pour celle-là, à l'encontre de celle-ci, une véritable action réelle, immobilière » (4).

L'Administration peut prescrire, en vertu des pouvoirs de police qu'elle tient de l'article 50 de la loi de 1810, toutes les mesures nécessaires à la conservation des mines, et notamment ordonner l'écoulement des eaux, soit par la mise en communication de deux concessions, soit par l'ouverture d'une galerie.

Mais la loi de 1810 n'avait rien prévu pour le cas où une inondation menacerait toutes les mines d'un bassin.

(4) Aguillon, Tome I, n° 401.

Ce fut la loi du 27 avril 1838, provoquée par la menace d'une inondation des mines de houille du district de Rivede-Gier, qui permit au Gouvernement de prendre des mesures d'ensemble.

En effet, aux termes de l'article premier paragraphe 1 de cette loi, « lorsque plusieurs mines, situées dans des concessions différentes, seront atteintes ou menacées d'une inondation commune, qui sera de nature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, le Gouvernement pourra obliger les concessionnaires de ces mines à exécuter, en commun et à leurs frais, les travaux nécessaires, soit pour assécher tout ou partie des mines inondées, soit pour arrêter les progrès de l'inondation ».

Aussi les concessionnaires forment-ils *des syndicats d'assèchement*, qui feront exécuter les travaux communs de défense contre les inondations. L'organisation définitive, les attributions de chaque syndicat et les bases de la répartition des dépenses entre les concessionnaires intéressés sont réglées par arrêté ministériel.

L'article 4 de la loi de 1838 prévoit l'institution d'office par le préfet d'une commission de trois à cinq membres, qui sera investie des attributions des syndics, si l'assemblée générale, dûment convoquée, ne se réunit pas.

Mentionnons pour finir que les rôles de recouvrement des taxes sont dressés par les syndics et rendus exécutoires par le préfet (art. 5 de la loi de 1838) et que, si le mineur ne paie pas dans le délai de deux mois les dépenses lui incombant, la mine est réputée abandonnée, sauf recours au Conseil d'Etat. C'est, rappelons-le, un des cas de déchéance des concessions minières (5).

(5) Cf. *supra*, p. 143.

CONCLUSION

Deux idées essentielles se dégagent de cette étude du « Contentieux Minier » :

1° Les exploitations de mines soumises à la loi du 21 avril 1810 ou à celle du 9 septembre 1919, ainsi que les exploitations de carrières et de minières *sont des entreprises privées*.

2° *Les concessions de mines ne peuvent être assimilées à des concessions de travaux publics.*

1° Que les carrières et les minières soient considérées comme des entreprises privées, cela n'a jamais été contesté. Mais la question est plus discutée en ce qui concerne les mines.

La loi de 1810 pose le principe que nul ne peut exploiter un gisement de substances minérales, s'il n'est investi de la concession par un décret, rendu en Conseil d'Etat, lui conférant la propriété perpétuelle du gisement. Le concessionnaire est tenu de remplir certaines obligations, dont la principale est celle d'exploiter ; en revanche, il a comme prérogatives le droit d'occuper les terrains et celui d'exproprier.

Il y a eu des hésitations sur la situation de ce concessionnaire soumis à la loi de 1810 : on se demandait, notamment, si la concession de mines était ou n'était pas une concession de travaux publics, ou une concession de service public, ou une entreprise privée.

Pour résoudre la question, nous recourrons aux différents critères proposés par M. ROLLAND (1) pour déterminer la nature juridique d'une entreprise.

a) Et tout d'abord, examinons *les textes*.

Aucun ne dit que l'exploitation de mines est une entreprise privée ou un service public.

(1) Rolland, Cours de Doctorat 1935-36 : *Le Parlement et les services publics* ». Voir le Chapitre préliminaire : la notion de service public, p. 69 à 109.

Au contraire, aux termes de l'article 7 de la loi de 1810, « l'acte de concession donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme les autres biens ».

Quoique la mine ne soit transmissible, ainsi que nous l'avons vu (2), que moyennant une autorisation administrative, le principe subsiste : le concessionnaire est un propriétaire, et cette idée de propriété évoque celle d'entreprise privée.

b) *Qui prend l'initiative de la création de l'entreprise ?* C'est le particulier qui sollicite la concession. Sans doute, l'autorité concédante n'est pas tenue d'accorder celle-ci au premier demandeur plutôt qu'au deuxième ou au dernier ; mais, à l'origine, nous trouvons bien une initiative privée qui demande et obtient la mine en concession.

c) *Qui a le dernier mot en matière d'organisation et de fonctionnement ?*

Ici encore, c'est le concessionnaire qui a une entière liberté d'action, réserve faite des limitations apportées dans l'intérêt général par les lois de 1810, 1838 et 1880, telles que l'obligation d'exploiter sous peine de déchéance, l'obligation de ne céder, louer, diviser, fusionner avec d'autres concessions que moyennant autorisation, et l'obligation de faire certains travaux d'amélioration.

Ces trois critères nous permettent d'affirmer que nous sommes en présence d'une entreprise privée, le concessionnaire de mine de la loi de 1810 étant, il est vrai, « un propriétaire d'un genre particulier, un propriétaire dominé par l'affectation de son bien aux besoins et aux nécessités du public » (3).

Mais que décider pour les concessions de mines soumises à la loi du 9 septembre 1919 ? Pour dégager la solution, il y a lieu de recourir aux mêmes critères :

(2) Cf. *supra*, p. 101 et 102.

(3) Rolland, *opus citatum*, p. 101.

a) Les exploitants de mines sont, sous l'empire de cette loi, désignés pour un temps limité, et au décret de concession est joint un cahier des charges qui aggrave les obligations du concessionnaire.

Cependant, d'après l'article premier paragraphe 4 de la loi de 1919, le mineur n'est plus un propriétaire comme dans la loi de 1810 ; il a seulement un droit immobilier susceptible d'hypothèque. Or, parler d'un droit immobilier susceptible d'hypothèque, n'est-ce pas évoquer l'idée d'une entreprise privée ? car on ne peut concevoir que les dépendances d'une entreprise de service public soient hypothéquées.

b) C'est également un particulier qui prend l'initiative de créer l'entreprise.

c) Le concessionnaire a toujours le dernier mot en matière d'organisation et de fonctionnement, bien que sa liberté d'action soit limitée et contrôlée.

Rien n'est donc changé : l'exploitation du concessionnaire soumis à la loi de 1919 est aussi une entreprise privée. Et il en est de même pour celle qui relève du titulaire d'un permis d'exploitation.

2° Mais la concession de mines soumise à la loi de 1919 ne peut-elle pas être assimilée à une concession de travaux publics ?

Le Conseil d'Etat, dans un avis célèbre et fortement motivé des 19 et 26 décembre 1907 (D. P., 1908-3-45) (4), a condamné la théorie, soutenue à tort par l'Administration, de l'assimilation des concessions de mines de la loi de 1810 aux concessions de travaux publics.

« Il n'existe aucune analogie entre la concession de travaux publics par laquelle une autorité administrative confie à une société privée la gestion d'un service public sous des conditions déterminées et pour une durée limitée, et la concession de mines par laquelle la puissance publique institue une propriété perpétuelle dont le régime est fixé par la loi des 21 avril 1810 et 27 juillet 1880 ».

(4) Cf. *supra*, p. 87.

Mais pour les concessions de la loi de 1919, un doute peut subsister, car il y a de nombreuses analogies entre ces concessions de mines et celles de forces hydrauliques régies par la loi du 16 octobre 1919 (5), que le Conseil d'Etat a déclaré être des concessions de travaux publics dans son célèbre arrêt « Sigalas » (Lebon, 22 juin 1928, p. 785) :

a) Analogie en ce qui concerne la précarité des concessions (99 ans au maximum pour les mines et 75 ans pour les chutes d'eau) et le retour des installations à l'Etat, propriétaire du gisement minier et de la force hydraulique.

b) Analogie en ce qui concerne les conditions des cahiers des charges dont les obligations sont sanctionnées par la déchéance.

c) Analogie entre la participation de l'Etat aux bénéfices dans la loi du 9 septembre 1919 et les participations accordées par la loi du 16 octobre 1919 sur les forces hydrauliques à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics.

d) Analogie pour les privilèges d'ordre administratif qui appartiennent aux deux concessionnaires. Ils peuvent, en effet, recourir l'un et l'autre à l'occupation temporaire (art. 4 de la loi du 16 octobre 1919 et art. 43 de la loi du 21 avril 1810, modifié en 1922) et à l'expropriation pour une cause d'utilité publique (art. 5 de la loi du 16 octobre 1919 et art. 44 de la loi du 21 avril 1810, modifié en 1922). Par ailleurs, ils sont obligés d'acquérir, sur réquisition du propriétaire, tous les terrains devenus impropres à la culture.

e) Analogie, enfin, en ce qui concerne la dépossession du propriétaire superficiel (art. 6 de la loi du 16 octobre 1919 accordant une indemnité au propriétaire du passage inférieur par suite du détournement d'eau, et articles 6

(5) Voir Scelle, *Matières Administratives, Cours de Doctorat 1933-1934* : « *Législation des Mines* », p. 148 et 149.

et 42 de la loi de 1810 indemnisant le propriétaire superficiaire au moyen de la redevance tréfoncière).

Il semble bien qu'en présence de ces nombreuses ressemblances, on puisse être fondé à prétendre que la concession de mine est une concession de travaux publics.

Et pourtant, nous persistons à soutenir avec M. MESTRE (6) *que la concession de mine diffère de la concession de travaux publics.*

En effet : a) Toute concession de travaux publics permet l'aménagement d'ouvrages, comme il y en a pour les mines et l'exploitation d'un service public. Or, on ne peut concevoir un exploitant de mine gérant un service public dont les usagers se servent moyennant une rémunération.

Le mineur, qui a le dernier mot dans l'organisation et le fonctionnement de son entreprise, vend son minerai, qui est sa propriété privée, à un prix qui se trouve réglé d'après la loi de l'offre et de la demande ; le cahier des charges des mines ne contient aucune prescription relative au prix du charbon. Au contraire, dans toutes les concessions de travaux publics, le service public est toujours tarifé.

b) Les litiges qui s'élèvent entre le concessionnaire de mines et les propriétaires de la surface sont soumis aux tribunaux judiciaires. Au contraire, pour la concession de travaux publics, le Conseil de préfecture est compétent en vertu de l'article 4 de la loi du 28 Pluviôse an VIII.

c) Enfin, si le concessionnaire de mines soumis à la loi du 9 septembre 1919 a un droit immobilier susceptible d'hypothèque, le concessionnaire de travaux publics, n'étant ni propriétaire ni usufruitier des ouvrages qu'il construit, ne possède sur eux qu'un droit personnel, non susceptible d'hypothèque (7).

(6) Mestre, *Cours de droit administratif*. Le domaine privé de l'Etat : « Les Mines ».

(7) Lengereau Jacques : *Essai sur la nature juridique de la propriété minière*. Thèse, Toulouse, 1922, p. 156 et 157.

En résumé, les concessions de mines sont des entreprises privées d'intérêt général, dont l'initiative est laissée aux particuliers. Mais l'intérêt public y est tel, que l'Administration ne peut pas s'en désintéresser : aussi contrôle-t-elle la naissance, l'exploitation, le développement, les transformations et la cessation des entreprises minières.

FIN

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de la thèse,

Signé : GEORGES RIPERT.

Signé : ACHILLE MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Signé : G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILLON (Louis). — « Législation des mines en France ». Librairie Charles Béranger. Tomes I et II (édition 1891) et Supplément (édit. 1912).
- *Revue politique et parlementaire*, juin 1912, pages 425 à 449 « Les concessions de mines ».
- APPEL (Louis). — « Les Mines et la propriété privée ». Thèse, Paris, 1937.
- BERTHÉLEMY (Henri). — « Traité élémentaire de Droit administratif » 13^e édit. (1933).
- BERTHÉLEMY (Henri) et RIVERO. — « Cinq ans de réformes administratives, 1933-1938 ». Supplément à la 13^e édit. du « Traité élémentaire de Droit administratif ».
- BOCQUET (Edmond). — « Modifications récentes apportées à la législation minière ». Thèse, Paris, 1924.
- BOLIFRAUD. — « Evolution du régime minier en France ». Thèse, Paris, 1920.
- CHEMINAIS. — « Les redevances des mines », (1928).
- DALLOZ. — *Répertoire pratique de Législation*. « Mines, Minières, Carrières », Tome VIII, et Supplément, T. II.
- DELCOURT (René). — « Responsabilité des mines à l'occasion des affaissements de la surface du sol ». Thèse, Dijon, 1931.
- DOUFFIAGUES. — *Revue politique et parlementaire*, Octobre 1935, pages 86-95 : « Le nouveau régime fiscal des exploitations minières en France ».
- HAURIU. — « Précis élémentaire de Droit administratif », édition 1938.
- LAFERRIÈRE. — « Juridiction administrative », 2^e édition.
- LEMONNIER (Henri). — « Le nouveau régime des mines en France ». Thèse, Caen, 1920.
- LENGEREAU (Jacques). — « Essai sur la nature juridique de la propriété minière ». Thèse, Toulouse, 1922.

- LEVI (Georges). — « Précis de législation minière » (1922).
- LOTZ (Georges). — « Le contrôle administratif des Mines ». Thèse, Strasbourg, 1935.
- MESTRE (Achille). — Cours de Droit administratif, 2^e année.
— « Le régime administratif du pétrole ». Matières administratives, Cours de Doctorat 1937-38.
- ONDEDIEU (Marcel). — « Le permis d'exploitation des mines ». Thèse, Caen, 1932.
- ROLLAND. — « Le parlement et les services publics ». Cours de Doctorat 1935-36, chapitre préliminaire : la notion de service public.
— *Revue de droit public*, 1911, page 731 : « Situation juridique des exploitants de mines ».
— *Revue de droit public*, 1920, page 343 : « Les nouvelles concessions de mines ».
- REY-HERME. — « Etude juridique sur l'indivisibilité des concessions minières ». Thèse, Lyon, 1922.
- ROSSIGNEUX (Henri). — « Régime juridique des carrières ». Thèse, Paris, 1928.
- ROUX. — *Revue générale d'Administration*, 1907. « Des entraves apportées à l'exploitation d'une mine au point de vue de la compétence ».
- SCELLE (Georges). — « Législation des mines ». Matières administratives, Cours de Doctorat 1933-34.

JURISPRUDENCE

Dalloz périodique. Jurisprudence générale.

Lebon. Recueil des arrêts du Conseil d'Etat et du Tribunal des Conflits.

Sirey. Jurisprudence générale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIERE PARTIE

LE CONTENTIEUX

DES SUBSTANCES INCONCESSIBLES 13

CHAPITRE PREMIER. — *Le Contentieux des Carrières*..... 15

Section I. — Les rapports de l'exploitant de carrières avec l'Administration..... 15

Section II. — Les rapports de l'exploitant de carrières avec les propriétaires superficiels voisins et les exploitants de carrières voisines..... 28

CHAPITRE II. — *Le Contentieux des Minières*..... 32

Section I. — De la distinction entre les minerais de fer concessibles et inconcessibles..... 32

Section II. — Les rapports de l'exploitant d'une mine avec l'Administration..... 37

Section III. — Règles particulières relatives aux terres pyriteuses et alumineuses..... 41

§ 1. Les terres pyriteuses et alumineuses..... 41

§ 2. Les tourbières 42

DEUXIEME PARTIE

LE CONTENTIEUX

DES SUBSTANCES CONCESSIBLES 45

TITRE I. — *Le Contentieux de la recherche des substances concessibles* 48

CHAPITRE PREMIER. — *Le Contentieux du permis de recherches ordinaire* 50

	Pages
§ 1. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches ordinaire avec l'Administration..	51
§ 2. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches ordinaire avec le propriétaire de la surface	55
§ 3. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches ordinaire avec un autre exploitant	62
CHAPITRE II. — <i>Le Contentieux du permis exclusif des gisements pétrolifères</i>	64
§ 1. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec l'Administration...	66
§ 2. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec le propriétaire de la surface et avec un autre exploitant.....	72
§ 3. Les rapports du titulaire d'un permis de recherches exclusif avec le concessionnaire qui a obtenu en ses lieu et place la concession..	73
CHAPITRE III. — <i>Les Indemnités d'invention et les indemnités des explorateurs évincés</i>	74
§ 1. Les Indemnités d'invention.....	74
§ 2. Les Indemnités des explorateurs évincés...	76
TITRE II. — <i>Le Contentieux des concessions minières</i>	83
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le régime des concessions de mines et du permis d'exploitation</i>	85
§ 1. Le régime de la concession de 1810 et ses déviations	85
§ 2. Le régime de la concession de 1919.....	88
§ 2. Le régime du permis d'exploitation.....	90
CHAPITRE II. — <i>Les rapports du mineur avec l'Administration</i>	93
Section I. — L'obtention et les modifications des concessions minières	93
§ 1. L'obtention des concessions de mines.....	93
§ 2. Les modifications des concessions de mines	101
Section II. — <i>Le Contentieux des redevances minières</i>	109
§ 1. La redevance fixe des mines.....	110
§ 2. L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la redevance communale des mines	114

	Pages
§ 3. La participation de l'Etat au superbénéfice	119
<i>Section III. — Le Contentieux de la police administrative des mines.</i>	120
§ 1. L'objet du contrôle administratif.	124
A) Le bornage des mines.	125
B) La protection de la surface.	127
C) La protection du personnel occupé dans les mines.	136
<i>Appendice : De la réquisition des mines de combustibles</i>	138
§ 2. Les sanctions du contrôle administratif.	138
A) Les sanctions pénales.	139
B) Les sanctions administratives (la déchéance)	139
<i>CHAPITRE III. — Les rapports du mineur avec le propriétaire de la surface.</i>	146
<i>Section I. — La redevance tréfoncière.</i>	151
<i>Section II. — Le contentieux des occupations de terrains</i>	156
§ 1. Les occupations par arrêté préfectoral.	153
§ 2. Les occupations par décret déclaratif d'utilité publique.	166
<i>CHAPITRE IV. — Les rapports du mineur avec un autre mineur</i>	170
<i>CONCLUSION</i>	175
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	181

Imprimerie
H. JÉHAN
GAILLON - EURE

